

commentaires

Le Monde

Bleu-blanc-rouge

Le patriotisme ne fait plus sourire. Il n'est plus considéré ni comme désuet ni comme dérisoire. C'est un événement.

On revient de loin. Les enfants de la V^e République sont aujourd'hui dans l'ignorance de deux ou trois rudiments fort simples : les paroles de la Marseillaise, quelques notions d'histoire nationale, la signification des couleurs du drapeau national. Au fil des années, le patriotisme s'était déformé. La notion ne plaisait pas, ou plus. Et l'on pouvait fredonner sans arrière-pensée *Aux armes et cætera...* mis en musique reggae par les soins de Serge Gainsbourg, au seul désespoir de quelques parachutistes grincoux.

Nous vivons donc un grand chambardement. Le patriotisme, de ringard, est redevenu à la mode. M. Giscard d'Estaing, qui risquait de timides tentatives du genre : « La maison France c'est la maison France », est dépassé. Même le Parti communiste, qui clamait — tout seul — qu'il fallait fabriquer français, n'est plus dans le ton.

L'air du temps est à l'hyperbole. Au patriotisme cabotin, ému. M. Laurent Fabius confie à qui veut l'entendre qu'il ne peut écouter les accents de l'hymne national sans frissonner. M. Robert Fabre, notre médiateur, est enfin entendu : l'instruction civique sera à nouveau enseignée dans les écoles. M. Mitterrand y tient, il y veillera. M. Chevènement aussi. Toute la République, dans un sursaut, parle, pense, vibre bleu-blanc-rouge.

On se demande comment, du coup, personne n'a encore songé à accueillir les visiteurs étrangers en France par de grandes photographies de notre président avec un mot d'accueil, forme et national, dans les aéroports et les gares. Les Etats-Unis le font bien, et personne, en débarquant à New-York ou à Los Angeles, ne s'offusque d'être reçu par le sourire de Reagan et un coup de gentiment patriotard. Voilà pour le patriotisme boy-scout.

Mais un patriotisme peut en cacher un autre. S'il existe des patriotismes bon teint, il en est d'autres sur fond de crise, aux accents plus âpres. Significativement, M. Alain Grotteray, éditorialiste au *Figaro-Magazine* et auteur d'un livre sur les immigrés (*Pion-Tribune libre*), écrit : « La France doit reprendre le slogan de l'Amérique conquérante Love it or leave it et dire aux étrangers non issus de pays membres de la Communauté européenne ou appelés à y entrer : la majorité d'entre vous devra repartir, seuls pourront rester ceux qui réussiront à s'intégrer suffisamment pour acquiescer des droits civiques. » Cet élu d'opposition conclut patriotiquement : « L'alternative est claire : la naturalisation volontaire ou le départ. »

Encore un petit bout de chemin et l'on se retrouve dans le royaume du patriotisme d'exclusion — lui aussi terriblement à la mode. « La France aux Français ! », slogan entendu dans les années 30, mis en application durant l'Occupation, réapparaît à présent en force.

Ainsi, au-delà de certaines évidences — du genre la nationalité française est un privilège, elle implique des devoirs comme l'impôt, le service militaire pour les hommes — la notion de patriotisme paraît être un fourre-tout. Tout le monde se bouscule pour en demander, sans trop se soucier de cet unanimité équivoque entre le patriotisme-gadget des snobs, le patriotisme rétro, le patriotisme militaro-industriel, le patriotisme bérêt et baguette de pain et le... patriotisme tout court.

LAURENT GRELSAMER.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de **PARFUMS** PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30

par Bernard CUAU *

Une nuit de printemps, vous marchez dans les rues d'une grande ville. Vous avez vingt ans. Un peu plus un peu moins. Vous êtes en jeans, blouson bleu et tennnis blanches. Vous mesurez 1,70 mètre. Environ et vous êtes brun avec une petite moustache.

Une patrouille de police vous interpelle parce que c'est la nuit, que c'est Marseille-Sud et qu'un violleur y opère depuis des mois. Or le portrait-robot établi par l'identité judiciaire le décrit brun et de taille moyenne, portant moustache et chaussé de tennnis blanches. Par-dessus le marché, vous avez cette nuit-là dans votre poche un couteau de cuisine enveloppé de journal.

Alors, les policiers vous passent les menottes et vous conduisent à l'évêché, hôtel de police de la ville. Gardé à vue, vous êtes interrogé. En cellule, vous ne pouvez ni vous reposer ni vous lever. Seule, un peu hargné, avec cet aspect douteux qui n'est pas celui d'un innocent, vous êtes conduit à la parade.

Parade : cérémoniel qui consiste à vous placer au milieu d'hommes (de préférence, des policiers), assez grands, ayant si possible des yeux et des cheveux clairs. Ils sont évidemment propres. Ils ont des vêtements nets et une allure convenable.

Les victimes du violleur sont invitées à défilier devant cet échafaudage d'humanité. Pour la plupart, elles vous reconnaissent. Avec ou sans hésitation. Cette moustache... Ces tennnis blanches... Et puis la taille, et puis l'aspect... N'est-ce pas le commencement d'une identification certaine ?

Vous, c'est Luc Tangorre, étudiant arrêté le 12 avril 1981 à Marseille, inculpé le 14, jugé du 19 au 24 mai 1983 par la cour d'assises.

Un crime judiciaire

Luc Tangorre a été condamné à quinze ans de prison pour viol. Gisèle Tichané, qui a refait l'enquête, ne croit pas à sa culpabilité.

5475 nuits, chiffre abstrait, qui ne signifie rien pour personne. Et puis, en d'autres pays, on lapide les violeurs, on ampute les voleurs, on brûle au lance-flammes les opposants politiques. La France n'est pas prête à s'émouvoir pour un garçon démocratiquement jugé, innocent, lui ? Victime d'une erreur judiciaire ? Ce serait vraiment une impossible série de hasards.

Or il se trouve qu'une femme, Gisèle Tichané, pour la simple raison que, dès le premier jour, elle a douté de la culpabilité de Luc Tangorre, va remonter les labyrinthes de l'enquête et de l'instruction (1). Son travail, impressionnant de rigueur et de méthode, ne laisse aucun point dans l'ombre. Elle mentionne ce qui est à charge, comme ce qui est à décharge. Elle le fait avec tant de scrupules et d'honnêteté que son livre en acquiert une puissance de conviction peu commune. Car, loin que l'innocence soit proclamée dès la première ligne, comme une évidence à faire passer, les faits sont livrés dans une stricte approche chronologique et leur encheînement est si terriblement fort, accusateur, que nous nous demandons s'il n'y a pas d'un texte qui veut rétablir un innocent dans son droit. Tous les premiers indices, en effet, convergent à faire de Luc Tangorre un coupable idéal. On en vient à se demander quelle série de coups de dés pourrait abolir tant de hasards.

Et pourtant l'une, après l'autre, les preuves de la culpabilité vont se défaire et tomber. Pas un témoignage, pas un indice, pas une déposition, qui, repris, éclairés d'une manière nouvelle, ne laissent apparaître des contradictions, des failles ou des mensonges. Les enquêteurs sont renommés loin dans l'endurance, pour y trouver les signes annonciateurs du grand décalage psychique qui marquerait la personnalité de Tangorre ? Gisèle Tichané, elle aussi, au collège, chez les parents, les camarades, les amis.

Il faut d'abord justifier votre raison d'être ici.

« Je passais... »

« Allons donc ! Et les tennnis, et le blouson, et les jeans ? »

« Je suis toujours habillé comme ça. »

« Quelle coïncidence ! Quant au couteau ? »

« C'est pour gratter mon balcon, que je dois repêcher. »

« Trop, c'est trop. Les policiers jubilent. Ils tiennent l'homme qu'ils cherchent depuis des mois. Luc Tangorre, la bonne nouvelle est annoncée à la presse. « Le violleur des tennnis blanches », titre le *Marseillais*. « Le violleur des quartiers sud », c'est lui, titre le *Provençal*. « L'étudiant en éducation physique avait violé sept femmes dans les quartiers sud. La police met fin à ses exploits », titre le *Méditerranéen*.

Luc Tangorre, est maintenant en prison, pour 5475 jours et

de Luc, vérifier la pertinence des déclarations, leur sérieux, leur réalité même.

Il fallait la violence de ce texte tranquille pour introduire un trouble aussi profond dans la pensée de chaque lecteur. Mais ce trouble cessera, une fois le livre achevé, à l'instant où, contre notre idée première, contre la logique policière et l'obstination du juge d'instruction, contre le verdict des Assises, l'innocence ne peut plus faire aucun doute.

Prenez conscience de la terrible accusation que porte Pierre Vidal-Naquet dans sa postface : l'erreur judiciaire est devenue crime judiciaire. Luc Tangorre est en Centre, recteur pour des milliers de jours et de nuits. Mais son temps de condamné est désormais notre temps d'hommes libres. Chaque heure où il nous est donné d'aller et de venir à notre gré est pour lui une heure volée, une heure prisonnière. Après ce livre, nous n'avons plus l'excuse de ne pas savoir.

« Chaque seconde qui s'écoule entraîne un être dans le monde vers quelque chose qu'il ne peut pas supporter. » Ce constat de Simone Weil n'est pas à prendre comme un bel aphorisme. Il est un appel urgent à rejoindre Gisèle Tichané, Pierre Vidal-Naquet, les avocats de Luc et tous ceux qui, avec eux, parce qu'ils ne supportent pas cette iniquité, ont mis en marche la machine de vérité. Personne ne pourrait comprendre que la requête en révision ne soit pas repue. Luc Tangorre doit être réjugé et acquitté. Simplement parce qu'il est innocent.

(*) Professeur à Paris-VII, auteur de *La Politique de la folie* (Stock, 1974), *L'Affaire Médard* (les Presses d'aujourd'hui, 1976) et d'une pièce de théâtre, *Nadia* (1977).

(1) *Coupable à tout prix, l'Affaire Luc Tangorre*, par Gisèle Tichané, aux éditions La Découverte. Postface de Pierre Vidal-Naquet, 68 F.

COURRIER

Qu'un bon vent pousse le Monde !

De nombreux lecteurs nous écrivent en cette période de crise de notre journal. Voici quelques échantillons de leurs sympathiques encouragements auxquels nous sommes tous sensibles.

Notre journal

Fidèle et ancien lecteur du *Monde*, je tiens à vous dire combien je suis fier de la qualité que connaît actuellement votre journal. Les articles sont vifs, clairs, précis, et les informations sont toujours à jour. C'est un plaisir de lire votre journal.

HENRI BOURINET (Montigny-La-Motte).

Rigueur

Au-delà de la crise grave que traverse le *Monde*, je vois la crise des valeurs humanistes et démocratiques de notre société face à la montée des périls dogmatiques et fascistes qui fleurissent si bien en période d'incertitude et d'angoisse.

YVES GUERMOND (Mont-Saint-Aignan).

(1) Jour de la grève de notre quotidien (NDLR).

Le crime et l'ordinateur

21 novembre, 5 heures du matin. L'entrée du périphérique. Un Noir traverse la bretelle d'accès. La voiture qui me précède fonce sur lui. Il essaie de s'échapper en courant, mais d'un coup de volant habile le conducteur le rejoint ; choc brutal. Le corps rebondit sur le capot, une fois, deux fois. La voiture s'arrête.

Etendu sur le sol, il saigne abondamment. Je le hisse dans ma voiture. Il ne fait que répéter : « Pourquoi me faites-vous ça ? Pourquoi ? Pourquoi ? » Je fonce vers l'hôpital Bichat. Je me trompe de porte d'entrée. Nous suivons d'interminables couloirs ; voici enfin le service d'urgence. Le sang coule de plus en plus. « Vos papiers. » Par chance il en a sur lui, en règle. L'employé tape sur son clavier le nom, les dates, les numéros, mais la conclusion tombe : « Impossible de vous laisser entrer, l'ordinateur refuse l'admission. » Stupeur. « Pourquoi ? » Nouvelle frappe sur le clavier : « La date de naissance est incomplète ; sur ses papiers il n'y a que l'année, l'ordinateur exige le mois et le jour. » Le sang coule. On s'affole. On cherche un responsable de plus haut rang : d'un rang tel qu'il puisse s'opposer à l'ordinateur. Enfin un interne contourne la difficulté : « Admettons qu'il soit né le 1^{er} janvier. » Retour au clavier ; cette fois, l'ordinateur repart accepte l'admission. Les soins commencent.

Un crime, ridé, très ordinaire ; un ordinateur tout-puissant. Cela s'est passé à Paris il y a quelques jours. Nous sommes bien en 1984.

PIERRE JACQUARD (Paris).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4287-23 PARIS Tél. MONDIPAR 650572 F Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lussat, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982)

Décès de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1984.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fereczi.

Imprimé par : L'Imprimerie de la Presse, 120 rue de Valenciennes, 75011 Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1088 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1245 F	1819 F	2366 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	361 F	685 F	979 F	1249 F
2 - SUISSE-TUNISIE	454 F	839 F	1197 F	1539 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les modifications (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 96 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.500 L. ; Liban, 500 P. ; Libya, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Singapour, 300 F CFA ; Suède, 2,70 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Venezuela, 110 bol.

Le Monde

DIPLOMATIE

LA PASSATION DES POUVOIRS

Une vocation d'européen

Le Chancelier allemand, Helmut Kohl, a déclaré à la presse à l'issue de sa conférence de presse à Bonn, le 14 décembre, que son gouvernement était prêt à accepter la proposition de la Commission européenne de créer un poste de haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère. Cette proposition, qui a été adoptée par le Conseil européen à l'unanimité le 12 décembre, vise à renforcer la coopération entre les Etats membres de l'Union européenne en matière de politique étrangère et de sécurité. Helmut Kohl a déclaré que son gouvernement était prêt à accepter cette proposition, à condition que le poste de haut représentant soit confié à un européen de l'Est. Il a également déclaré que son gouvernement était prêt à accepter la proposition de la Commission européenne de créer un poste de haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, à condition que le poste soit confié à un européen de l'Est.

M. Dumas va se rendre à Moscou

M. Dumas, ministre des Affaires étrangères, se rendra à Moscou, le 16 décembre, pour participer à la conférence de presse de la Commission européenne. Il y sera accompagné de son directeur adjoint, M. Jean-Pierre Godeaux. M. Dumas a déclaré que son voyage à Moscou était l'occasion pour lui de rencontrer le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, et de discuter avec lui des questions de politique étrangère et de sécurité. Il a également déclaré que son voyage était l'occasion pour lui de rencontrer le président de la Commission européenne, Jacques Delors, et de discuter avec lui des questions de politique étrangère et de sécurité.

Le conseil atlantique à Bruxelles

Le conseil atlantique se réunira à Bruxelles, le 16 décembre, pour discuter des questions de politique étrangère et de sécurité. Le conseil sera présidé par le ministre belge des Affaires étrangères, M. Jean-Pierre Godeaux. Il y participera également le ministre français des Affaires étrangères, M. Dumas, et le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Helmut Kohl. Le conseil discutera des questions de politique étrangère et de sécurité, ainsi que des questions de coopération entre les Etats membres de l'Union européenne.

M. Shultz promet à ses alliés européens

qu'ils seront consultés dans les négociations américano-soviétiques

De notre correspondant

« Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a déclaré à la presse à l'issue de sa conférence de presse à Washington, le 14 décembre, que son gouvernement était prêt à accepter la proposition de la Commission européenne de créer un poste de haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère. Cette proposition, qui a été adoptée par le Conseil européen à l'unanimité le 12 décembre, vise à renforcer la coopération entre les Etats membres de l'Union européenne en matière de politique étrangère et de sécurité. M. Shultz a déclaré que son gouvernement était prêt à accepter cette proposition, à condition que le poste de haut représentant soit confié à un européen de l'Est. Il a également déclaré que son gouvernement était prêt à accepter la proposition de la Commission européenne de créer un poste de haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, à condition que le poste soit confié à un européen de l'Est.

150

DIPLOMATIE

LA PASSATION DES POUVOIRS DE M. CHEYSSON A M. DUMAS

Une vocation d'européen tardive, mais réelle

M. Claude Cheysson devait officiellement passer ses pouvoirs de ministre des relations extérieures à M. Roland Dumas, ce vendredi 14 décembre, au cours de la traditionnelle cérémonie organisée au Quai d'Orsay. La composition du nouveau cabinet de M. Dumas pourrait être annoncée lundi.

Nous dressons ci-dessous un bilan de son passage au ministère des affaires européennes, où il avait remplacé M. André Chénégues le 19 décembre 1983.

« J'ai pensé à vous pour prendre le portefeuille des affaires européennes. Quel dommage que vous soyez si peu européen ! » La scène se passait il y a un an, en Yngolavie. Invité personnel du président de la République, M. Roland Dumas, qui savait que M. Mitterrand songait depuis 1981 à faire entrer cet ami fidèle au gouvernement, avait été prié au petit déjeuner par le chef de l'Etat. Lequel, ménageant ses effets, feignait de balancer encore, et d'hésiter à nommer aux affaires européennes un homme qu'il jugeait peu favorable à la CEE. Il est vrai que M. Mitterrand devait aussitôt ajouter en substance : le sommet d'Athènes a mal tourné, nous allons prendre la présidence du conseil des Dix, et j'ai besoin de vous. « Je n'étais pas du côté des fanatiques », c'est vrai, reconnaît son interlocuteur, mais j'ai tout de même voté en faveur du Marché commun... Et puis, les vocations tardives sont souvent les meilleures ! » Quarante

huit heures après, de retour à Paris, le secrétaire général de l'Elysée lui confirmait par téléphone sa nomination.

« Mauvais Européen », repartit Roland Dumas ? Il s'en défend, tout en reconnaissant que le premier sentiment que lui inspira, après la guerre, le début du processus qui devait conduire au traité de Rome fut incontestablement une très grande méfiance. Le projet de Communauté européenne de défense lui parut spontanément détestable, parce qu'il postulait le réarmement allemand. Pour des raisons familiales, il était compréhensible, son père grand résistant, a été fusillé sous l'occupation — une telle perspective le hantait. C'était encore l'époque où, pour cultiver son allemand, il estimait ne pouvoir aller qu'en Autriche... Bien des années plus tard, entre les deux tours de l'élection présidentielle de décembre 1965, c'est-à-dire à un moment où François Mitterrand cherchait à récupérer une partie des voix qui s'étaient portées sur le jeune champion de l'Europe supranationale, Jean Lecanuet, face à de Gaulle, M. Dumas eut l'occasion de s'en expliquer longuement avec Jean Monnet, à qui il était allé rendre une visite de circonstance au nom du « candidat unique de la gauche ». Aucun des deux ne fut convaincu l'autre. Mais cette grande « mise à plat » des raisons de l'hostilité de M. Dumas à une certaine vision « euro-légitime » aura peut-être, finalement, marqué le début d'un intérêt nouveau pour la Communauté.

Il n'empêche : malgré son goût pour les langues et les cultures du

Vieux Continent, le nouveau ministre des affaires européennes n'avait pas, lorsqu'il prit la succession de M. André Chénégues, en décembre dernier, l'image d'un Européen convaincu. Son itinéraire personnel vers l'Europe tenait surtout à l'idée que seule la construction d'une entité politique et culturelle permettrait d'éviter le retour des affrontements que la seconde guerre mondiale lui avait donné de voir de près. Il est l'occasion d'en parler avec le chancelier Kohl qu'il trouva dans des dispositions d'esprit tout à fait analogues, et pour des raisons identiques, la première fois qu'il le rencontra. Mais le compagnon de route de M. Mitterrand était lui-même trop politique pour se délecter d'avance à l'idée de devoir se passionner désormais, fut-ce en service commandé et à titre manifestement transitoire, pour les quotas laitiers ou les problèmes budgétaires européens. Tout au plus pouvait-il — la compensation, il est vrai, n'était pas mince à ses yeux — espérer avoir à faire, sur ce terrain qui l'attirait a priori moins que d'autres, quelques « coups » pour le compte du président. Cependant que le juriste en lui allait trouver plus d'une fois l'occasion de venir au secours du ministre, en même temps qu'il renouait pour un temps indéterminé à l'extérieur d'une profession d'avocat devenue fort lucrative : la baisse de revenus aura représenté pour lui, bon an mal an, environ les deux tiers des ressources qu'il tirait de son cabinet. Mais il faut savoir ce que l'on veut, et accéder à un ministère de confiance valait bien quelques sacrifices.

D'autant plus, même, que celui des affaires européennes n'était pas tardé à se révéler un excellent terrain pour s'affirmer, tant aux yeux du chef de l'Etat (qui, au demeurant, n'attendait de ce passage qu'une sorte de galop d'essai de son poulain avant un plus grand poste) que vis-à-vis de l'opinion. La France n'avait pas eu de ministre des affaires européennes, et c'est pour cela qu'il s'est efforcé de les rassurer, jeudi 13 décembre, au conseil de l'OTAN qui s'est tenu à Bruxelles. Reste à savoir si la « compréhension » dont fait preuve M. Shultz est bien partagée par M. Reagan. On en doute à Paris.

Le second sujet des entretiens de M. Dumas à Moscou sera sans doute constitué par le dossier des relations économiques entre les deux pays. On estime en effet que les Soviétiques n'ont pas tenu leurs promesses de rééquilibrer les échanges, dont le déficit, au détriment de la France, est supérieur à 4 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1984. C'est d'ailleurs pour manifester sa mauvaise humeur que M. Cresson a reporté la réunion de la commission mixte franco-soviétique de coopération scientifique, technique et économique, qui devait se tenir à la fin de décembre à Paris. Le déficit français est dû avant tout aux achats de gaz. Deux solutions s'offrent aux Soviétiques pour le réduire : augmenter le nombre des contrats avec des firmes françaises, ou accepter une révision en baisse du contrat gazier. C'est cette deuxième solution qu'on paraît avoir choisie à Moscou puisque ce contrat va faire l'objet d'une renégociation.

JACQUES AMALRIC.

En particulier à Londres, puisque c'est l'intransigence de la « dame de fer », qui, pour l'essentiel, faisait obstacle à un règlement du conflit bégéiste. Le poste de ministre des affaires européennes a ainsi permis à M. Dumas d'avoir, d'emblée, accès aux « vedettes » de la politique européenne, d'autant plus enclins à le recevoir que ses liens privilégiés avec le président français n'étaient ni un mystère pour personne et de se faire, de personnages européens, M. Thatcher ou le chancelier Kohl, une idée plus personnelle que ses fonctions « techniques » ne le lui eussent normalement permis. Idée au demeurant flatteuse, semble-t-il, en particulier dans le cas du chef du gouvernement britannique, à l'égard duquel le nouveau ministre des relations extérieures paraît partager le sentiment finalement plus administratif qu'agacé de M. Mitterrand.

Le négociateur

M. Dumas aura donc été plus à l'aise qu'il ne s'y attendait sans doute lui-même dans des fonctions ministérielles en principe vouées à la technicité la plus rebattue, mais qui, grâce à ce semestre de présidence française du conseil européen et au fait que le chef de l'Etat en avait fait un enjeu personnel, ont exigé de lui qu'il fasse à nouveau montre des talents de négociateur, plus officieux qu'officiels, qu'on lui connaissait depuis longtemps. Il aura réussi à introduire, même dans les matières austères dont il avait la charge, cette part de mystère et d'intrigue qui lui sied si bien, et hors de quoi il se sentirait probablement mal à l'aise — en tout cas moins utile.

Quant au problème de ses relations avec M. Claude Cheysson, il a toujours affecté de considérer qu'il ne se posait pas — et c'était au moins là un point d'accord avec le ministre des relations extérieures. Les deux hommes s'appellent ostensiblement par leurs prénoms, se tutoient, et affichent en toute circonstance publique cette affectueuse camaraderie qui doit unir ceux dont le combat politique est commun. Le moins que l'on puisse dire est que la réalité aura été un peu moins idyllique, encore que l'on ne connaisse guère, dans les coulisses du Quai d'Orsay, de circonstances où les échos de leur évidente rivalité aient franchi les portes matelassées de leurs bureaux respectifs.

Face à un ministre des relations extérieures peu enclin à précipiter son départ (il y compris lors de la démission de M. Mauroy en juillet, où

Quinze Etats n'ont pas signé la convention sur le droit de la mer

Cent cinquante-neuf signatures (y compris celles de la Communauté économique européenne et du Conseil des Nations unies pour le Namibie) avaient été apposées à la convention sur le droit de la mer, le 10 décembre à minuit (heure de New-York). A cette minute-là, en effet, s'est achevée avec un délai de grâce de vingt-quatre heures accordé au dernier moment, la période pendant laquelle la convention était ouverte à la signature. Seuls quinze Etats (Albanie, Allemagne fédérale, Etats-Unis, Equateur, Grande-Bretagne, Israël, Jordanie, Koweït, Pérou, Saint-Marin, Saint-Siège, Syrie, Tonga, Turquie, Venezuela) n'ont pas signé avant la date fatidique. Certes, ils pourront toujours adhérer à la convention, mais l'adhésion équivaudra à la ratification qui, dans la plupart des Etats, nécessite une loi spéciale votée par le Parlement. Au contraire, signer une convention internationale ne préjuge en rien la ratification ultérieure.

La convention sur le droit de la mer, rédigée après quatre-vingt-huit semaines de discussions, menées de 1973 à 1982 dans le cadre de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, a été adoptée à New-York le 30 avril 1982 par cent trente Etats, dont la France et le Japon. Les Etats-Unis, Israël, la Turquie et le Venezuela avaient voté contre, et dix-sept pays, dont l'URSS et ses satellites, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, etc., s'étaient abstenus. Le 10 décembre 1982, à la Jamaïque, cent dix-neuf pays signaient la convention.

La signature de la convention donne le droit de siéger à la commission préparatoire qui a pour tâches essentielles d'adopter les « règles, règlements et procédures » qui doivent régir le travail de la future Autorité (l'organisme international qui gèrera les ressources minérales des grands fonds marins, « patrimoine commun de l'humanité », et d'attribuer des licences pour l'exploration ou l'exploitation des nodules polymétalliques présents sur ces fonds sous « investisseurs pionniers » (France, Inde, Japon, URSS et quatre consortiums internationaux dont les chefs de file sont des sociétés américaines) en attendant que la convention entre en vigueur, c'est-à-dire un an après la soixantième ratification.

Sous le régime transitoire actuel, les dépenses de la commission préparatoire sont imputées sur le budget ordinaire des Nations unies, dont 25 % sont fournis par les Etats-Unis. Ceux-ci ont déjà refusé de payer pour la commission préparatoire dont ils ne font pas partie.

Lorsque la convention sera entrée en vigueur, le budget — fort élevé sans aucun doute — de l'Autorité et des autres organes prévus par la convention sera autonome, et les dépenses seront partagées entre les pays parties à la convention. Tous les organismes issus des Nations unies sont financés par leurs membres dans les mêmes proportions selon lesquelles est alimenté le budget des Nations unies (Etats-Unis, 25 % ; URSS, 11,1 % ; Japon, 9,58 % ; Allemagne fédérale, 8,31 % ; France, 6,26 % ; Grande-Bretagne, 4,1 % ; Italie, 3,45 % ; Canada, 3,28 % ; les cent cinquante et autres pays membres se partageant les 28,50 % restants). L'absence des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne, qui contribuent à eux trois pour plus d'un tiers du budget des Nations unies et des autres organismes internationaux, obligera donc les pays signataires de la convention à augmenter sensiblement leur quote-part, lorsque la convention sera entrée en vigueur.

On n'en est pas là. Seuls treize pays (Bahamas, Belize, Côte-d'Ivoire, Cuba, Egypte, Fidji, Ghana, Jamaïque, Malaisie, Philippines, Sénégal, Zaïre et Zambie) et le Conseil des Nations unies pour le Namibie — qui, à eux tous, fournissent une part infime du budget des Nations unies — ont ratifié la convention...

YVONNE REBEYROL.

● La Commission internationale des juristes récompensée. — La Fondation Carnegie de La Haye a attribué, jeudi 13 décembre, son « prix de la paix » pour 1985 à la Commission internationale des juristes, pour son action en faveur des droits de l'homme. Fondée en 1952 à Genève, la CIJ regroupe des spécialistes du droit de toutes origines, et se consacre à la défense des victimes des atteintes aux libertés. — (AFP.)

M. Dumas va se rendre à Moscou

(Suite de la première page.)

En juin dernier, à l'issue du voyage de M. Mitterrand à Moscou, le principe de la venue de M. Tchernomirski en France avait été fixé, mais aucun délai n'avait été fixé tant la santé du secrétaire général avait paru fragile. Une amélioration a été constatée depuis, et c'est ce qui a permis à Moscou et à Paris de relancer le dossier. Bizarrement, c'est M. Mitterrand qui avait à demi vendu la mèche dans une interview accordée à la télévision syrienne à la veille de son voyage à Damas, en affirmant que M. Tchernomirski se rendrait en France au cours de l'année 1985.

Au cas où un tel sommet aurait bien lieu, on n'exclut pas du côté français de le faire suivre par une rencontre Mitterrand-Reagan. Rien n'est encore décidé, mais on songe en haut lieu à une visite éclair du président de la République à Washington.

Ces initiatives françaises sont essentiellement liées à l'inquiétude que l'on éprouve à Paris face à la volonté du président Reagan de poursuivre l'étude et d'amorcer le développement de tout un réseau d'armes spatiales. L'entrée dans « la guerre des étoiles » rendrait caduc, estime-t-on, le concept de dissuasion nucléaire et poserait des problèmes quasi insolubles aux responsables de la force de frappe française. C'est pourquoi l'on suivra avec une attention toute particulière les conversations américano-soviétiques sur la limitation des ar-

gements qui auront lieu les 7 et 8 janvier prochain à Genève entre MM. Gromyko et Shultz. Le chef du Département d'Etat américain ne s'est pas contenté de l'inquiétude des Européens, et c'est pour cela qu'il s'est efforcé de les rassurer, jeudi 13 décembre, au conseil de l'OTAN qui s'est tenu à Bruxelles. Reste à savoir si la « compréhension » dont fait preuve M. Shultz est bien partagée par M. Reagan. On en doute à Paris.

Le second sujet des entretiens de M. Dumas à Moscou sera sans doute constitué par le dossier des relations économiques entre les deux pays. On estime en effet que les Soviétiques n'ont pas tenu leurs promesses de rééquilibrer les échanges, dont le déficit, au détriment de la France, est supérieur à 4 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1984. C'est d'ailleurs pour manifester sa mauvaise humeur que M. Cresson a reporté la réunion de la commission mixte franco-soviétique de coopération scientifique, technique et économique, qui devait se tenir à la fin de décembre à Paris. Le déficit français est dû avant tout aux achats de gaz. Deux solutions s'offrent aux Soviétiques pour le réduire : augmenter le nombre des contrats avec des firmes françaises, ou accepter une révision en baisse du contrat gazier. C'est cette deuxième solution qu'on paraît avoir choisie à Moscou puisque ce contrat va faire l'objet d'une renégociation.

JACQUES AMALRIC.

LA REUNION DU CONSEIL ATLANTIQUE A BRUXELLES

M. Shultz promet à ses alliés européens qu'ils seront consultés lors des négociations américano-soviétiques

De notre correspondant

Bruxelles. — Le secrétaire d'Etat américain, M. Georges Shultz, a levé un coin du voile sur la façon dont il abordera, le 17 janvier, ses conversations de Genève avec son collègue soviétique, M. Gromyko. Telle est, en tout cas, l'impression la plus répandue au quartier général de l'OTAN, où les membres du conseil atlantique ont commencé, jeudi matin 13 décembre, leur session d'automne.

Pour la plupart des alliés, le problème essentiel est de savoir comment s'engagera le nouveau dialogue américano-soviétique à Genève. Personne ne s'attendait que M. Shultz puisse révéler en détail son « plan de bataille » pour la prochaine confrontation sur les bords du lac Léman.

Les participants à cette session « super-restreinte » ont été unanimes à se féliciter du fait, qu'entre Washington et Moscou, vont reprendre des pourparlers préliminaires qui pourraient mener à la reprise de véritables négociations sur le contrôle des armements. Mais personne ne s'abandonne aux illusions. Il ne semble d'ailleurs pas que les Américains aient clairement défini, à Bruxelles, le cadre dans lequel se dérouleront ces pourparlers. Sur un point essentiel, toutefois, certaines indications ont permis de savoir que M. Shultz a pris une position catégorique : il ne saurait être question, selon lui, de subordonner l'ouverture des conversations de Genève à un

quelconque moratoire, que celui-ci porte sur le déploiement des armes nucléaires, sur les armes stratégiques, ou sur l'expérimentation d'armes antisatellites dans l'espace.

Pour autant que l'on sache, M. Roland Dumas, qui fait ses débuts sur la scène atlantique, s'est trouvé à bien des égards sur la même longueur d'onde que M. Shultz, et aussi de la « moyenne » des autres alliés. Le nouveau ministre français des relations extérieures s'est félicité que le secrétaire d'Etat américain ait garanti à ses partenaires de l'alliance qu'ils seraient consultés de façon permanente lors des échanges avec l'Union soviétique.

M. Dumas aurait surtout été heureux de constater que son interlocuteur d'outre-atlantique reconnaissait les positions originales de la France, qui attache une importance primordiale à sa propre force de dissuasion. Non seulement M. Shultz a admis que, dans une négociation globale, il ne pouvait être question de reléguer à l'arrière-plan le problème des euromissiles, ainsi que les négociations de Stockholm, de Genève et de Vienne, mais il a aussi souligné que les Américains, en ce qui le concerne, se refusent à prendre en compte les forces de dissuasion de la France et de la Grande-Bretagne dans les pourparlers avec l'Est sur les arsenaux nucléaires.

JEAN WETZ.

Où l'on constate que le poète Victor Hugo était en passe, en juillet 1851, de devenir l'homme le plus haï de France, ce qui lui procurait une jubilation extrême.

(page 9)

Le comte Bresson se tranche la gorge,

le comte Mortier veut en faire autant à ses enfants, Adèle est entre la vie et la mort, Frédéric Soulié rend l'âme. Mademoiselle Georges crève la faim, on donne les cadavres de Waterloo à brouter aux vaches anglaises... Heureusement, il y a Mademoiselle Ozy.

(page 304)

Où apparaît Blanqui bien décidé

à imposer le communisme dans les vingt-quatre heures, tandis que Victor Hugo cherche le cadavre de son plus jeune fils à la morgue improvisée de la salle Saint-Jean.

(page 415)

Où Hugo, candidat sans l'être,

se retrouve tout penaud en compagnie d'autres recalcés du suffrage universel qui ont noms Balzac, Vigny, Eugène Sue ou Alexandre Dumas.

(page 464)

Quand Victor Hugo propose de creuser

le canal de Suez, le canal de Panama et le tunnel sous le Mont Blanc, tout en préconisant la création de la SACEM, de l'Organisation des Nations unies, du Marché commun, de la Société des gens de lettres et du TNP.

(page 679)



Le Victor Hugo de Jean-François Kahn

120 F

S E U I L

PROCHE-ORIENT

Liban

Trois personnes ont été tuées dans le Sud au cours d'affrontements entre l'armée israélienne et des villageois

M. Nabih Berri, ministre d'Etat chargé des affaires du Sud du Liban, a appelé, jeudi 13 décembre, au cours d'une conférence de presse, les habitants de cette région à observer, samedi, une grève générale pour protester contre ce qu'il a qualifié de « crimes commis, jeudi, par l'armée israélienne contre la population civile du Sud du Liban ».

M. Berri a, par ailleurs, appelé la population des régions libanaises sous occupation israélienne à manifester, dès vendredi, « leur colère » en organisant des sit-in dans les mosquées et dans les églises.

Trois personnes ont été tuées et onze autres blessées, selon les correspondants de presse dans le Sud du Liban, lors de deux affrontements entre les habitants de deux villages - Tora et Bour-Rahal - à proximité de Tyr, et l'armée israélienne, qui voulait y effectuer des perquisitions.

Selon les correspondants, les forces israéliennes ont pénétré, jeudi à 11 heures (heure locale), à Tora, afin de procéder à des perquisitions. Les habitants de la localité se sont rassemblés pour s'opposer à l'opération des forces israéliennes qui ont alors tiré sur la foule, tuant trois personnes et blessant huit autres.

En outre, les forces israéliennes continuent, jeudi, vers la mi-journée, à encercler le village de Bour-Rahal, où deux femmes ont été blessées au cours de la manifestation de soutien à l'opération des forces israéliennes et les habitants du village.

Confirment les informations de source libanaise, les milieux proches de la (Force internationale des Nations unies au Liban (FINUL) ont indiqué que, au cours des accrochages qui ont suivi ces arrestations, trois personnes ont été tuées - dont une femme et une jeune fille de quatorze ans - et au moins cinq autres blessées.

M. PÉRES AJOURNE « SINE DIE » SON VOYAGE A ROME

Jérusalem (AFP). - Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a décidé de repousser sine die le voyage officiel en Italie qu'il devait effectuer au début du mois de janvier prochain. M. Pérès entend exprimer ainsi son « mécontentement » à la suite de la récente entrevue à Tunis du chef du gouvernement italien, M. Bettino Craxi, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. M. Craxi avait affirmé qu'il avait rencontré chez M. Arafat et plusieurs dirigeants arabes « une volonté de paix sans équivoque qu'Israël ne doit plus ignorer ». Le premier ministre israélien avait été invité pour une visite officielle à Rome il y a plusieurs semaines par son homologue italien. Le directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, M. David Kimche, s'était rendu récemment dans la capitale italienne pour y préparer la date de M. Pérès et en fixer la date.

Le tout-savoir sur 100 pays.

La liste des écoles françaises à Alger?

Le coût des études?
Les droits et les devoirs des résidents étrangers au Zaïre?
Le montant de l'impôt sur le revenu au Japon quand on a deux enfants?

Le prix de location d'un trois pièces à Madrid?

Quand de nouvelles fonctions vous sont proposées à l'étranger, il est "impensable" de partir le nez au vent?

Des questions se posent auxquelles vous exigez des réponses précises avant de vous engager.

Les réponses existent. Elles sont réunies dans les monographies ACIFE.

100 pays de A à Z.

De l'Australie au Zaïre, de l'alimentation aux précautions sanitaires en passant par la fiscalité, les droits et les devoirs des résidents, la protection sociale, etc., les monographies ACIFE vous apportent le "tout-savoir" sur 100 pays, leurs habitants, leurs habitudes, leur mode de vie et de l'intégrer pour profiter au maximum d'une expérience nouvelle.

La connaissance vivante.

Les monographies ACIFE sont éditées par le Ministère des Relations Extérieures, à l'usage des Français appelés à résider à l'étranger. Sans cesse remises à jour, complètes et précises, elles réunissent l'information la plus récente sur l'existence quotidienne dans chaque pays. Elles représentent le dossier-clé de votre vie future : à consulter d'urgence.

Liste des 100 pays...

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne Fédérale, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Bahreïn, Belgique, Bénin, Birmanie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Centrafrique, Chili, Chine, Colombie, Congo, Corée du Sud, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Émirats Arabes-Unis, Espagne, États-Unis, Finlande, Gabon, Ghana, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Maurice (île), Mexique, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité & Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen du nord, Yougoslavie, Zaïre.

Disponibles à : Accueil et Information des Français à l'Étranger, 30 rue La Pérouse, 75116 Paris - Tél. (1) 502.14.23. Poste 40.70.

Accueil et information des Français à l'étranger.

Monographies ACIFE pour avoir réponse à tout.

DANS UNE DÉCLARATION AU « MONDE »

Le secrétaire général de la Ligue arabe critique la passivité de la CEE dans les conflits du Proche-Orient

Dans une déclaration au Monde, M. Cheddi Kibbi, le secrétaire général de la Ligue arabe, se plaint que la résolution adoptée au dernier sommet européen, qui s'est tenu à Dublin (le 6 décembre), soit bien en deçà de ce que l'on pouvait en attendre.

« Le texte de la Communauté n'a pas accordé à la cause palestinienne toute l'importance qu'elle mérite », soutient M. Kibbi avant de relever l'absence de toute référence aux droits du peuple palestinien à l'autodétermination et à un Etat. « Nous aurions souhaité, d'autre part, une dénonciation plus vigoureuse de la politique et du caractère illégal de la politique israélienne dans les territoires occupés ».

Abordant le chapitre d'un éventuel règlement de paix, le secrétaire général de la Ligue arabe s'élève contre la Communauté européenne qui a passé sous silence le rôle particulier qui doit être reconnu au peuple palestinien, à travers l'OLP, considérée comme son unique représentant et son porte-parole légitime. Et il ajoute : « Parler de négociations directes dans ces conditions et surtout dans les termes figurant dans la résolution de la CEE ne pourrait donc que fournir à Israël les moyens de se dérober à des négociations internationales (...). D'autre part, préconiser des négociations directes sans parapluie international en faisant abstraction des résolutions de l'ONU sur le conflit n'est-ce pas mettre Israël dans une position qui lui permet d'imposer ses conditions aux Etats de la région ? »

M. Cheddi Kibbi déplore, enfin, la passivité de la CEE. « Nous attendions de la déclaration de Dublin sur le Proche-Orient qu'elle annonçât une initiative que les pays de la Communauté sont sans aucun doute actuellement les plus habilités à prendre ; cette initiative, qui avait du reste été annoncée dans une précédente déclaration de la CEE s'impose aujourd'hui plus que jamais (...). »

Le secrétaire général de la Ligue arabe exprime le souhait que la Communauté prenne, de même, des initiatives concrètes pour mettre un terme aux conflits du Liban et du Golfe.

LE SORT DES PRISONNIERS DE LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran donne son accord de principe pour l'ouverture d'une enquête des Nations unies

L'Iran a donné son accord de principe pour l'ouverture d'une enquête des Nations unies sur le sort des prisonniers de guerre et des détenus civils du conflit iranien, a indiqué, jeudi 13 décembre, un porte-parole de l'ONU. Ce porte-parole a toutefois ajouté que la réponse iranienne soulève quelques problèmes concernant les modalités de cette enquête, et que ceux-ci étaient actuellement étudiés par les responsables de l'ONU. Il s'est refusé à préciser quels étaient ces problèmes.

La Maison Blanche a rejeté, en outre, l'idée formulée par Téhéran d'un « échange » des pirates de l'air responsables du détournement de l'avion des Kuwait Airways contre des opposants anti-khomeinistes en exil. Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, avait refusé mercredi l'extradition des quatre pirates de l'air, qui ont tué deux Américains, évitant l'éventualité d'un échange contre des opposants de Téhéran en exil. M. Larry Speakes, porte-parole du président Reagan, a indiqué qu'une telle solution serait inacceptable pour les Etats-Unis, même si elle devait permettre de traduire les pirates de l'air en justice. Le gouvernement iranien « a des obligations très claires : il doit juger les pirates de l'air ou les extraditer pour qu'ils puissent être jugés dans un autre pays », a réaffirmé M. Speakes en évoquant la convention internationale de La Haye sur la prévention des détournements d'avions, que l'Iran a signée.

A Paris, l'ancien président iranien Bani Sadr a, au cours d'une déclaration à la presse, accusé le gouvernement de Téhéran d'être à l'origine du détournement de l'Airbus koweïtien. Il a indiqué notamment que deux des pirates de l'air qui avaient participé à l'opération avaient pris part, en août dernier, au détournement d'un Boeing d'Air France vers Téhéran.

Le Moudjahidines du peuple ont, de leur côté, démenté, dans un communiqué rendu public à Paris, être à l'origine d'une tentative de détournement d'un avion à Machad, signalée par le premier ministre iranien. Cette tentative aurait échoué et entraîné l'arrestation de deux personnes. - (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

• LE GOUVERNEMENT RESPECTERA LA TRÊVE OFFERTE PAR LA GUÉRILLA. - Le gouvernement Duarte s'est déclaré, jeudi 13 décembre, satisfait de la proposition de trêve complète pendant les fêtes de fin d'année faite par la guérilla (le Monde du 14 décembre). Il respectera cette trêve mais « à des propres conditions », selon un porte-parole officiel. Le Front Farabundo s'est engagé à ne combattre que s'il était attaqué. - (Reuters.)

Guatemala

• OFFRE D'AMNISTIE AUX EXILÉS POLITIQUES. - Le général Mejía, chef de l'Etat guatémaltèque, a annoncé jeudi 13 décembre une mesure d'amnistie pour tous les exilés politiques qu'il a invités à rentrer au pays. Les mouvements d'opposition et certaines organisations internationales dénoncent cependant les graves violations des droits de l'homme au Guatemala, où la violence politique est de nouveau en hausse sérieuse depuis quelques semaines. - (AFP.)

Etats-Unis

• LES VOYAGES EN LIBYE DÉCONSEILLÉS. - Le gouvernement, mécontent du nombre croissant d'Américains qui travaillent en Libye, a appelé, jeudi 13 décembre, ses ressortissants à éviter les voyages dans ce pays. Une réglementation restreignant les voyages de citoyens américains en Libye existe depuis la fin de 1981, rappelle le département d'Etat. Il précise que ces règles ont été réaffirmées le 30 novembre dernier et sont donc toujours en vigueur. De mille à mille cinq cents Américains vivent ou travaillent actuellement en Libye. - (AFP.)

• UN OFFICIER CHINOIS RETROUVÉ PENDU A NEW-YORK. - M. Zhang Xin, membre du ministère chinois du textile, a été trouvé pendu, mercredi 12 décembre, sur le toit du consulat général de Chine à New-York, où il séjourrait depuis le 5 décembre avec une délégation commerciale. M. Zhang n'avait pas quitté les Etats-Unis avec ses collègues le dimanche 9 décembre et il s'était rendu le lendemain aux Services de l'Immigration.

Philippines

• ACCROCHAGES DANS LE SUD : PLUS DE CINQUANTE MORTS. - Divers accrochages survenus depuis une semaine dans le sud du pays entre maquisards communistes présumés et forces de sécurité ont fait plus de cinquante morts, dont au moins quinze militaires, a annoncé le vendredi 14 décembre un porte-parole militaire. - (Reuters.)

AFRIQUE

Mauritanie

Les nouveaux dirigeants réaffirment leur soutien au Polisario

Les nouveaux dirigeants militaires de Mauritanie, arrivés mercredi 12 décembre au pouvoir lors d'une révolution de palais, ont réaffirmé leur soutien aux maquisards du Polisario en lutte contre le Maroc au Sahara occidental.

Dans un communiqué diffusé par Radio-Nouakchott, le Conseil militaire de salut national (CMSN) renouvellé a déclaré qu'il respectera tous les engagements de l'Etat et ouvrira dans un esprit de compréhension et de coopération avec les pays voisins.

La construction du Maghreb arabe demeure un objectif important, et les accords d'amitié conclus avec l'Algérie et la Tunisie sont un pas dans cette direction, précise le texte.

Réaffirmant la reconnaissance de la République arabe sahraïenne (RASD) proclamée par le Front Polisario, le communiqué préconise une solution par des négociations afin de rétablir la paix et la concorde dans la région.

Le coup d'Etat de mercredi a pu être provoqué par des divergences entre les dirigeants militaires du pays à propos du conflit du Sahara occidental, estime-t-on dans les milieux mauritaniens de diverses capitales d'Afrique de l'Ouest.

Le nouvel homme fort du régime, le lieutenant-colonel Mohammed Marouya Ould Sid'Ahmed Taya, quarante et un ans, pourrait recroquer la politique du pays vers une position plus neutre.

Le lieutenant-colonel Mohammed Khouna Ould Haidalla, évicé de la présidence alors qu'il revenait du sommet franco-africain de Bujumbura, a regagné Nouakchott, jeudi, et a été aussitôt arrêté.

Le couvre-feu a été décrété pour la nuit sur l'ensemble des pays, et les liaisons télé et téléphoniques avec le monde extérieur sont coupées.

Le président Haidalla avait mis fin à quatre ans de neutralité de la Mauritanie dans le conflit du Sahara occidental au mois de février dernier, en décidant la reconnaissance de la RASD. L'initiative avait

été bien accueillie en Algérie, elle avait profondément déçu au Maroc et, selon les milieux mauritaniens à l'étranger, elle avait entraîné une scission au sein du CMSN.

Dans un important remaniement ministériel jeudi, le lieutenant-colonel Taya a reconquis la moitié du cabinet précédent, rapporte Radio-Nouakchott. Comme son prédécesseur, il s'est nommé président, premier ministre et ministre de la Défense. Le communiqué diffusé par Radio-Nouakchott précise que la « réorganisation » du CMSN avait été menée pour faire face à une « situation intérieure grave ».

Le Libye a reconnu le nouveau régime mauritanien, a annoncé jeudi l'agence officielle Jana. - (Reuters.)

Le gouvernement remanié

Radio-Nouakchott, capitale à Dakar, a rendu publique la composition du nouveau gouvernement.

Affaires étrangères : commandant Ould Minih (ancien ministre des Affaires étrangères).

Justice : lieutenant-colonel Ahmed Ould Abdallah (ancien ministre de l'Équipement).

Finances : lieutenant-colonel Assa Amadou Bahai.

Plan et aménagement du territoire : M. Tarkhit Ould Sid.

Pêche : M. Ismail Ould Baha.

Mines et industrie : commandant Mohamed Mahmoud Ould Delh (ancien ministre de la Santé).

Équipement et transports : capitaine Mohamed Lemine Ould N'Diaye (ancien ministre des Pêches).

Éducation nationale : M. Hassi Ould Didi (inchangé).

Fonction publique : M. Camara Ali Gueladid.

Hydraulique : M. Mohamed Fadel Ould Dah (inchangé).

Développement rural : M. Mamoud Ould Bahai.

Santé publique : M. Djibo Tarkiton.

Information et télécommunications : M. Ahmed Ould Ghannallah (ancien vice-ministre des Affaires étrangères).

Jeunesse et Sports : M. Ba Mahmoud (inchangé).

Tchad

Le président Habré souligne l'« excellence » des relations entre Paris et N'Djamena

M. François Mitterrand a regagné Paris jeudi 13 décembre en fin de soirée en provenance de Bangalé, au cours de son bref séjour en République centrafricaine, le chef de l'Etat a souligné la « position géographique et stratégique irremplaçable » de ce pays, et a remercié le président André Kolingba pour l'aide et le soutien que la RCA apporte à la politique française en Afrique, notamment au Tchad.

A N'Djamena, le président Hissène Habré, de retour de Bujumbura, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que des « solutions satisfaisantes » pour la France et le Tchad « pourront peut-être être trouvées » à terme afin d'obliger les troupes libyennes à quitter le nord du pays. Le chef de l'Etat tchadien a ajouté qu'il maintiendrait « des contacts étroits » avec M. Mitterrand et a souligné l'« excellence » des rapports franco-tchadiens et la « solidarité » de Paris à l'égard de N'Djamena. Il a, d'autre part, confirmé qu'il avait demandé à la France de renvoyer des unités au Tchad.

Dans la capitale tchadienne, on indique, de source autorisée, que la politique de « dissuasion » adoptée « pour le moment » par la France ne peut pas satisfaire le Tchad, car « elle tend à perpétuer la partition de facto de l'Etat ». « Dans ces conditions », ajoute-t-on de même source, « il est peu probable que la situation demeure longtemps figée au nord du Tchad. Avec ou sans la France, l'armée nationale tchadienne ne pourra pas durablement rester les bras croisés ».

A Kinshasa, l'agence de presse sahraïenne AZAP a publié jeudi un communiqué sur les résultats du sommet franco-africain de Bujumbura, estimant notamment que la France « n'a pas réussi à dissiper le malaise » créé en Afrique par « l'évolution négative de la situation au Tchad ». « On attendait une initiative de la France pour mettre fin à l'occupation libyenne de la partie nord de ce pays », souligne l'agence officielle, qui déplore que Paris « n'ait pas répondu » aux interrogations sur ses « intentions présentes ». - (AFP, Reuters.)

Washington maintient son « engagement constructif » à l'égard de Pretoria

Les Etats-Unis ne veulent pas jouer le rôle d'un « gendarme » en Afrique et s'en tiennent à leur « diplomatie tranquille », a déclaré, jeudi 13 décembre, à Washington, M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires étrangères, en écartant l'idée de sanctions économiques contre Pretoria. Les récentes déclarations américaines contre l'apartheid, a-t-il ajouté, ne modifient pas la politique d'« engagement constructif » menée par Washington à l'égard de l'Afrique du Sud.

D'autre part, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, à l'unanimité, jeudi, d'étendre l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, qui date de 1977, aux importations de biens de consommation de Pretoria. De son côté, l'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, à de larges majorités, sept projets de résolution condamnant l'apartheid. En Afrique du Sud, le président Pieter Botha a condamné l'« ingé-

89 FM à Paris

du lundi au vendredi à 8 h 50

Colette Godard

Chaire Devarieux

Caroline de Baroncelli

La fuite éperdue de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

de toute une population

UNESCO

La stratégie de la rumeur

(Suite de la première page.)

Au fil de cette saga, l'auteur m'attribue des songes ou des ambitions grandioses. Le journaliste du Monde pose à ma place je ne sais quelle candidature au Nobel de la paix ou au secrétariat des Nations unies. Sur quelles preuves ? Est-il sérieux de la part d'un rédacteur du Monde de prétendre connaître, par télépathie mentale, les rêves d'autrui (2) ? L'auteur était-il sous son oreiller pour épier mon sommeil paradoxal ?

D'autre part, comment un journaliste spécialisé dans la politique internationale peut-il s'étonner sincèrement que le directeur général d'une organisation du système des Nations unies voyage beaucoup ? Que dirait-on d'un directeur général de l'UNESCO, qui compte plus de cent cinquante Etats membres, s'il restait flegmatiquement dans son duplex, moins grand que l'imagination de nos fabulistes, et s'il n'allait pas régulièrement et par lui-même se rendre compte des problèmes et rencontrer ceux qui les vivent sur le terrain ?

Car il est vrai que je voyage beaucoup, pas autant que le croit notre journaliste sédentaire, mais certainement au moins autant que ceux que leur mission internationale oblige à aller témoigner en personne. Aujourd'hui, plus que jamais, si l'on veut éviter la sclérose et la coupe croissante avec la réalité, pour reprendre l'expression de l'auteur des articles, il faut souvent sortir de l'abstraction administrative des dossiers, payer de sa personne et prendre son bâton de pèlerin.

Entendons-nous cependant : même si l'on prenait la fantaisie, l'étiquette diplomatique et le respect de mes hôtes, qui font partie des devoirs de ma charge, m'interdisent formellement l'auto-stop, la traversée à pied du Sahara et les joies du camping-caravaning. Il va de soi que jamais je n'ai tiré de mes voyages le moindre avantage abusif.

Certes, il est facile de s'en prendre à l'UNESCO, et de tenir du de faire valoir son œuvre de coopération scientifique, éducative et intellectuelle par le biais d'un mauvais procès intenté à son directeur général, et qui, sous ses dehors de fausse indignation, serait risible s'il n'avait un petit parfum de chasse aux sorcières. Du côté kafkaien de ce procès, la plupart des accusations restent dans le vague le plus total : ainsi celui qui est la victime ne peut jamais vraiment se défendre, puisque les faits relèvent d'un domaine nauséux de l'improbable. Nous sommes dans le box du délit imaginaire, du on-dit érigé en chef d'accusation. Quant au côté orwellien de l'affaire, il entraîne les accusateurs à distordre systématiquement les faits, à récrire l'histoire de l'UNESCO selon les techniques du mensonge : deux doigts d'apparence

de vérité, huit de légende noire. Selon le dictionnaire de ce « novlangue », la coopération internationale, qui est la raison d'être de l'UNESCO, devient complaisance à l'égard du « totalitarisme » : le respect des règles et du droit est rebaptisé abus de pouvoir par le « ministère de la vérité », la neutralité diplomatique (qui est du devoir d'un fonctionnaire international) est stigmatisée comme parti pris idéologique. La volonté de contribuer au progrès, à la culture, au développement et à la justice dans le monde est défigurée systématiquement. Tout se passe comme si la nécessaire solidarité avec les pays en développement, et spécialement avec les plus pauvres d'entre eux, devait faire l'objet de l'anathème, d'une minute de haine, de la part de ceux qui voient, dans cette solidarité, par je ne sais quelle aberration, l'expression d'une hostilité aux démocraties libérales.

Une lutte de pouvoir

Oui, il est facile de s'en prendre à l'UNESCO en diffamant celui qui la symbolise et d'amoindrir cette organisation, qui appartient à l'humanité entière et non à quelques-uns, le chauvinisme, l'anti-intellectualisme et quelques autres nobles rancœurs. Sur des airs nouveaux, on trouve des couplets, hélas, bien connus : la haine de l'autre, la dénonciation du cosmopolitisme. Clouer l'UNESCO au pilori, quel courage ! La communauté internationale n'a pas l'habitude d'interdire des procès en diffamation, ni de rendre coup pour coup. Selon une vieille loi, il suffit dès lors à l'accusateur de peindre la victime en diable. Hier, les antisémites reprochaient aux juifs leur supposée rapacité, leurs coutumes, je ne sais quel esprit de classe ou même leur cafard. Aujourd'hui, le journaliste du Monde me fait attribuer par ses vœux et ses zombies non identifiés, péle-mêle, l'après au gain, un coupable penchant pour mes racines, un esprit de « copinage » politique ou familial, voire continental, car notre fabuliste voit grand, mais tout cela sans preuves. Et, de surcroît, l'auteur des articles mentionne dédicatement, sans doute pour la couleur locale, comme avant guerre on mentionnait les satires de Juifs orthodoxes, le bonhomme que j'ai vu porté à Belgrade ou la « foule bigarrée » qui m'entourait ! La légende noire de l'auteur vise au subconscient, comme d'autres en dessous de la ceinture. On n'hésite même pas, comme les inquisiteurs d'autan, à mettre en doute mes convictions religieuses.

La stratégie qui vise à faire des problèmes actuellement posés au sein de l'UNESCO une affaire de personne, alors que, pour ce qui

concerne le fonctionnement de l'Organisation, à mon initiative et à celle du conseil exécutif, des réformes importantes ont été entreprises, complétant celles que j'avais mises en place peu après ma nomination et au fil des ans, permet — comme toutes les mythologies — d'occulter l'épreuve que traverse actuellement le système des Nations unies.

Car la communauté internationale est désormais conçue par certains intérêts, voire par certains peuples, non plus comme un moyen d'envisager ensemble pour le progrès de l'espèce humaine, mais comme l'enjeu d'un conflit, le lieu d'une lutte de pouvoir, bref une position à conquérir ou à détruire, dans le cadre d'une bataille politique ou économique pour l'hégémonie mondiale. Si l'on ne peut dicter sa loi à l'UNESCO, on lui impose, alléguant à un intérêt particulier, mieux vaut alors, selon ce raisonnement cynique, la saborder, l'abandonner en ruine à l'adversaire, et faire voler en éclats le principe de l'universalité qui la fonde. Après coup, cela ne donnerait-il pas raison à la prédiction qui présentait que l'UNESCO était « à la dérive » ? Nous sommes là, dans le pays des prophéties qui, par le fait même d'être énoncées, administrent la preuve de leur véracité : c'est la self-fulfilling prophecy, dont les sociologues américains ont fait la théorie. Ainsi, la rumeur de faillite « crée » la faillite, en minant le crédit et la confiance des clients d'une banque.

Il convient de mettre tout en œuvre pour qu'il n'en soit pas de même dans le champ de la coopération internationale. Après l'UNESCO, qui sera la prochaine victime ? Le Monde sait bien, pour en avoir déjà informé ses lecteurs, que des menaces planent dès à présent sur d'autres agences ou organismes du système des Nations unies, comme par exemple la CNUCED ou la FAO, et enfin sur l'ONU elle-même.

Cette menace, contrairement à ce qu'affirme l'auteur des articles, n'a rien de nouveau, elle a été émise par l'UNESCO tant que telle. Elle s'est simplement cristallisée sur elle, peut-être parce que cette dernière pouvait plus facilement être désignée du doigt auprès de certaines opinions publiques. Car il est beaucoup plus difficile à l'UNESCO de matérialiser, aux yeux du public, son œuvre. Excepté les campagnes de sauvegarde du patrimoine mondial (Venise, Abu-Simbel, Borobudur ou le mont Saint-Michel), son action est d'autant plus essentielle qu'elle est presque invisible. Comment faire la « une » des journaux avec l'alphabetisation ? avec des programmes d'éducation ? ou avec la coopération scientifique, qui inclut des programmes scientifiques aussi vains pour l'espèce humaine

que celui de l'homme et de la biosphère ?

Il est plus difficile aussi à déléguer, qui s'expriment dans les controverses idéologiques. Car les inégalités, en matière d'éducation ou de développement scientifique et technologique, suscitent plus de polémiques ou de divergences de vues que l'éradication de la variole ou de la malaria. De même, la manière de concevoir la paix, les droits de l'homme ou la libre circulation de l'information, ces thèmes que l'UNESCO est chargé de promouvoir de par son acte constitutif, ne suscitent pas toujours l'unanimité.

Est-ce dès lors une raison pour que le journaliste du Monde me fasse grief de m'être « rapproché des pays de l'Est et des régimes les plus prosoviétiques du tiers-monde » pour jouer au jeu d'une « fragile majorité » ? Il n'aurait fallu confondre ? Mais un directeur général n'a pas de « majorité », puisqu'il représente l'ensemble des Etats membres. Il n'a donc pas besoin de se rapprocher de tel ou tel Etat ou groupe d'Etats. Et je répondrai à l'auteur de cette étrange fiction « unesquienne » que je n'ai jamais eu besoin de révéler à de tels enfants gâtés géopolitiques, puisque, pour ma part, j'ai toujours fait prévaloir la recherche du consensus, et que c'est par cet accord des volontés que la plupart des décisions ont été adoptées depuis ma nomination à la tête de l'UNESCO, rendant inutile toute recherche d'une majorité.

La calomnie, monsieur !

Il est dès lors stupéfiant de clairvoyance, ce prophète que l'auteur aurait rencontré, qui se dirait l'un de mes « anciens proches » et aurait visionné dès la Conférence de Belgrade, en 1980, « l'évolution fatale dont l'ensemble de l'UNESCO est victime aujourd'hui », à la seule vue de votre serviteur rayonnant de bonheur « au cours d'un cocktail, et recevant... l'hommage des chefs de délégation du continent noir ».

La vérité sort-elle de la bouche des fantômes anonymes ? Que ne l'aie-je effectivement connu, cet extra-lucide ! Moi qui ne suis qu'un historien-géographe et un serviteur de la communauté internationale — et en rien le politicien supergénéral — ou le directeur de marketing que le journaliste du Monde, visité par d'autres amis, semble appeler de ses vœux à la direction future d'une agence de coopération intellectuelle et scientifique — je suis prêt à faire la connaissance de cet « ancien proche », et pour pas qu'il me donne son adresse, à le contacter régulièrement sur l'avenir de l'UNESCO et la météo diplomatique. Car, en 1980, qui était « rayonnant de bonheur », si l'on en croit

mes souvenirs et les comptes rendus des débats de la Conférence générale ? C'était le chef de la délégation des Etats-Unis, M. Duke ! Ne déclarait-elle pas, à mon propos, lors de ma réflexion : « L'essentiel, c'est que l'Organisation va pouvoir bénéficier pendant sept ans encore de sa direction compétente et énergique. Il a fait preuve de beaucoup de courage et de persévérance en œuvrant pour l'intégrité du secrétariat. Combien de fois n'a-t-il pas manifesté son adresse d'homme d'Etat en éloignant l'UNESCO des écueils politiques qui menacent souvent l'Organisation ! Amadou Mahtar M'Bow est un homme doué d'une énergie formidable, et il n'a cessé de consacrer cette énergie à l'avancement de l'UNESCO et des nobles principes de l'Organisation ».

Et le délégué de la Belgique, M. Denis, s'exprimant au nom de tout le groupe 1, qui rassemble notamment l'Europe occidentale, le Canada, les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Israël, lui aussi, rayonnant de bonheur, faisant de votre serviteur un éloge que je serais gêné de citer ici in extenso, me contentant d'en extraire quelques lignes pour l'édification du lecteur : « Combien nous nous réjouissons du triomphe remporté par M. Amadou Mahtar M'Bow et combien nous sommes heureux d'y avoir contribué pour notre part ! Sans rien renier de sa culture, il a su s'élever d'emblée au niveau mondial auquel se situent ses éminentes fonctions... Il veille avec un soin jaloux au respect des prérogatives de chaque Etat membre... Revenant à son poste, un haut fonctionnaire international d'une éthique professionnelle aussi rigoureuse... Elle va de pair avec un dévouement total, sans réserve, à sa tâche qui est, à la limite, quasiment surhumaine... Ainsi donc, monsieur le directeur général, nous vous assurons de vous garder pendant sept ans encore au moins. Cette perspective nous réjouit et nous tranquillise ».

Le message qui, selon le journaliste de l'UNESCO, me parvenait à Belgrade, devrait précisément passer par ségrégation de voyance, s'il en existait ; en revanche, il serait collé au docteur de la mémoire : l'hommage que j'aurais reçu de la part des « chefs de délégation du continent noir » lui a-t-il fait oublier celui, inscrit dans l'archive, des délégués des pays occidentaux ?

On le voit, il ne s'agit pas pour l'auteur de « l'UNESCO à la dérive », de démontrer ni de convaincre, mais de susciter et de faire croire. Mieux vaut corréler des bruits, telle est la vieille leçon du cynisme, particulièrement « rentable » dans une situation de crise. Beaumarchais connaissait bien cette stratégie de la rumeur : « La calomnie, monsieur L., j'ai vu les plus honnêtes gens pris d'en être accablés. Croyez

qu'il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreurs, pas de conte absurde, qu'on ne fasse adopter aux chefs d'une grande ville en s'y prenant bien... D'abord un bruit léger... Le mal est fait ; il germe, il rampe, il chemine, et de bouche en bouche il va le diable, puis tout à coup... vous voyez colonne se dresser, siffler, s'enfler, grandir à vue d'œil. Elle s'élève, étend son vol, tourbillonne, enveloppe, arrache, entraîne, éclate et tonne, et devance, grâce au Ciel, un cri général, un crescendo public, un chorus universel de haine et de proscription. Qui diable y résisterait ? »

A cette dernière question, jusqu'aux deux articles « L'UNESCO à la dérive », j'aurais répondu sans hésiter : le Monde. Je sais que ce journal connaît actuellement de graves difficultés, ce qui devrait encore le rapprocher de l'UNESCO dans l'épreuve. L'UNESCO comme le journal de la rue des Italiens ne sont-ils pas tous les deux victimes de la même mode idéologique ? Du même doute jeté sur l'idée de progrès, de justice, d'éthique et de solidarité ? Les arguments avancés contre l'UNESCO — « mauvaise gestion », « parti pris anti-occidental », « tiers-mondisme », « croissance bureaucratique », esprit « normatif » en matière de consommation, « hostilité à la libre entreprise », « complaisance » supposée envers des régimes socialistes ou des mouvements de libération — ces mêmes arguments n'ont-ils pas été avancés aujourd'hui ou naguère contre le Monde ? Est-ce que le Monde est un journal à la dérive ? Je ne saurais le croire. Pas plus que l'UNESCO n'est à la dérive. Gardez le cap pour votre part. Quant à moi, rassurez-vous, je maintiendrai le gouvernail.

AMADOU MAHTAR M'BOW.

(2) Le Monde, 30 novembre 1984 : le directeur général de l'UNESCO « s'est pris à rêver du secrétariat général de l'ONU ». Toujours le style des contes de fées.

(3) Cf. Actes de la Conférence générale, vingt et unième session, compte rendu des débats. Presses de l'UNESCO, 1980.

Contrairement à ce que suggère M. M'Bow, point très grave que traverse l'UNESCO, de « se documenter auprès des experts », vendons ou achetons. Il suffit d'écrire pour les fonctionnaires de l'Organisation.

Libre au directeur général de voir une calomnie, mettant en œuvre une « stratégie de la rumeur » d'inspiration évidente, voire nazie, là où il y a tout simplement le souci d'informer. Disons simplement que l'argumentation de M. M'Bow laisse à penser qu'il n'a pas lu ce qu'il a écrit : « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » dont on nous rassure, s'il avait vu le jour. — B. B.]

M. Henri Lopes, sous-directeur général pour le soutien du programme, nous a par ailleurs adressé une longue lettre dans laquelle il répond à nos articles d'un point de vue « technique ». En voici les principaux extraits, avec, sur les différentes questions évoquées, notre propre réponse, qui figure en gras.

• M. M'BOW A THÉORIQUEMENT ASSURÉ A L'AFRIQUE ENVIRON 400 POSTES

C'est le conseil exécutif, organe délibérant composé de personnalités représentant les Etats membres, qui a pris l'initiative, le 10 octobre 1983, d'inviter le directeur général à présenter un rapport à la conférence générale sur la révision de ces quotas. La sous-région Afrique pouvait compter, dans le cadre de l'ancien quota, sur 220 postes au maximum et 132 au minimum. Le nouveau système lui attribue une « fourchette » de 352 postes au maximum et 88 au minimum. A titre de comparaison, les pays industriels occidentaux (groupe 1) pouvaient compter sur 412 postes au maximum et de 266 au minimum.

[Nous insistons que la décision prise par la conférence générale a bien fait passer les quotas de postes soumis à répartition géographique d'une « fourchette » de 3 à 5 à une « fourchette » de 2 à 8 pour les pays qui contribuent le moins (0,01 %) au budget de l'Organisation. Ce qui assure bien à l'Afrique, comme nous l'avons écrit, une représentation théorique maximale de plus de 400 postes (496, en réalité) sur 908, pour une contribution totale inférieure à 1 % du budget.]

• LA RÉMUNÉRATION DE M. M'BOW

Cette rémunération est actuellement de 55 000 F sur la base du traitement net, qui est le même que pour les autres directeurs d'institutions semblables du système des Nations unies. Si l'on inclut les indemnités et les frais de représentation, elle représente moins de la moitié du chiffre cité par le Monde. En

aucun cas, le directeur général ne fixe lui-même sa rémunération, qui est révisée, non par lui, mais par le conseil exécutif.

[Le traitement de M. M'Bow comprendrait d'ailleurs à quelque 85 000 F nets d'impôts par mois, grâce à une indemnité de représentation encore supérieure à celle du secrétaire général des Nations unies (23 400 dollars par an, contre 22 500 à M. Perez de Cuellar). A cette somme il convient d'ajouter la valeur locative de son logement de fonction, puisque l'on est fait attribuer un, contrairement à l'usage des Nations unies, la mise à disposition personnelle du DG et de son épouse de deux chauffeurs, MM. Markovski et Terzini, ainsi que d'un « assistant personnel » officiel, M. Diagne, qui ne s'occupe que des affaires privées de M. M'Bow. Il faut également inclure le remboursement des factures présentées par le directeur général lorsqu'il engage des frais dans l'exercice de ses fonctions.]

A propos du *per diem* attribué à M. M'Bow (comme à tout fonctionnaire de l'UNESCO lorsqu'il voyage, notre correspondant nous signale que la part qu'en conserve le bénéficiaire lorsqu'il est intégralement invité n'est que de 20 %, et non de 2 % comme nous l'avons écrit. M. Lopes ajoute que le DG, élu en 1974 et non en 1975, n'a voyagé que 147 jours en 1981.

Selon notre propre pointage, effectué aux meilleures sources, le chiffre exact est de 209.

• L'APPAREILLEMENT DE FONCTION DE M. M'BOW

M. Lopes nous assure que ce n'est pas le directeur général qui en a sollicité l'attribution. C'est, écrit-il, « le comité du siège, composé des représentants des Etats-membres, qui a proposé cette solution, notamment pour des raisons de sécurité ». En outre, l'association du personnel n'a pas, toujours selon notre correspondant, été expulsée : « A la suite de la mise en service d'un autre bâtiment, (...) elle fut installée dans des locaux plus vastes ». Et la surface du duplex de M. M'Bow « s'élève à 222 mètres carrés pour la partie privée, et à 162 pour la partie publique, soit 384 mètres carrés au total ». Il n'en a pas, par ailleurs,

assure M. Lopes, demandé l'agrandissement.

[C'est bel et bien M. M'Bow qui a demandé au comité du siège, « notamment pour des raisons de sécurité », de se faire construire un appartement à l'intérieur de l'UNESCO. Il a bien fallu, pour cela, expulser l'association ou le bonhomme que j'ai vu porté à Belgrade ou la « foule bigarrée » qui m'entourait ! La légende noire de l'auteur vise au subconscient, comme d'autres en dessous de la ceinture. On n'hésite même pas, comme les inquisiteurs d'autan, à mettre en doute mes convictions religieuses.]

Neos pourrions tronquer sur les dimensions de ce modeste appartement, qui se mesure, selon notre correspondant, « que » 384 mètres carrés, attribué rien. Mais il se trouve, après vérification, que la surface réelle attribuée à M. M'Bow est largement supérieure. Puisqu'il est indéniable d'entrer dans la précision, signalons que ce logement occupe la surface de 32 bureaux standards de 16 mètres carrés chacun, soit 512 mètres carrés, et d'un couloir de 13,5 mètres sur 2,20 mètres.

Enfin, M. M'Bow a bel et bien demandé l'agrandissement de cet appartement. Invitons sur ce point M. Lopes à consulter le document STA/C.94/15 du 5 décembre 1984.]

• L'AFFAIRE STULZ

Arrêté, jugé et incarcéré dans son pays en 1980, et non en 1978, M. Stulz a été l'objet d'une préoccupation constante de la part du directeur général, qui non seulement a refusé la démission de ce fonctionnaire est-allemand, mais a même « gelé » certaines des relations avec le pays concerné. Le directeur général avait offert, sa démission à la conférence générale de Belgrade si celle-ci ne prenait pas une décision claire de soutien à l'égard de l'attitude qu'il avait prise. Le salaire de M. Stulz a continué à lui être versé. Conformément aux directives reçues du conseil exécutif, le directeur général a multiplié les pourparlers avec la RDA afin d'aboutir à une conclusion satisfaisante pour tous et respectueuse des normes de la fonction publique internationale. M. Stulz a été libéré fin 1981. Ayant atteint l'âge requis, il a demandé à bénéficier d'une retraite anticipée.

[Les fonctionnaires de l'UNESCO et les autres observateurs intéressés apprendront donc ici que M. Stulz a

« demandé à bénéficier d'une retraite anticipée », la première fois que cette information est rendue publique. Il reste que M. Stulz n'a jamais pu regagner la France.]

• L'AFFAIRE DES SOVIÉTIQUES

Si, plus d'un an après leur départ, le directeur général a accepté ces démissions, c'est qu'il n'agissait de fonctionnaires qui ont été expulsés par le gouvernement du pays hôte de l'UNESCO, et non pas retenus de force dans leur pays. Le directeur général a tout fait pour respecter les garanties de la fonction publique internationale : les intéressés ont conservé leur statut jusqu'au jour où, dans l'impossibilité persistante de reprendre leur poste, ils ont démissionné. Par ailleurs, les détracteurs du directeur général ne lui ont-ils pas fait le grief contradictoire d'avoir continué à payer les traitements des intéressés pendant plusieurs mois ?

[Le directeur général « a tout fait pour respecter les garanties de la fonction publique internationale », selon M. Lopes. Quel dommage qu'il n'y ait pas parvenu ! Rappelons qu'il aurait pu affecter à des postes hors de France les fonctionnaires soviétiques assésés qu'il a été informé de l'immensité de leur expulsion par le Quai d'Orsay, et refuser toute démission hors du cadre de l'Organisation. M. M'Bow sait-il ce que sont devenus les cinq (et non deux) fonctionnaires soviétiques dont il a accepté la démission envoyée de Moscou, MM. Pogodina, Teterina, Gromov, Markovski et Markhanov ?]

• LA GESTION DU PERSONNEL

Il existe des règles strictes qui, à l'intérieur du système des Nations unies, sont à l'UNESCO, interdisent toute possibilité de népotisme. Entre 1981 et 1983, sur trois cent six postes professionnels pourvus, deux cent quatre-vingt-quatorze l'ont été par le choix d'un candidat figurant sur la liste restreinte établie par les secteurs : 95,6 % des cas en 1981, 94,4 % en 1982 et 100 % en 1983. En 1984, le directeur général

a largement décentralisé les pouvoirs de nomination en les déléguant à plusieurs des hauts fonctionnaires du secrétariat, excepté pour les postes de classe « P-5 ». Les postes de niveau plus élevé font l'objet d'une consultation systématique des membres du conseil exécutif, c'est-à-dire des représentants des Etats membres. L'attribution de contrats à durée déterminée est soumise à l'approbation d'une commission de gestion quasi complète, les responsables des secteurs ou de divisions disposant des pouvoirs de sélection les plus larges. Dans le cadre de la réglementation, sur l'ensemble des membres du personnel de l'UNESCO, 62,8 % sont originaires du groupe 1 (Europe occidentale et Amérique du Nord), 4,1 % du groupe 2 (Europe de l'Est), seulement 8,3 % du groupe 3 (Amérique latine et Caraïbes), 8,7 % du groupe 4 (Asie et Pacifique) et 16,1 % du groupe 5 (Afrique et Etats arabes). Pour les seuls cadres moyens et supérieurs, la répartition géographique est la suivante : 39,5 % pour le groupe 1 ; 8,1 % pour le groupe 2 ; 12,8 % pour le groupe 3 ; 14,4 % pour le groupe 4 ; 15,8 % pour l'Afrique au sud du Sahara ; 9,4 % pour les pays arabes.

M. Lopes critique par ailleurs la présentation que nous avons faite du « très haut niveau des salaires » et des conséquences pour ceux-ci de la hausse du dollar. Il assure, en outre que les contrats à durée indéterminée n'ont pas été supprimés.

[Les postes auxiliaires se réfère M. Lopes comprennent les services généraux, pour lesquels Français et Anglais fournissent naturellement, pour des raisons de lien et de langue, de très hauts contingents de personnel d'exécution. Ce qui « gonfle » considérablement le total des emplois attribués au groupe des pays occidentaux.

Sur la décentralisation : il est exact que M. M'Bow a décidé d'y procéder partiellement. Mais il l'a fait, en septembre dernier, après dix ans de pouvoir et devant la montée des critiques : voir sur ce point le document DG/Note/84.12.

Quant aux contrats à durée indéterminée du milieu pour les postes « professionnels », les seuls pour lesquels on dispose de statistiques pour l'ensemble du système des Nations unies, ils ont été de 38 % du total en 1975 à 12 % l'an dernier. C'est, par comparaison, la proportion actuelle dans d'autres agences des Nations unies : ces contrats représentent 60 % de total à l'ONU, 50 % à l'OMS, 65 % à la FAO, 82 % au GATT et 86 % à l'OC International de Justice.]

• LES BOURSES DE 6 000 DOLLARS, VERSEES EN ESPÈCES

Comment verser des bourses... en nature ? Les bourses ne relèvent en rien de la multiplication miraculeuse, et ne bénéficient nullement aux petits Etats en particulier. Elles sont accordées avec la caution des Etats membres. Les paiements sont effectués par l'intermédiaire des agences désignées par les gouvernements (par exemple le British Council au Royaume-Uni et l'Institut International Education aux Etats-Unis). L'UNESCO se réserve le droit de demander à ces agences des factures ou des états des frais quand elle le juge nécessaire. Les boursiers eux-mêmes fournissent des justifications. Un état mensuel des dépenses concernant chaque bourse est fourni par l'agence administratrice au secrétariat de l'UNESCO et vérifié par l'administrateur.

[Entre le paiement en nature, auquel nous ne sommes pas en effet, et le paiement en espèces, existe la formule du paiement par mandat et par l'intermédiaire des « agences administratrices », tout de même plus facile à contrôler. Mais ce n'est évidemment pas au système classique des bourses de l'UNESCO que nous faisons référence. Le problème est celui de l'utilisation fort discrétionnaire du compte spécial pour une aide accordée aux pays en développement, auxquels ont été imputés environ soixante-dix bourses de 6 000 dollars, versées, nous le maintenons, en espèces, en une seule fois et directement. Par un malheureux hasard, trente-deux bénéficiaires se trouvent être des compatriotes de M. M'Bow. La Cour des comptes du Congrès, qui a procédé à un sondage parmi eux, n'a pu obtenir ni certificat de scolarité ni diplôme. — B. B.]

LE PLAN D'AUSTRIE

« Il s'agit de lutter énergiquement pour nous déclarer »

TRANS WORLD

AVEFRA

UN DOSSIER COMPLET SUR

POLITIQUE

- Parti Socialiste : convention de modérer ou mini-congrès ?

ECONOMIE

- Deficit public : la méthode des bases

ENTREPRISES

- Risque industriel : après la catastrophe
- Essence sans plomb : la bataille des

BOURSE

- Conseils : Cie Bancaire Club Média
- Aquidaine, Hitachi, Deutsche Bank
- Etudes : Hissier, Bakon

ARTS, CULTURE

- Livres, cinéma, expositions, théâtre

LE 1^{er} SEMAINE D'ACTUALITE ET FINANCIERE

Chaque samedi, 10 F, chez votre m

150

1500

AMÉRIQUES

Panama

LE PLAN D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT

**« Il s'agit de lutter énergiquement contre la corruption »
nous déclare le président Barletta**

De notre envoyé spécial

L'Assemblée législative de Panama a répondu, le mercredi 12 décembre, au projet d'impôts spéciaux présenté par le gouvernement de M. Barletta dans le cadre d'un vaste plan d'austérité et de redressement. Pour la seconde fois en deux semaines, plusieurs milliers de personnes ont défilé mercredi dans les rues de Panama pour dénoncer le plan gouvernemental négocié en accord avec le Fonds monétaire international. Dans une entrevue qu'il nous a récemment accordée à Panama, M. Barletta s'est expliqué sur les objectifs de son plan.

Panama. — Elu président de Panama en mai 1984, M. Nicolas Barletta, dit « Nicky », a pris ses fonctions le 11 octobre — date anniversaire de la prise de pouvoir par le général Omar Torrijos en 1968 (1). Confronté à une crise économique et financière encore « plus grave » qu'il ne le croyait, selon ses propres termes, il a adopté des mesures rigoureuses, où l'on retrouve la patte de l'ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale.

Son plan d'austérité prévoit en effet le blocage des salaires dans le secteur public et la vente d'un certain nombre d'entreprises « autonomes » (intéressant les services de l'eau, de l'électricité, du téléphone, de la réforme agraire, du tourisme, de la loterie et des casinos, entre autres) et qui échappaient manifestement à tout contrôle sérieux depuis un certain nombre d'années.

Le plan envisage également le renforcement des pouvoirs du contrôleur général (contraloría general) (2), dont les fonctionnaires sont chargés, dans chaque ministère et dans chaque entreprise publique, de « vérifier » la bonne gestion des dépenses. Il s'agit de lutter, comme M. Barletta l'avait promis pendant sa campagne électorale, contre la

corruption et le système assez répandu des pots-de-vin.

Tâche louable, mais lourde, dans un pays où l'opinion accueille à priori avec scepticisme les « bonnes intentions » moralisantes des dirigeants.

Le redressement, en tout cas, est indispensable, car Panama n'échappe pas plus que la grande majorité des pays d'Amérique latine au casse-tête de la dette extérieure. Elle s'élève, selon les dirigeants, à environ 5 milliards de dollars (dette publique et privée). C'est beaucoup pour une petite nation qui doit récupérer sa souveraineté totale sur la zone du canal à l'horizon 2000 (à la suite des accords Torrijos-Carter signés le 7 septembre 1977), mais qui est frappée durement par la crise mondiale (la zone franche de Colon, l'un des « atouts » de la République traverse une très mauvaise passe). Renforcer cette dette implique des sacrifices et des mesures exceptionnelles. M. Barletta en est lui-même bien conscient. Il est diplômé de l'université de Chicago et expert en économie et en finances : une « carte de visite » qui a compté lorsqu'il s'est agi de trouver un candidat à la présidence.

Scandales multiples — dont celui spectaculaire de la Sécurité sociale, — malversations, grands projets ambitieux et coûteux et finalement abandonnés — comme celui du cuivre de Cerro Colorado dans le Chiriqui — interventions directes ou indirectes de la garde nationale (aujourd'hui rebaptisée « force de défense », sous le commandement du général Manuel Antonio Noriega) dans les affaires publiques pendant l'ère « torrijista », crise économique et financière, chômage atteignant des taux dramatiques, en particulier à Colon et dans certains faubourgs populaires de Panama (San-Miguelito), récession, inécul-

lité en hausse : les Panaméens — dont le niveau de vie moyen reste cependant bien supérieur à celui de leurs voisins d'Amérique centrale — ont beaucoup de motifs d'inquiétude et de préoccupation. Le plan d'austérité, présenté de manière dramatique par M. Barletta en novembre, heurte bien des intérêts, des habitudes, et il n'emporte pas l'adhésion de tous les secteurs de la société.

Le rendez-vous de l'an 2000

Le président, face aux protestations, a déjà dû retirer son projet d'impôts spéciaux (la loi 46), l'une des pièces de son plan d'austérité. Malgré cela, des manifestations de rue ont eu lieu à Panama « contre la corruption » et « contre le plan du gouvernement ». C'est dire que la partie s'annonce serrée. M. Barletta, un homme honnête et de bonne volonté, est lucide. Il admet que « rien n'est joué ». C'est ce qu'il nous a redit à l'occasion d'une entrevue accordée au palais présidentiel, dans le « vieux Panama » colonial, d'où l'on aperçoit les cargos qui attendent pour entrer dans le canal.

« En un seul mois, dit-il, mon gouvernement a préparé trente lois qui doivent réformer le fonctionnement de notre administration, l'économie et qui doivent aussi répondre aux problèmes sociaux. Le but est d'assainir l'administration, de lutter énergiquement contre la corruption, qui est, effectivement, l'un des principaux maux de la nation. Innovation : nous avons un projet de loi contre la contrebande. Les services de la contraloría général vont être renforcés et leurs pouvoirs accrus. Un tribunal des comptes jugera les fonctionnaires indisciplinés et une loi dite de « licitation » devrait permettre de mieux combattre le système des pots-de-vin. Encore faut-il, bien

sûr, que ce paquet de mesures soit adopté par l'Assemblée... Je pense qu'il convient d'encourager le secteur privé sans oublier de faire tout son possible dans le domaine social. Encourager les patrons à mieux travailler et à exporter davantage ne doit pas dispenser l'Etat de se préoccuper du sort des humbles et des marginalisés. Ils sont nombreux, hélas ! à Panama. J'espère — si tout va bien — réduire le déficit budgétaire de 6 % du PIB actuellement à 4 % en 1985 et à environ 2 % en 1986. On me demande quel est le budget de la force de défense ? Il va être réduit de 4 % ».

Les militaires de la force de défense — à qui l'on a reproché bien des choses dans le passé — se tiennent remarquablement tranquilles dans leurs casernes depuis le 11 octobre. Mais il est sûr que les cris de colère de la rue les indisposent. Décidé à laisser « toutes ses chances » au président Barletta, et soucieux, au premier chef, de bâtir une armée panaméenne moderne et efficace (pour le rendez-vous de l'an 2000, lorsque Panama devra effectivement assurer la défense et la sécurité de la voie d'eau interocéanique), le général Noriega ne tolérerait sans doute pas des troubles graves et prolongés dans les rues de Panama.

Libéral, modéré, nationaliste résolu à se battre pour que les traités Torrijos-Carter sur la zone soient effectivement appliqués et respectés (« il y a des difficultés », admet le président), M. Barletta ne cultive pas l'anti-américanisme, mais il est, dans ce domaine, à l'unisson de la majorité des Panaméens qui savent que la « récupération de la souveraineté » ne réussit pas tout.

Cela dit, précise « Nicky », l'école des Amériques de la zone où les bêtes vertes entraînent des militaires latino-américains à la lutte anti-guérilla est effectivement fermée. C'est notre force de défense qui en assure maintenant la direction...

Le maintien de bases militaires américaines dans la zone et l'utilisation de ces bases dans les conflits d'Amérique centrale (des appareils de reconnaissance américains décolent de la base Howard pour « surveiller » le Nicaragua et le Salvador) posent, au moins, des « cas de conscience » aux Panaméens. M. Barletta l'admet. Il ajoute : « Panama, qui est membre du groupe de Contadora, souhaite évidemment une solution politique. Les sandinistes disposent encore d'une possibilité de sortir de la crise en acceptant une issue honorable. Cela aussi dépend d'eux. Mais ils doivent savoir que jamais les peuples et les gouvernements d'Amérique centrale ne toléreront de M19-21 au Nicaragua. Même leurs sympathisants dans la région y sont résolument hostiles. Ce serait inadmissible, dangereux et de nature à bouleverser complètement les prises de position des uns et des autres... »

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



520 pages
donc 8 de hors-texte
150 F

Lieu de l'art, du rêve, du plaisir, le jardin est à la fois poésie et philosophie ; il est aussi un point d'équilibre entre l'artifice et la nature, un produit de la société et un ermitage de solitude. Il est remarquable que ce soient les Romains qui aient développé, perfectionné cet art, et nous l'aient transmis. Comme nous sommes leurs héritiers, de mille manières, n'est-ce pas une façon de nous rendre intelligibles à nous-mêmes ?

LA VIE FRANÇAISE

UN DOSSIER COMPLET SUR LA PUBLICITÉ

- POLITIQUE**
 - Parti Socialiste : convention de modernisation ou mini-congrès ?
- ÉCONOMIE**
 - Déficit public : la méthode des vases communicants.
- ENTREPRISES**
 - Risque industriel : après la catastrophe de Bhopal.
 - Essence sans plomb : la bataille des catalyseurs.
- BOURSE**
 - CONSEILS : Cie Bancaire, Club Méditerranée, Aquitaine, Hitachi, Deutsche Bank.
 - ÉTUDES : Lesieur, Bellow.
- ARTS, CULTURE**
 - Livres, cinéma, expositions, théâtre...

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Le général Omar Torrijos, chef de la Garde nationale, a pris le pouvoir, le 11 octobre 1968, en renversant le gouvernement Arnulfo Arias. Il est mort accidentellement le 31 juillet 1981. Il reste pour les Panaméens l'homme qui a obtenu des Américains la reconnaissance de la souveraineté de pays sur la zone du canal.

(2) La contraloría general cumule les fonctions exercées en France par la Cour des comptes et l'Inspection des finances.

89 FM à Paris
du lundi au vendredi
à 12 h 55
Philippe Boucher

**Nouvelle collection d'actualité
POINTS CHAUDS DU GLOBE**

NICARAGUA, SALVADOR, IRAK-IRAN, LIBAN...

Quel est le rôle des États-Unis et de l'Union Soviétique dans ces conflits ? Ces « Points Chauds du Globe » sont-ils inévitables pour éviter l'apocalypse nucléaire ?

Jacques SOPPELSA
spécialiste de géopolitique
répond

PUBLICATIONS DE LA SORBONNE : (1) 329-12-13

COMMENT FAIRE DES ETUDES SUPERIEURES A L'ETRANGER ?

La réponse dans le numéro de décembre

L'Éducation

LES USA ÇA NE S'OUBLIE PAS
OFFICE DU TOURISME des ÉTATS-UNIS
23, PLACE VENDÔME, 75001 PARIS - TEL. : (1) 260.57.15.

TWA "Le Tour d'Amérique"

A vous de choisir parmi plus de 60 villes U.S. que dessert TWA. En plus de votre billet transatlantique, vous pourrez en visiter 8 quelle que soit la distance pour seulement 2.249 F, soit 281 F l'étape. Votre vieux rêve de faire le tour d'Amérique est enfin à portée de main !

* Exemple : Paris-Boston a/r 3550 F au tarif Super Apex, minimum 14 jours.

Pour bâtir votre itinéraire idéal, faites un tour chez TWA ou chez votre agent de voyages.

Vous plaire nous plaît.

TWA

Conditions : Ré-évaluation et achat du billet 21 jours à l'avance. Date limite d'achat : 31 décembre 1984. Validité 60 jours à partir du début du voyage. Départs avant le 28 mars 1985.

Le Monde

politique

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'état-major du RPR incite ses partisans locaux à durcir leur attitude

A la veille des consultations que M. Edgard Pisani doit avoir avec les dirigeants politiques du territoire, de nouveaux incidents ont eu lieu, vendredi 14 décembre, en Nouvelle-Calédonie.

A Hienghène, le dispensaire a été incendié dans la matinée par des militants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), et le personnel de l'établissement a été évacué à bord d'un hélicoptère.

Nouméa. - Il était une fois deux pavillons mitoyens. Les deux voisins vivaient en bonne entente. Un jour, l'un d'eux planta un cerisier dont les branches, en poussant, firent bientôt de l'ombre au jardin voisin. Les deux propriétaires avaient deux manières de résoudre le conflit. La gauloise, juridique, formaliste, en allant de procès en procès. Ou l'anglo-saxonne, pragmatique, en se partageant les fruits.

M. Edgard Pisani n'a pas oublié cette histoire que lui avait racontée un de ses professeurs de philosophie. Pour résoudre le problème calédonien, il a choisi la manière anglo-saxonne. Il s'en explique longuement.

Le député du gouvernement a été frappé par le caractère « mythologique, symbolique et conceptuel » de la querelle calédonienne. On oppose une image à une autre, un terme à un autre. Au-delà des mots qui « aggravent la tension », il va aller chercher « en imaginant ce que peut être la vie quotidienne des Calédoniens de l'an 2000 », la manière de marier l'eau et le feu. Aux langues de bois antagonistes, aux anathèmes familiers du territoire, il a décidé d'opposer un inébranlable pragmatisme.

De son expérience de commissaire européen, il a acquis le goût de construire sans se payer de mots. De son appartenance passée au parti gaulliste, il a gardé l'intuition supérieure d'un pays guidé vers un consensus, comme sa baguette conduit le sorcier. Autant qu'un médiateur il se pose en psychologue. « Que voulez-vous dire par là ? », va-t-il demander inlassablement aux deux troupes opposées qui vont répétant : « Indépendance kanak socialiste ! » ou « Présence française ! ». Ainsi, s'explique l'envoi des questionnaires du 12 décembre : « Si quelqu'un refuse d'y répondre, cela

De nos envoyés spéciaux

grouper qu'il n'a rien à mettre, dans sa revendication, que des mots. »

Pourquoi aucun de ces deux questionnaires ne retient-il l'hypothèse d'une indépendance multiraciale ? Il aurait alors fallu définir un autre schéma que je n'ai pas retenu. Mais, si cette hypothèse se dégageait, je l'examinerai aussi.

Au fond, M. Pisani propose un « anti-Néelville-les-Roches ». Il ne s'agit plus, comme le fit le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, en réunissant tout le monde autour d'une table, en juillet 1983, dans un château de la banlieue parisienne, de dégager aux forces un consensus superficiel au prix d'interminables palabres. Il ne s'agit plus non plus de favoriser l'émergence de forces politiques séparées pour court-circuiter le FLNKS. On va plonger au plus profond des deux solutions extrêmes des Canaques et des caldoches, en apnée, à l'avougle.

L'influence de M. Pons

Si les premières réactions du FLNKS sont positives, les anti-indépendantistes, en revanche, se montrent peu pressés d'adhérer à la dialectique de M. Pisani. Quelques heures avant la première conférence de presse du député du gouvernement, jeudi 13 décembre, M. Diek Ukeiwé, sénateur RPR, président du mouvement de libération du territoire, faisait savoir qu'il ne répondrait pas au questionnaire de M. Pisani tant que l'ordre public ne serait pas totalement rétabli partout.

Pour justifier ce raidissement de son attitude, M. Ukeiwé a affirmé que le député du gouvernement lui aurait déconseillé de se rendre à

Thio, parce qu'il ne pouvait pas lui garantir qu'il serait en sécurité. « Si vous voulez vous rendre à Thio, vous pouvez le faire dans la demi-heure qui suit », lui a aussitôt rétorqué M. Pisani, qui a contesté avoir jamais dissuadé le président du gouvernement du territoire de se rendre dans la cité minière.

En fait, derrière le raidissement du sénateur RPR, il n'est pas difficile de deviner l'influence de M. Bernard Pons. Depuis son arrivée à Nouméa, l'ancien secrétaire général du RPR, envoyé sur place par M. Jacques Chirac, mène campagne en disant qu'il ne saurait, en effet, y avoir dialogue avec le délégué du gouvernement « sans rétablissement de l'ordre ». Alors que ses représentants locaux, et notamment le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, s'efforcent, jusqu'à présent, de modérer la communauté caldoche et de préparer les conditions d'une accalmie politique, l'état-major national du RPR a visiblement décidé, sur le terrain autant qu'à Paris, d'exploiter au maximum les difficultés du pouvoir.

Grève des fonctionnaires en Polynésie. - Le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par l'intersyndicale de la fonction publique a été largement suivi, jeudi 13 décembre, en Polynésie française. L'arrêt du travail a été surtout ressenti dans les écoles primaires, l'administration des postes et les services de santé. Près de dix mille personnes ont défilé dans les rues de Papeete pour protester contre la décision du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM de geler au 1^{er} janvier 1985 les avantages pécuniaires annexés aux traitements servis aux fonctionnaires.

Nervosité de fin de session ? Traduction indirecte de l'irritation que provoquent l'absence systématique de M. Laurent Fabius au Sénat et la présence claudicante de ses collègues dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg, lors de la réunion mensuelle consacrée aux questions au gouvernement ? Toujours est-il que la séance du jeudi après-midi 13 décembre a dû être suspendue par M. Alain Poirer, qui « n'avait jamais vu [cela] en trente-huit ans ».

Après un échange assez vif entre M. Christian Poncelet (RPR, Voies) et M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement - le premier, parlant du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution du budget 1983 (le Monde des 11 et 14 décembre), a observé que « si l'on a eu une surcharge », la justice pourrait en être saisie. « M. Michel Calda-guys (RPR, Paris) a estimé qu'un mandat de protection, « il y a des partis privilégiés, tels que le PS », tandis que ceux de l'opposition sont laissés à la discrétion des pouvoirs de bombes ». Ayant ainsi évoqué l'attentat qui a visé le siège du RPR, dimanche 9 décembre, il a affirmé que le gouvernement a « profondément traumatisé » la police « en procédant à nombre de limogeages ou mutations d'inspiration purement politique ». M. Calda-guys refusait de retirer le terme « limogeage ». M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décen-

tralisation, l'a qualifié de « diffamateur ». Le brouhaha provoqué par cet échange a conduit M. Poirer à suspendre la séance. Au cours de la séance du matin, le Sénat avait repoussé la proposition de loi de M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, tendant à limiter tout réseau câblé à soixante kilomètres dans sa plus grande dimension et à deux départements, comme il l'avait fait en première lecture (le Monde des 28 septembre, 13 et 25 octobre et 23 novembre). De même, il a refusé d'adopter le projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instaurant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (le Monde des 22 et 23 novembre). En revanche, il a approuvé - malgré l'avis défavorable de sa commission des affaires étrangères, - le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre les gouvernements français et tunisien relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956. Ce texte qui avait été repoussé en première lecture par le Sénat est définitivement adopté.

Les sénateurs ont aussi approuvé définitivement deux projets : le premier porte approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur le transfert des personnes condamnées ; l'autre modifie le code de procédure pénale pour tenir compte de l'entrée en vigueur de cette convention et d'autres bilatérales ayant le

même objet, en précisant les conditions dans lesquelles les Français condamnés à l'étranger à une peine privative de liberté peuvent effectuer en France le reliquat de cette peine (le Monde des 5 et 6 juillet, et 22 septembre).

Enfin en séance de nuit, la Haute Assemblée a adopté définitivement le projet de loi « portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés, et modifiant la loi du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public ». M. Michel Rocard, qui avait réussi la « promesse » de faire voter ce texte à l'unanimité à l'Assemblée nationale (le Monde du 24 novembre), n'est cependant pas parvenu à lever les réticences du PC, dont les représentants au Sénat ont limité leurs collègues députés en s'abstenant. La description a été telle que le seul article modifié par l'unique amendement voté (tous les autres avaient été retirés au fur et à mesure des précisions et assurances données par le ministre de l'Agriculture), qui tendait à supprimer une « scolarité juridique » introduite par les députés, a fait l'objet d'une deuxième délibération, ce qui a permis l'adoption définitive du texte.

ANNE CHAUSSEBOURG.

PRÉCISION. - Contrairement à ce qui était indiqué dans le compte rendu du débat sur le projet de loi relatif à la décentralisation de l'enseignement (le Monde du 13 décembre), le Sénat n'a pas adopté l'amendement de M. Paul Girod, qui proposait de confier la présidence des conseils d'administration des établissements scolaires au représentant des collectivités locales. Au contraire, il a maintenu le texte du projet qui confie cette responsabilité au chef d'établissement.

En outre, la commission mixte paritaire, réunie jeudi 13 décembre n'a pu parvenir à un accord sur le projet de loi. Bien que députés et sénateurs soient d'accord sur la répartition des charges financières entre les collectivités locales et selon la nature de l'établissement (notamment sur la disposition prévoyant que l'intégralité des dépenses de fonctionnement et d'investissement pour les lycées reviendra aux régions), ils n'ont pu que constater leurs divergences sur les dispositions relatives à l'enseignement privé. L'Assemblée nationale doit de nouveau examiner le texte mardi 18 décembre.

INVITÉ DU PR A TOULOUSE

M. Barre confirme son refus de la cohabitation : il ne faut pas se mettre « au service du général vaincu »

Toulouse. - Plus de dix mille personnes se sont pressées jeudi soir 13 décembre, dans la salle du Parc des expositions de Toulouse, pour assister à la réunion publique organisée par la fédération du Parti républicain de Haute-Garonne, dont l'invité vedette était M. Raymond Barre (le Monde du 12 décembre). Après bien des réticences et quelques états d'âme les principales composantes de l'opposition régionale avaient répondu à l'invitation de M. Serge Didier, président de la fédération.

MM. Alain Madelin, Charles Millon, Gérard Longuet, membres du secrétariat politique du PR, MIM. Jacques Blanc, conseiller politique et François Léotard, secrétaire général, avaient fait le déplacement et siégeaient à la tribune, tandis que le maire de la ville, M. Dominique Bandis, et son père, M. Pierre Bandis, avaient préféré le premier rang de l'assistance.

MM. Barre et Léotard ont, d'un commun accord, remis à plus tard la comptabilisation de leurs

troupes, même si le secrétaire général du PR s'est montré bien décidé à ne pas baisser pavillon devant tous ceux qui constituent la colonne avancée du baranisme dans son parti. M. Charles Millon, qui a eu droit à un hommage appuyé du député de Lyon, a bien annoncé qu'il tiendrait une conférence de presse mercredi prochain à l'Assemblée nationale. Il ne s'agira pas pour cet inconditionnel de M. Raymond Barre d'ouvrir les hostilités, mais d'annoncer le lancement d'un bulletin qui exprimera les idées et les choix défendus par les barristes au sein du PR.

L'ancien premier ministre s'est ingénié à trouver « amusantes » les réactions suscitées par son voyage à Toulouse, se refusant à « être un diviseur », lui qui ne veut toujours pas s'intéresser au « microcosme ». Ayant accepté l'invitation d'un parti, il n'a dérogé aux règles qu'il s'était fixées que « par pure amitié » pour ceux « peu nombreux » qui, en 1982 déjà, travaillaient à la relance de l'opposition.

De notre correspondant. L'ancien premier ministre a deux idées fixes : le travail et l'épargne. « On dira demain que c'est Giscard qui parle, mais je le dis : la France a besoin que les Français s'enrichissent par le travail et par l'épargne (...). Il faut mettre les Français en état de concurrence, et je ne parle pas seulement des entreprises. »

M. Raymond Barre s'est aussi inquiété du déclin de la France à l'étranger : « Nos problèmes intérieurs, nos soucis, doivent passer après la présence et l'autorité de la France dans le monde », a-t-il affirmé, avant de juger que « la désinflation a commencé ». Mais il a tout aussitôt invité l'opposition à se garder de l'éventualité d'une réforme du mode de scrutin, il a exhorté les Français à un « vote franc et massif » en 1986, pour que « M. Mitterrand se retire ». Le député de Lyon a rappelé son hostilité à toute cohabitation qui rendrait « l'alternance claudicante ». « Ne perdons pas deux ans de plus », a demandé M. Barre, qui ne voudrait pas que l'opposition, en 1986, soit prête à « mettre les armes victorieuses au service du général vaincu ».

GÉRARD VALLES.

AU SÉNAT

Nervosité de fin de session

Nervosité de fin de session ? Traduction indirecte de l'irritation que provoquent l'absence systématique de M. Laurent Fabius au Sénat et la présence claudicante de ses collègues dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg, lors de la réunion mensuelle consacrée aux questions au gouvernement ? Toujours est-il que la séance du jeudi après-midi 13 décembre a dû être suspendue par M. Alain Poirer, qui « n'avait jamais vu [cela] en trente-huit ans ».

Après un échange assez vif entre M. Christian Poncelet (RPR, Voies) et M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement - le premier, parlant du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution du budget 1983 (le Monde des 11 et 14 décembre), a observé que « si l'on a eu une surcharge », la justice pourrait en être saisie. « M. Michel Calda-guys (RPR, Paris) a estimé qu'un mandat de protection, « il y a des partis privilégiés, tels que le PS », tandis que ceux de l'opposition sont laissés à la discrétion des pouvoirs de bombes ». Ayant ainsi évoqué l'attentat qui a visé le siège du RPR, dimanche 9 décembre, il a affirmé que le gouvernement a « profondément traumatisé » la police « en procédant à nombre de limogeages ou mutations d'inspiration purement politique ». M. Calda-guys refusait de retirer le terme « limogeage ». M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décen-

tralisation, l'a qualifié de « diffamateur ». Le brouhaha provoqué par cet échange a conduit M. Poirer à suspendre la séance. Au cours de la séance du matin, le Sénat avait repoussé la proposition de loi de M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, tendant à limiter tout réseau câblé à soixante kilomètres dans sa plus grande dimension et à deux départements, comme il l'avait fait en première lecture (le Monde des 28 septembre, 13 et 25 octobre et 23 novembre). De même, il a refusé d'adopter le projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instaurant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (le Monde des 22 et 23 novembre). En revanche, il a approuvé - malgré l'avis défavorable de sa commission des affaires étrangères, - le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre les gouvernements français et tunisien relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956. Ce texte qui avait été repoussé en première lecture par le Sénat est définitivement adopté.

Les sénateurs ont aussi approuvé définitivement deux projets : le premier porte approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur le transfert des personnes condamnées ; l'autre modifie le code de procédure pénale pour tenir compte de l'entrée en vigueur de cette convention et d'autres bilatérales ayant le

même objet, en précisant les conditions dans lesquelles les Français condamnés à l'étranger à une peine privative de liberté peuvent effectuer en France le reliquat de cette peine (le Monde des 5 et 6 juillet, et 22 septembre).

Enfin en séance de nuit, la Haute Assemblée a adopté définitivement le projet de loi « portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés, et modifiant la loi du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public ». M. Michel Rocard, qui avait réussi la « promesse » de faire voter ce texte à l'unanimité à l'Assemblée nationale (le Monde du 24 novembre), n'est cependant pas parvenu à lever les réticences du PC, dont les représentants au Sénat ont limité leurs collègues députés en s'abstenant. La description a été telle que le seul article modifié par l'unique amendement voté (tous les autres avaient été retirés au fur et à mesure des précisions et assurances données par le ministre de l'Agriculture), qui tendait à supprimer une « scolarité juridique » introduite par les députés, a fait l'objet d'une deuxième délibération, ce qui a permis l'adoption définitive du texte.

ANNE CHAUSSEBOURG.

PRÉCISION. - Contrairement à ce qui était indiqué dans le compte rendu du débat sur le projet de loi relatif à la décentralisation de l'enseignement (le Monde du 13 décembre), le Sénat n'a pas adopté l'amendement de M. Paul Girod, qui proposait de confier la présidence des conseils d'administration des établissements scolaires au représentant des collectivités locales. Au contraire, il a maintenu le texte du projet qui confie cette responsabilité au chef d'établissement.

En outre, la commission mixte paritaire, réunie jeudi 13 décembre n'a pu parvenir à un accord sur le projet de loi. Bien que députés et sénateurs soient d'accord sur la répartition des charges financières entre les collectivités locales et selon la nature de l'établissement (notamment sur la disposition prévoyant que l'intégralité des dépenses de fonctionnement et d'investissement pour les lycées reviendra aux régions), ils n'ont pu que constater leurs divergences sur les dispositions relatives à l'enseignement privé. L'Assemblée nationale doit de nouveau examiner le texte mardi 18 décembre.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Défense et illustration de la Sécurité sociale

Tous les Français doivent participer à ce débat. S'il est un point qui a fait l'unanimité dès le jeudi 13 décembre à l'Assemblée nationale, lors de la discussion du budget social de la nation, c'est bien celui-là et celui-là seulement. Belle preuve d'unité de la part des députés, mais combien justifiée ! C'est peu de dire que cette discussion n'a guère passionné le Palais-Bourbon : guère de « témoins », peu de participants, bien peu d'auditeurs... Est-ce simplement, comme s'est interrogé M. Georges Duflo, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et porte-parole du gouvernement, parce que la Sécurité sociale n'est plus en déficit ?

En juin 1983, lors du précédent premier débat sur ce thème, l'ensemble du dossier de la protection sociale des Français avait été mis à plat ; le ministre comme la commission des affaires sociales de l'Assemblée avaient soigneusement préparé cette discussion. Cette fois, il n'en a pas été de même. Pourtant, les quelques orateurs, comme M. Duflo, M. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique), président de la commission des affaires sociales, ou M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), voire M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis), qui ont bien voulu réfléchir à l'ensemble du problème, sont tous convenus que l'équilibre actuel des comptes ne signifiait absolument pas que tout était réglé.

Pourtant, depuis longtemps, l'ensemble des députés demandait à pouvoir débattre d'un budget qui représentait en 1983 quelque 132 % du budget de l'Etat. A l'un il consacrait plus de quarante-cinq jours de travail ; à l'autre moins de cinq heures... alors que le second est tout aussi responsable que le premier de l'accroissement des prélèvements obligatoires tant critiqué aujourd'hui. C'était d'ailleurs bien la seule raison de l'importance que les socialistes avaient voulu donner au débat de l'an dernier : tenter de mettre au point une politique globale des impôts, taxes et prélèvements divers. Est-ce parce que, aujourd'hui, il ne s'agit plus de réformer mais de gérer que rien n'a été fait pour mettre en valeur la discussion de jeudi ?

L'opposition, elle aussi, a fui le débat. Dieu sait pourtant que certains de ses membres, et surtout certains de ses appuis, ne cessent de mettre en cause le système de protection sociale tel qu'il fonctionne en France depuis la Libération. Depuis quelques mois, colloques et prises de position n'ont cessé de proposer des mécanismes différents, comme l'assurance individuelle, ou au moins plus par répartition. Mais l'opposition n'en a absolument pas fait état dans l'hémicycle. M. Hélène Missouffe, porte-parole du RPR, s'est contentée d'une critique sans nuances de tout ce que faisaient les socialistes en la matière. Quant à M. Barrot, il n'a cessé de réaffirmer son attachement à la Sécurité sociale, et, s'il souhaite des économies dans ses dépenses, c'est pour en préserver l'essentiel.

Les socialistes ont, bien entendu, vivement répondu à ces idées qui se répandaient... à l'extérieur du Palais-Bourbon, reprenant pour l'essentiel les arguments développés par M. Duflo dans l'interview qu'elle nous a accordée (le Monde du 13 décembre). Quant aux communistes c'est un plan d'ensemble, reposant sur un développement financé par un retour à la croissance, qu'ils ont présenté.

Vive le 1 %

Le PS est moins ambitieux. Lui aussi souhaiterait quand même quelques réformes. M. Evin comme M. Michel Coffineau (PS, Val-d'Oise) ont notamment proposé un nouveau mode de calcul des cotisations des entreprises ; il devrait tenir compte non seulement des salaires, mais aussi de la valeur ajoutée et des immobilisations en capital de façon à favoriser l'emploi. Le président de la commission des affaires sociales a même envisagé un dégrèvement partiel des cotisations pour les nouveaux embauchés.

Si l'opposition n'a pas repris ses propositions, d'autres points - et non des moindres - ont fait presque l'unanimité des intervenants : la nécessité que le système de retraites

par répartition reste le centre des revenus des retraités ; l'intérêt du financement par une forme de fiscalisation que seuls les communistes continuent à critiquer. Bref, le « 1 % » n'a jamais eu autant de défenseurs que maintenant qu'il est supprimé ! Mais l'unanimité disparaît quant à son utilisation : M. Barrot pense qu'il aurait pu servir à une diminution des cotisations des entreprises ; M. Missouffe à l'aide aux nouveaux pauvres ; M. Evin à une amorce de fiscalisation des recettes.

D'autres points auraient mérité un réel échange de vues. Ainsi du niveau de rémunération des médecins. Seul le ministre l'a abordé franchement, expliquant qu'il devait tout à la fois permettre à ceux-ci de vivre, et participer au contrôle de la dépense médicale. C'est pourquoi elle a affirmé clairement son opposition à l'extension du deuxième secteur de la convention entre les organismes sociaux et les médecins qui permet à certains de ceux-ci de fixer librement leurs honoraires. Pour elle, ce serait créer une médecine à deux vitesses, dont seraient victimes les malades, mais aussi la grande masse du corps médical. Quant à M. Coffineau il a souligné - ce qui ne manque pas d'intérêt - que les socialistes étaient « favorables au maintien de la médecine libérale et du paiement à l'acte ».

Un débat pour rien ? Pas tout à fait. Il est apparu clairement que la majorité n'entendait pas en rester là. L'insistance mise par M. Duflo et par M. Evin à expliquer que la discussion devait se continuer dans le pays pour faire comprendre à chaque Français les avantages et les inconvénients du système actuel, comparé à d'autres systèmes qui pourraient être envisagés, montre qu'ils souhaitent en faire un des thèmes de la campagne électorale. La droite, si elle suit M. Barrot, battra en retraite : « La Sécurité sociale est un facteur de rassemblement des Français et d'unité nationale ». Sera-t-il suivi par tous ses amis ? Si c'est le cas - en ces temps où l'étatisme est si vivement critiqué - ce serait une belle victoire pour un des symboles du socialisme.

THIERRY BRÉHER.

JIGGER SOLDE SES SOLDES

HOMME-FEMME

Jigger

15 bd. Saint Michel
75006 PARIS

GRANDS DISCOUNTS

PARTE A PORTER

Audgati
 $P(3 + \frac{\sqrt{25}}{2}) < \dots$
 $42 + 345.001(18$
 ≈ 2872199765

Stral. New... allemands
la qualité de
sont. Aujourd'hui les gymn-
se équipent de micro-ordina-
beaucoup d'élèves et d'élus-
sont les professeurs Flexette*
de l'Union.

Grâce à
né et préc-
iques de l'
licenciement
applicati-
scientifi-
Inform-
grand public

1501 611 1111

صلى الله عليه وسلم

V

DU PR A TOULOUSE

son refus de la cohabitation
tre au service du général vain

... de la cohabitation...
... du service du général vain...

... de la cohabitation...
... du service du général vain...

AL SÉNAT

sité de fin de session

... de la cohabitation...
... du service du général vain...

SOLDE
DES SOLDES

per



*Avec les nouvelles disquettes françaises ils deviennent de vrais petits génies.

C'est vrai. Nos voisins allemands sont très exigeants sur la qualité de l'enseignement. Aujourd'hui, les gymnasi-
siums sont équipés de micro-ordina-
teurs. Beaucoup d'écouliers et d'étu-
dians allemands font ainsi leurs pro-
grammes sur les disquettes Flexette®
de Rhône-Poulenc.

Grâce à leurs exceptionnelles fiabi-
lité et précision, les supports magné-
tiques de Rhône-Poulenc sont particu-
lièrement recherchés pour toutes les
applications de recherche et de calcul
scientifique.

Informatique professionnelle et
grand public, vidéo et bureautique sont

aujourd'hui des axes novateurs du
développement de Rhône-Poulenc.

En 4 ans, Rhône-Poulenc a conquis
la troisième place en Europe sur le mar-
ché des supports magnétiques pour
l'informatique.

En 2 ans, 600 millions de francs
auront été investis dans ces domaines.

Rhône-Poulenc nourrit, soigne,
habille, construit, protège la vie et les
cultures, permet aux hommes de com-
miquer.

Dans ses différents secteurs
d'activité, Rhône-Poulenc gagne du
terrain. Rhône-Poulenc investit pour
l'avenir.



POLITIQUE

LE QUINZIÈME CONGRÈS DU PSU

Quel pari sur l'après-1986 ?

Le quinzième congrès du Parti socialiste unifié (PSU), réuni du vendredi 14 au dimanche 16 décembre à Bourges, devait, selon les déclarations faites par M. Serge Depaquit, secrétaire national, après les élections européennes, « décider de la disparition, du dépassement ou de la renaissance » de ce petit parti, représenté au gouvernement par M. Hugues Bouchard, ministre de l'environnement.

Associé aux « communistes démocratiques et unitaires » de M. Henri Fiszbin, le PSU avait recueilli, le 17 juin, 0,72 % des suffrages exprimés. Le parti pionnier de l'autogestion pouvait faire un bilan assez des dix années pendant lesquelles il avait tenté de survivre au départ de M. Michel Rocard et de ses amis, à l'automne de 1974.

Était-ce la fin du PSU ? Certains, au sein du parti, n'hésitent pas à se prononcer pour sa dissolution. Au mois d'octobre, des rumeurs, alimentées par le PS, présentaient comme possible la fusion du PSU dans le Parti socialiste. M. Depaquit et M. Bouchard ont opposé à ces rumeurs un démenti catégorique.

Ni la dissolution du PSU ni son rattachement au PS ne sont à l'ordre du jour du congrès de Bourges. La question de son « dépassement » ou de sa « renaissance », en revanche, est posée. La majorité qui s'était formée au congrès de Vénissieux, en juin 1983, ainsi que le courant d'opposition et le courant « neutre » proposent de sortir du cadre actuel du PSU. Un questionnaire de quatre pages, imprimé à vingt mille exemplaires, a été diffusé dans la « mouvance » autogestionnaire, dont le PSU voudrait être l'expression politique. Cette ambition n'est pas nouvelle : il y a quatre ans, déjà, lors de son vingtième anniversaire, le PSU s'était déclaré prêt à se transformer pour accueillir les minorités de gauche : écologistes, régionalistes, féministes, pacifistes.

La « recomposition » de la gauche

Les militants du PSU raisonnent aujourd'hui, dans la perspective d'une « recomposition » de la gauche, qu'ils prévoient pour les lendemains des élections législatives de 1986, dans l'hypothèse probable d'une défaite. L'effacement du Parti communiste et la crise d'identité du PS ouvriront, alors, au PSU un champ d'activité considérable : celui dont il avait disposé dans les années 60. Comment doit-il s'y préparer ? Certains militent pour l'arrêt d'un rattachement rétrograde, d'autres pour les résistances qu'une telle évolu-

tion susciterait à gauche, d'autres encore sur la continuité avec l'action qu'aura menée, au pouvoir, la majorité issue du 10 mai 1981.

Ces différentes analyses se résolvent, dans l'immédiat, en tentatives de conservation ou de conquête de la direction du parti. Il y a un an et demi, à Vénissieux, l'alliance des amis de M. Bouchard avec un courant nouvellement formé autour de M. Jacques Salviat avait permis l'élection de M. Depaquit au secrétariat national. Habileté tactique ou dissension réelle, les partisans de M. Bouchard et de M. Depaquit se sont divisés, présentant deux textes d'orientation, tandis que le secrétaire national lui-même n'en a signé aucun. M. Depaquit a seulement précisé qu'il voterait, dans sa section, pour le premier de ces textes.

M. Salviat et ses amis ont présenté leur propre texte, avec l'espoir de devancer, dans les votes des fédérations, sinon les deux tendances issues du courant Bouchard-Depaquit, du moins la première d'entre elles. Il n'était pas sûr, vendredi matin, que M. Salviat ait tenu ce pari. Au surplus, on faisait valoir, du côté de M. Depaquit, que M. Salviat n'avait aucune chance de constituer une majorité autour de lui. Le porte-parole adjoint du PSU plaide, en effet, de la réputation d'arrivisme manœuvrier que lui valent, notamment, les initiatives de ses amis, détenteurs de quatre des six postes de « permanents » du parti. Il lui est reproché, aussi, de s'être engagé seul, sans consulter les organes dirigeants, dans la préparation, avec les néo-régionalistes du PS, d'un colloque sur les intégrités, prévu pour le mois d'avril 1985 à Angers.

Face à la majorité sortante, deux courants se sont affirmés dans le débat préparatoire. L'un, constitué par le fédéralisme bourgeois, demande le départ de M. Bouchard du gouvernement. M. Depaquit, répliquant, a souligné les « échecs » du PSU. À l'appui de ses arguments, il a évoqué les « échecs » du gouvernement, les « échecs » du PS, les « échecs » du mouvement ouvrier, les « échecs » de la gauche, les « échecs » de la République, les « échecs » de la France, les « échecs » de l'Europe, les « échecs » du monde.

Ces deux courants ne désespèrent pas de rallier à eux certains membres de la majorité sortante pour former une majorité nouvelle. Leurs chances d'y parvenir semblent, toutefois, minces, tant les tendances qu'ils réunissent paraissent peu compatibles entre elles.

PATRICK JARREAU.

Polémique à propos de l'attitude de Marcel Paul à Buchenwald

La polémique déclenchée à propos de l'attitude qu'aurait eu, Marcel Paul, ancien ministre du général de Gaulle, militant communiste, « décapé le 11 novembre 1982 », ancien résistant, déporté au camp de Buchenwald, vient de rebondir avec la parution dans *Ouest-France* du 12 décembre d'un article signé de M. Pierre-Henri Teitgen, garde des sceaux au lendemain de la Libération et ancien résistant. Sous le titre « L'engrenage », M. Teitgen confirme, non sans avoir qualifié Marcel Paul de « résistant incontestable », qu'il a accepté le rôle de « kupo » au camp de Buchenwald, fonction obligeant parfois à désigner des hommes à sacrifier.

« Pensant qu'il lui fallait remplir d'abord son devoir de communiste », écrit M. Teitgen, Marcel Paul résolut de sauver par priorité les détenus communistes... et puis, par surcroît, d'en sauver d'autres s'il le pouvait... Évoquant ensuite le cas « pire » de Puchen, ministre de l'intérieur du gouvernement de Vichy, qui désigna aux nazis les cinquante détenus du camp de Châteaubriant qui devaient être fusillés en représailles, M. Teitgen ajoute : « Mais, dire-on, que fallait-il faire pour ce choix qu'imposaient les nazis ? A coup sûr les refuser, dès le premier instant, refuser de mettre le doigt dans l'engrenage (...). Face au mal absolu, c'est au premier instant qu'il faut dire non ».

La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDRIP), dont Marcel

Paul fut le président jusqu'à sa mort, « dénonce des pratiques indignes qui portèrent atteinte à la mémoire d'un mort », ajoutant qu'il Buchenwald « il a livré dans les pires conditions de la clandestinité, aux côtés du colonel Frédéric-Henri Manhès et d'autres Français patriotes, unis au sein d'un Comité des intérêts français constitué à l'image du Conseil national de la Résistance, mis en place en France par Jean Moulin, un combat périlleux pour les communistes ».

Enfin, le comité de coordination des amicales et associations françaises des déportés et internés (Auschwitz, Ravensbrück, Bergen-Belsen, Buchenwald-Dora, Dachau, etc.) exprime sa « vive émotion devant les colonnes envers Marcel Paul parues dans la presse. Cette campagne reprend les arguments mensongers auxquels a répondu un « Livre blanc sur Buchenwald » paru en 1954 ». Ces associations « estiment qu'en saluant Marcel Paul de la sorte on s'attaque, en cette année de préparation du quarantième anniversaire de la Libération des camps, à la Résistance et à la déportation elles-mêmes. Elles trouvent injustifiable que, pour des raisons de politique, on ignore complètement la réalité de la vie concentrationnaire, on fausse la réalité du passé ».

C. D.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

LA CONVENTION NATIONALE DU PS SUR LA MODERNISATION

Une échéance difficile pour M. Jospin

La convention nationale du PS qui se réunit à Evry (Essonne) les 15 et 16 décembre, autour du thème « Modernisation et progrès social », constituera, selon toute probabilité, pour M. Lionel Jospin, une échéance délicate.

Le moindre des écueils qu'aura à affronter le premier secrétaire du PS n'est pas celui qu'a fait surgir au dernier moment M. François Mitterrand en annonçant qu'il dresserait, le dimanche soir 16 décembre à la télévision, un bilan à mi-septennat de sa politique étrangère. C'est vraisemblablement le président de la République qui souffrira le moins de ce « télescopage médiatique », selon l'expression d'un des dirigeants du parti.

Croûle ironie du sort — et qui rend la tâche d'autant plus ardue pour les socialistes — cette convention devait, notamment par ses échos dans les médias, donner l'image, à la population et aux militants, d'un PS réuni pour, selon l'expression d'un membre de l'entourage de M. Jospin, « s'adresser au gouvernement », et non l'inverse.

Vis-à-vis de l'opinion, il s'agit de redonner de crédit à la gauche, en la montrant capable d'attaquer de front l'obstacle que ses prédecesseurs avaient tenté de contourner, sans se résigner ni au chômage ni à la régression. Dans l'esprit de la direction du PS, cette convention devrait s'inscrire dans la préparation, « projet contre projet » et non « bilan contre projet » — comme le voudrait l'opposition de droite — de l'échéance de 1986.

Du point de vue des militants, l'objet de cette convention est complexe. Il s'agit de remobiliser un parti en pleine déliquescence. Il faut aussi, pour M. Jospin, faire entrer dans la tête des militants l'idée que la modernisation, comme la rigueur,

est inévitable, mais que les socialistes peuvent la mener à bien sans se résigner. A plus long terme, cette convention doit constituer la première étape d'un renouvellement du patrimoine politique et culturel du PS.

Sur tous ces points, M. Jospin se heurte à des difficultés. Ainsi, pour tenter de retrouver — y compris à leurs propres yeux — un certain crédit, les socialistes doivent tout d'abord peser sur le gouvernement, notamment pour l'inciter à intensifier la lutte contre le chômage. Certains socialistes espèrent donc que le PS fera, à Evry, des propositions concrètes que le gouvernement, en retour, prendrait en compte. L'expérience du passé, comme l'apparente désinvolture avec laquelle M. Mitterrand traite les socialistes, sont, à cet égard, de mauvais augures.

Résistances

Quant à la mobilisation, tout se passe comme si les socialistes appliquaient à la modernisation l'attitude qu'ils ont eue vis-à-vis de la rigueur, ces derniers ont déjà fait savoir qu'ils ne signifieront pas un texte intégral sans telle analyse.

Or, M. Jospin peut difficilement se passer de la signature des roradiers, encore moins de celle du CERES. Si le CERES veut modifier l'équilibre du texte, la marge de manœuvre de M. Jospin sera très étroite.

Cette convention ne sera pas un « mini-congrès », mais elle aura toutes les apparences du premier acte du congrès de 1985. M. Jospin aura la rude tâche de tenir la synthèse entre M. André Laignel, qui vient du front de la modernisation, montrant les résistances que suscite,

dans l'appareil du parti, la révolution culturelle froide qu'il a pour charge d'initier. Enfin, on commence, à Paris, à s'inquiéter du fait que, contrairement aux directives nationales, les socialistes semblent vouloir, sur le terrain, mener le campagne des cantonales sur des thèmes locaux plutôt que politiques.

A cette difficulté de fond, s'ajoutent les insatisfactions relatives au fonctionnement du parti. M. Jospin, qui devrait assumer un héritage impossible, est directement mis sur la sellette. Une partie des socialistes estime qu'il n'a pas démontré, mais le souvenir de la « bonne campagne » des élections européennes s'estompe avec le temps, pour laisser la place à des critiques insistantes, notamment de la part de dirigeants « historiques ».

Si les socialistes repartent d'Evry plus divisés qu'ils n'y sont arrivés, M. Jospin aura perdu son pari. Les travaux préparatoires ont montré un divorce entre le CERES d'un côté, le reste du parti d'autre part, sur la nature respective de l'URSS et des États-Unis. Alors que le CERES considère que les États-Unis sont la seule puissance véritablement impérialiste, les roradiers ont déjà fait savoir qu'ils ne signifieront pas un texte intégral sans telle analyse.

Or, M. Jospin peut difficilement se passer de la signature des roradiers, encore moins de celle du CERES. Si le CERES veut modifier l'équilibre du texte, la marge de manœuvre de M. Jospin sera très étroite.

Cette convention ne sera pas un « mini-congrès », mais elle aura toutes les apparences du premier acte du congrès de 1985. M. Jospin aura la rude tâche de tenir la synthèse entre M. André Laignel, qui vient du front de la modernisation, montrant les résistances que suscite,

Pierret, qui devrait lui répondre que c'est impossible avant dix ans.

Il est vrai, fait remarquer un dirigeant socialiste, que « Laignel sera applaudi, vraisemblablement par toute la convention ; Fabius et Jospin, qui diront l'inverse, seront, eux aussi, applaudis vraisemblablement par toute la convention... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

« Rallier ceux qui hésitent »

Dans une interview à l'Unité, hebdomadaire du PS, M. Lionel Jospin estime que la gauche peut gagner les élections législatives à condition de faire comprendre « à des centaines de milliers de gens » qui « se moient au moment du vote et qui actuellement ne penchent pas pour nous », qu'il vaut mieux poursuivre avec les socialistes « que de confier leur sort à des dirigeants de droite risquant de bouleverser l'équilibre économique et social de la France ».

« En faisant comprendre à ces gens le sens de notre action, déclare-t-il, la menace représentée pour la société par une droite influencée considérablement par les théories de Le Pen, en faisant de nouvelles propositions pour la nouvelle législature, nous pourrions rallier ceux qui hésitent à gagner les élections de 1986. »

M. Jospin estime qu'actuellement le PCF « fait un contresens fondamental », car « il pousse l'électorat de gauche, et donc aussi le sien, au vote négatif ou à l'abstention (...). C'est donc autour du PS que s'effectue le rassemblement. S'il est suffisant, il permettra de continuer à avancer ; s'il est bon, il entraînera les communistes et la direction du PC ».

POINT DE VUE

Au-delà d'un changement de « look » une révolution culturelle de la gauche

Par MARIE-NOËLLE LIENEMANN (*)

Le Parti socialiste se doit de bouger, d'innover, de se renouveler. C'est la seule façon de rester à la pointe de l'action gouvernementale, d'engager une dynamique majoritaire à gauche pour 1986...

• VIVRE UNE « RÉVOLUTION CULTURELLE »

Parce que la crise est un profond bouleversement, une « révolution culturelle » de la gauche est indispensable.

La modernisation n'est pas une simple adaptation aux nouvelles technologies. Elle ne se limite pas non plus à l'affirmation d'une résistance à cette crise, mais doit porter une intention positive d'engager le pays dans une voie nouvelle.

Au-delà du système productif, la modernisation concerne l'État, les rapports sociaux et sans doute les pensées politiques. La gauche n'est pas seule concernée. La droite française est, dans sa grande majorité, incapable de sortir du manichéisme de ses idéologies traditionnelles.

Pour autant, il faut reconnaître que les modèles qui ont structuré la gauche européenne (communisme ou social-démocratie) deviennent inopérants.

En effet, la crise de l'État providence impose de redéfinir des frontières entre l'individu et le collectif, et entre l'État et la société. Nous devons mettre davantage l'accent sur l'autonomie de l'individu, et l'impératif de solidarité : l'affirmation des idées autogestionnaires conduit à reconnaître à chaque individu, et d'abord au plus bas de l'échelle, le droit à la responsabilité et le moyen réel de prendre sa part aux initiatives individuelles ou collectives.

Il convient d'abandonner la vision à « qu'est-ce que le service collectif ? » plutôt qu'à « qui doit payer les services collectifs ? ». La liberté de choix dans les services publics est indispensable à leur survie. Elle implique la fin des privilèges, des abus, du bureaucratisme et une mise à plat de certains mécanismes du système de protection sociale qui ne répondent plus aux besoins de distribution ou de justice.

L'identité de la gauche des années 80 doit se biter autour du refus d'une société dualisée ou triale, accroissant les exclusions, les marginalisations et les inégalités, et autour de la recherche de nouveaux chemins dans la société française.

• RASSEMBLER À GAUCHE : UNE MAJORITÉ POSITIVE

La réussite de la gauche en 1986 dépend fondamentalement de sa

capacité à rassembler une majorité positive autour de ces deux objectifs :

— Moderniser le pays et poursuivre le redressement économique ;
— Faire naître une nouvelle société où le travail, le pouvoir, le savoir, les richesses, les responsabilités, l'initiative, soient équitablement partagés.

Une majorité positive : parce qu'il est illusoire de compter uniquement sur un réflexe « anti-droite » en agitant l'épouvante Le Pen.

Le rassemblement : parce qu'une coalition d'opportunités, avec tel ou tel groupe charnière, si elle donne un succès, corrompt les esprits, qu'elle n'est qu'un détour des transformations et des changements.

S'accrocher à la référence au « front de classes » prépare un repli sur le pseudo-nouveau dur de la gauche et fait courir le risque à la gauche d'un déclin durable, car l'évolution des couches sociales en France isolera de plus en plus ce noyau.

Sous une apparence de « gauchisme » se profilent les dérives les plus inquiétantes. Les déclarations de Christian Goux appellent de ses vœux une alliance avec le centre, sont révélatrices.

A un PS « dur », qui risque d'être amené à des compromissions, nous préférons un PS large-regroupant en son sein la diversité des forces motrices de la société de l'an 2000.

• OUVRIRE LES YEUX SUR LE COURT TERME

D'ici à 1986, le PS et le gouvernement ne sauraient se contenter de gérer, jour le jour, le jour. Ouvrons les yeux sur le court terme : on peut prévoir, en 1986, certaines industries (sidérurgie, etc.) en poursuite de réformes structurelles.

Ainsi le partage du travail (par le vote négocié, sous des formes diverses comme le temps choisi, le temps partiel, la réduction annuelle, etc.) ne peut pas être rangé au rayon des bonnes intentions.

Nombreux sont les déçus de la gauche parce qu'elle n'a pas su ou pu imposer une nouvelle répartition du pouvoir, une meilleure participation de chacun aux décisions. Des événements complètent la loi de déconcentration, un élan sérieux donné à la négociation sociale et à la stratégie de contrat marqueraient positivement la gauche d'aujourd'hui et rendraient à la « société civile » les

(*) Secrétaire nationale adjoint du PS, membre du groupe AGIR (néo-roradiers).

moines et les raisons de s'associer à la modernisation nécessaire.

Nous avons soumis quatre amendements au vote des militants socialistes afin qu'ils ne soient pas seulement spectateurs d'un jeu de prises de position plus ou moins nettes, parfois divergentes des leaders, mais aussi acteurs devant des choix vus...

Ici ou là renaissent les tentations de la référence économique artificielle, le mythe du protectionnisme, l'espoir d'un mode de scrutin salvateur pour sortir la gauche de ses difficultés.

Nous proposons, au contraire, aux socialistes la lucidité, une démarche exigeante qui concrétise nos valeurs émancipatrices d'initiative, de responsabilité, de solidarité.

Ni impuissant ni reconquérant, le Parti socialiste doit reprendre le dialogue avec l'ensemble des forces politiques, syndicales, associatives qui sont parties prenantes d'une telle démarche.

Nous avons publié dans le *Monde* du 13 décembre les points de vue de M. Hervé Voulloir (proche de M. Mauroy), « Modernisation et socialisme », et de MM. Pierre Brane, Robert Chapuis, Gérard Fuchs (proches de M. Rocard), « Un pas en avant » ; dans le *Monde* du 14 décembre, ceux de M. Michel Charzat (membre du CERES), « Mourir pour la modernisation ? », et de M. Luc Soubrier (mitterrandiste), « Une idée de l'homme et de la société ».

Perles et or



Bécla
JOAILLIERS
2, rue de la Paix
261-03-29

سكسامن لفظ

150 64 12

DU PS SUR LA MODERNITÉ

Facile pour M. J.

Le 13 décembre aura été une journée importante dans l'affaire du Centre hospitalier régional de Poitiers, cet établissement où, le 30 octobre dernier, Nicole Berneron, trente-trois ans, mère de deux enfants, est morte dans des conditions suspectes.

En se prononçant pour la remise en liberté des docteurs Bakary Diallo et Denis Archambeau, tous deux inculpés d'assassinat (le Monde du 14 décembre), les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers (1) ont indirectement signalé que l'état actuel de l'enquête, le dossier ne contient pas suffisamment d'éléments accablant la thèse « officielle » de l'accusation défendue notamment par le professeur Pierre Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation du centre hospitalier.

Le texte de l'arrêt de la chambre d'accusation apporte, pour la première fois, le scénario de l'affaire, tel qu'il est reconstitué à partir du dossier d'instruction. Néanmoins, dans sa forme actuelle, ce texte est déjà contesté par deux des experts commis par M. Pierre Hovavere, juge d'instruction chargé de l'affaire.

Avec le résultat des examens effectués à Paris par les docteurs Lebreton et Juliette Garai (le Monde du 7 et du 14 décembre), l'autopsie de M. Berneron, les lésions observées plaident en faveur d'une forte concentration en protoxyde d'azote au moment du réveil.

« Le fait de parler de bouteilles ayant servi à l'anesthésie, nous a conduit à nous interroger sur la possibilité d'une méconnaissance complète de l'anesthésie-réanimation d'aujourd'hui ; on n'utilise plus depuis longtemps un tel système ».

Le premier concerne les conditions précises dans lesquelles a eu lieu l'intervention chirurgicale (nos dernières éditions datées du 14 décembre). Il est, en particulier, acquis que l'état de Nicole Berneron n'est devenu inquiétant qu'au stade du réveil, au moment où « afin d'accélérer ou de faciliter son retour à la conscience, elle est placée sous ballon d'oxygène alimenté par le débit d'oxygène du respirateur, cette mesure étant destinée à lui faire respirer un mélange d'oxygène et d'air ambiant en parts égales ».

Alors, « en très peu de temps des symptômes anormaux apparaissent : cyanose des lèvres, du lobe de l'oreille, des ongles des mains et chute brutale de la tension artérielle. Le professeur Mériel, qui avait dirigé l'anesthésie, et l'infirmière aide-méthéiste, qui avait participé à l'opération depuis le début, lui font alors à nouveau inhaler en quantité aussi grande que possible, et notamment en faisant pression sur le ballon, de l'oxygène. Les symptômes inquiétants s'aggravent, il est procédé à une tentative de réanimation comportant l'utilisation des techniques les plus efficaces [...] ».

Bien que l'arrêt de la chambre d'accusation ne le précise pas, il est acquis que M. Roland Navy remis en liberté. M. Roland Navy, trente et un ans, incarcéré après avoir tué, dans la nuit de lundi 10 à mardi 11 décembre, son père hospitalisé à Pontoise (Val-d'Oise) pour un cancer incurable de la moelle épinière, a été remis en liberté jeudi 13 décembre. Le juge d'instruction chargé de l'affaire a pris cette mesure dès qu'il a été connu les résultats de l'autopsie confirmant le mal dont était atteint M. Navy, soixante-sept ans, ancien militaire de carrière. M. Roland Navy reste inculpé de parricide.

Le Monde société

APRÈS LA MISE EN LIBERTÉ DES DOCTEURS DIALLO ET ARCHAMBEAU A POITIERS

Deux experts contestent les conclusions que leur attribuent les magistrats

Poitiers. — Le 13 décembre aura été une journée importante dans l'affaire du Centre hospitalier régional de Poitiers, cet établissement où, le 30 octobre dernier, Nicole Berneron, trente-trois ans, mère de deux enfants, est morte dans des conditions suspectes.

En se prononçant pour la remise en liberté des docteurs Bakary Diallo et Denis Archambeau, tous deux inculpés d'assassinat (le Monde du 14 décembre), les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers (1) ont indirectement signalé que l'état actuel de l'enquête, le dossier ne contient pas suffisamment d'éléments accablant la thèse « officielle » de l'accusation défendue notamment par le professeur Pierre Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation du centre hospitalier.

Le texte de l'arrêt de la chambre d'accusation apporte, pour la première fois, le scénario de l'affaire, tel qu'il est reconstitué à partir du dossier d'instruction. Néanmoins, dans sa forme actuelle, ce texte est déjà contesté par deux des experts commis par M. Pierre Hovavere, juge d'instruction chargé de l'affaire.

Avec le résultat des examens effectués à Paris par les docteurs Lebreton et Juliette Garai (le Monde du 7 et du 14 décembre), l'autopsie de M. Berneron, les lésions observées plaident en faveur d'une forte concentration en protoxyde d'azote au moment du réveil.

« Le fait de parler de bouteilles ayant servi à l'anesthésie, nous a conduit à nous interroger sur la possibilité d'une méconnaissance complète de l'anesthésie-réanimation d'aujourd'hui ; on n'utilise plus depuis longtemps un tel système ».

Le premier concerne les conditions précises dans lesquelles a eu lieu l'intervention chirurgicale (nos dernières éditions datées du 14 décembre). Il est, en particulier, acquis que l'état de Nicole Berneron n'est devenu inquiétant qu'au stade du réveil, au moment où « afin d'accélérer ou de faciliter son retour à la conscience, elle est placée sous ballon d'oxygène alimenté par le débit d'oxygène du respirateur, cette mesure étant destinée à lui faire respirer un mélange d'oxygène et d'air ambiant en parts égales ».

Alors, « en très peu de temps des symptômes anormaux apparaissent : cyanose des lèvres, du lobe de l'oreille, des ongles des mains et chute brutale de la tension artérielle. Le professeur Mériel, qui avait dirigé l'anesthésie, et l'infirmière aide-méthéiste, qui avait participé à l'opération depuis le début, lui font alors à nouveau inhaler en quantité aussi grande que possible, et notamment en faisant pression sur le ballon, de l'oxygène. Les symptômes inquiétants s'aggravent, il est procédé à une tentative de réanimation comportant l'utilisation des techniques les plus efficaces [...] ».

Bien que l'arrêt de la chambre d'accusation ne le précise pas, il est acquis que M. Roland Navy remis en liberté. M. Roland Navy, trente et un ans, incarcéré après avoir tué, dans la nuit de lundi 10 à mardi 11 décembre, son père hospitalisé à Pontoise (Val-d'Oise) pour un cancer incurable de la moelle épinière, a été remis en liberté jeudi 13 décembre. Le juge d'instruction chargé de l'affaire a pris cette mesure dès qu'il a été connu les résultats de l'autopsie confirmant le mal dont était atteint M. Navy, soixante-sept ans, ancien militaire de carrière. M. Roland Navy reste inculpé de parricide.

SPORTS

JEAN-PIERRE RIVES RENONCE AU QUINZE DE FRANCE

Le départ du grand blond

Le 19 janvier prochain, il manquera un homme en bleu sur la pelouse du Parc des Princes pour le coup d'envoi du Tournoi des Cinq Nations, entre la France et le Pays de Galles : Jean-Pierre Rives, qui n'avait pas manqué un match du tournoi depuis sa première sélection en février 1975 contre l'Angleterre, a annoncé, le 13 décembre, qu'il renonçait au quinze de France.

« Mon état physique ne me le permet pas », a-t-il déclaré. C'est Roger Coudarc, entraîneur adjoint, qui a annoncé la nouvelle. « C'est une décision prise par le joueur », a-t-il précisé. « C'est une décision prise par le joueur », a-t-il précisé.

Cinquante-huit autres sélections effleurent la carrière de Rives en quatrième position des internationaux français les plus capés : après Roland Barrière, Benoît Dauge et Michel Crauste. Son palmarès, auquel il ne manque que le titre de champion de France perdu en 1980 contre Béziers, devait être aussi des plus prestigieux : il compte deux grands chelems (1977 et 1981) et surtout la première et unique victoire française contre les All Blacks en Nouvelle-Zélande le 14 juillet 1978. Rives portait alors les galons de capitaine de l'équipe nationale depuis le mois de décembre précédent seulement. Mais cette victoire acquise dans un grand coup de cœur devait être la première de sa légende.

Pourtant, rien ne prédisposait à une telle carrière ce jeune Toulousain un peu lymphatique que son père envoyait se dégoûter sur un terrain. Dès qu'il eut un ballon dans les mains, Jean-Pierre Rives s'est fait remarquer. A quinze ans, il est entré dans l'équipe de France junior, puis a successivement porté les maillots tricolores scolaires, universitaires et B. D'un gabarit relativement modeste avec son 1,80 mètre pour 85 kilos, il faisait avec son compère du Stade Toulousain.

radiologue m'a dit que j'avais une colonne vertébrale d'accidenté de la route », a-t-il confié en annonçant sa retraite. Ces blessures à répétition ont commencé à le tenir éloigné de plus en plus fréquemment des stades à partir de 1982. Mais son comportement sur le terrain, où il arrivait toujours à se dépasser et à faire se dépasser ses coéquipiers, a encore permis d'amener l'équipe de France aux portes du grand chelem en 1984.

Après ce dernier exploit, il avait pris ses distances avec le quinze de France en refusant de participer à la tournée estivale en Nouvelle-Zélande. Philippe Dittmars prenait les responsabilités de capitaine. Et il n'avait pratiquement plus joué avec son nouveau club, le RCF, depuis le début de la saison 1984-1985 pour soigner ses épaules. Rives a donc pris la sage décision de ne pas tenter le « combat de trop » pour se consacrer à son travail de relations publiques pour le groupe Pernod au moment où quatre de ses coéquipiers du grand chelem 1977, Choley, Bertranne, Bastiat et Roume ont été appelés, au côté de Jacques Fouroux au comité de sélection de la FFR. A trente-deux ans — bientôt — le gentleman du rugby, qui n'envisage pas une minute de passer la perche du notable de l'ovale, pouvait bien tirer sa révérence.

Capitaine Courage

Rives allait, en effet, devenir le « capitaine Courage » qui plongeait toujours plus dans le média, qui plaquait toujours plus, mais ne quittait jamais le terrain. KO dans un match, contre les Springboks en 1980, à Pretoria, il a failli perdre un œil ; ensuite, ses ardoises et ses articulations furent sans cesse mises à l'épreuve. « Mon

JEAN-YVES NAU.

(1) Séances à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers : M. Richard, président ; M. Dabasseaux et M. Lafontaine, conseillers assesseurs ; en présence de M. Saint-Arroman, substitut du procureur général.

ingement de « look naturelle de la gauche

Le 13 décembre aura été une journée importante dans l'affaire du Centre hospitalier régional de Poitiers, cet établissement où, le 30 octobre dernier, Nicole Berneron, trente-trois ans, mère de deux enfants, est morte dans des conditions suspectes.

En se prononçant pour la remise en liberté des docteurs Bakary Diallo et Denis Archambeau, tous deux inculpés d'assassinat (le Monde du 14 décembre), les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers (1) ont indirectement signalé que l'état actuel de l'enquête, le dossier ne contient pas suffisamment d'éléments accablant la thèse « officielle » de l'accusation défendue notamment par le professeur Pierre Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation du centre hospitalier.

Le texte de l'arrêt de la chambre d'accusation apporte, pour la première fois, le scénario de l'affaire, tel qu'il est reconstitué à partir du dossier d'instruction. Néanmoins, dans sa forme actuelle, ce texte est déjà contesté par deux des experts commis par M. Pierre Hovavere, juge d'instruction chargé de l'affaire.

Avec le résultat des examens effectués à Paris par les docteurs Lebreton et Juliette Garai (le Monde du 7 et du 14 décembre), l'autopsie de M. Berneron, les lésions observées plaident en faveur d'une forte concentration en protoxyde d'azote au moment du réveil.

« Le fait de parler de bouteilles ayant servi à l'anesthésie, nous a conduit à nous interroger sur la possibilité d'une méconnaissance complète de l'anesthésie-réanimation d'aujourd'hui ; on n'utilise plus depuis longtemps un tel système ».

Le premier concerne les conditions précises dans lesquelles a eu lieu l'intervention chirurgicale (nos dernières éditions datées du 14 décembre). Il est, en particulier, acquis que l'état de Nicole Berneron n'est devenu inquiétant qu'au stade du réveil, au moment où « afin d'accélérer ou de faciliter son retour à la conscience, elle est placée sous ballon d'oxygène alimenté par le débit d'oxygène du respirateur, cette mesure étant destinée à lui faire respirer un mélange d'oxygène et d'air ambiant en parts égales ».

Alors, « en très peu de temps des symptômes anormaux apparaissent : cyanose des lèvres, du lobe de l'oreille, des ongles des mains et chute brutale de la tension artérielle. Le professeur Mériel, qui avait dirigé l'anesthésie, et l'infirmière aide-méthéiste, qui avait participé à l'opération depuis le début, lui font alors à nouveau inhaler en quantité aussi grande que possible, et notamment en faisant pression sur le ballon, de l'oxygène. Les symptômes inquiétants s'aggravent, il est procédé à une tentative de réanimation comportant l'utilisation des techniques les plus efficaces [...] ».

Bien que l'arrêt de la chambre d'accusation ne le précise pas, il est acquis que M. Roland Navy remis en liberté. M. Roland Navy, trente et un ans, incarcéré après avoir tué, dans la nuit de lundi 10 à mardi 11 décembre, son père hospitalisé à Pontoise (Val-d'Oise) pour un cancer incurable de la moelle épinière, a été remis en liberté jeudi 13 décembre. Le juge d'instruction chargé de l'affaire a pris cette mesure dès qu'il a été connu les résultats de l'autopsie confirmant le mal dont était atteint M. Navy, soixante-sept ans, ancien militaire de carrière. M. Roland Navy reste inculpé de parricide.

POUR UN HOMME

eau de toilette

CARON Paris

200 ml 7% vol 6768oz

POUR UN HOMME DE CARON.

SOCIÉTÉ

CONTROLE RENFORCÉ DES CLANDESTINS, SUPPRESSION DE CERTAINES ALLOCATIONS SOCIALES

Paris plus sévère pour ses immigrés

Les assistantes sociales de Paris sont en colère. Plusieurs centaines d'entre elles se sont mises en grève, jeudi 13 décembre, et sont allées manifester sous les fenêtres de M. Jacques Chirac. Elles protestent contre le nouveau travail qu'on leur demande depuis quelques semaines. Selon une instruction de l'Hôtel de Ville, elles doivent prendre photocopies des cartes d'identité et des cartes de

séjour que leur présentent les demandeurs d'aide sociale. Puis ces doubles sont expédiés à la préfecture de police pour contrôler qu'il ne s'agit pas de faux papiers. « On est en train d'organiser ainsi le fichage des assistants et surtout des étrangers, protestent les assistantes sociales. Nous refusons de devenir des auxiliaires de police. »

Le 26 novembre dernier, malgré les protestations des élus de gauche, la majorité municipale retirait aux étrangers l'allocation de la Ville aux familles ayant un troisième enfant (le Monde du 29 novembre). Contrôle renforcé d'un côté, suppression d'un avantage social de l'autre. L'attitude du maire de Paris à l'égard des immigrés est-elle en train de changer ?

En revanche, les mesures annoncées par le maire pour combattre le « laxisme » ont été appliquées. A la demande de l'Hôtel de Ville, la police fait systématiquement des descentes dans les foyers de travailleurs étrangers. L'un d'eux, à La Villette, a été fermé. Et l'on accuse le Bureau d'aide sociale (BAS) d'avoir réduit le nombre des places disponibles. Il est exact que tous les foyers situés hors les murs (à Nanterre, Gennevilliers et Boulogne par exemple) ont été fermés. La Ville continue ainsi sa politique de repatriement dans Paris intra-muros de tous les équipements sociaux. Des foyers neufs ont, en effet, été ouverts dans les arrondissements. Ils offrent deux mille huit cents places. D'autres vont être construits, dit-on au BAS.

Autre mesure : le contrôle des certificats d'hébergement que tout étranger séjourant en France doit déposer au moins deux fois par an au maire de sa commune de résidence. D'autant plus que les progrès de la photographie ont fait fleurir les faux papiers. Pour moins de 400 francs, on peut acheter à Pigalle un jeu complet comprenant carte d'identité, permis de conduire et carte de Sécurité sociale. Et c'est par milliers que les fausses cartes de séjour sortent des imprimeries. A qui se fier désormais ? Lors des élections de mars 1983, le soutien de M. La Pen a servi de révélateur au malaise. M. Jacques Chirac ne pouvait plus se taire.

Si tous les enfants d'étrangers doivent être reçus dans les écoles, cette obligation ne s'étend pas aux classes maternelles. Cette année et pour la première fois, on demande aux immigrés qui veulent inscrire leurs enfants dans des établissements une carte de séjour valable jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Mesures contre le laxisme

Cet effort aurait été considéré comme l'expression d'une solidarité nécessaire et naturelle à trois phénomènes n'étant venus brouter les cartes. La multiplication des clandestins et des marginaux a suscité un sentiment de méfiance, puis d'insécurité. D'autant plus que les progrès de la photographie ont fait fleurir les faux papiers. Pour moins de 400 francs, on peut acheter à Pigalle un jeu complet comprenant carte d'identité, permis de conduire et carte de Sécurité sociale. Et c'est par milliers que les fausses cartes de séjour sortent des imprimeries. A qui se fier désormais ? Lors des élections de mars 1983, le soutien de M. La Pen a servi de révélateur au malaise. M. Jacques Chirac ne pouvait plus se taire.

Autre mesure : le contrôle des certificats d'hébergement que tout étranger séjourant en France doit déposer au moins deux fois par an au maire de sa commune de résidence. D'autant plus que les progrès de la photographie ont fait fleurir les faux papiers. Pour moins de 400 francs, on peut acheter à Pigalle un jeu complet comprenant carte d'identité, permis de conduire et carte de Sécurité sociale. Et c'est par milliers que les fausses cartes de séjour sortent des imprimeries. A qui se fier désormais ? Lors des élections de mars 1983, le soutien de M. La Pen a servi de révélateur au malaise. M. Jacques Chirac ne pouvait plus se taire.

Bonne mère et bon père

Si tous les enfants d'étrangers doivent être reçus dans les écoles, cette obligation ne s'étend pas aux classes maternelles. Cette année et pour la première fois, on demande aux immigrés qui veulent inscrire leurs enfants dans des établissements une carte de séjour valable jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Cette mesure a provoqué une levée de boucliers chez les assistants sociaux appuyés par leur association nationale et par certains syndicats. Un recours a été déposé devant le tribunal administratif de Paris et la Commission nationale informatique et liberté (CNIL) a été saisie. Que fait la police de ces bases de données ? Un nouveau fichier ? Après enquête personnelle de son président, M. Jacques Fauvet, la commission s'est prononcée sur les copies de cartes d'identité. Le BAS doit compter de les envoyer à la police et celle-ci à la dérogation judiciaire doit détruire immédiatement les documents déjà reçus. Le cas des cartes de séjour sera examiné la semaine prochaine.

Autre disposition choquante : la suppression de l'allocation pour le troisième enfant. Cette aide destinée à encourager les familles nombreuses a été instituée à Paris en 1980. Bénéficiaires : tous les parents résidant dans la capitale depuis plus de trois ans, sans discrimination de nationalité. Cinq mille mères qui ont renoncé à travailler pour s'occuper de leur foyer ont reçu cette aide en 1983. Elles ont touché au total 72 millions de francs. Mais on s'est aperçu qu'en quelques années le nombre de naissances de petits Français avait diminué à Paris de 2 000 unités et que celui des enfants d'étrangers avait augmenté. Bref, on était en train d'encourager la procréation

ÉDUCATION

COMMENTANT LES MESURES ANNONCÉES PAR MM. CALMAT ET CHEVÈNEMENT

Parents d'élèves et enseignants réclament un aménagement global des rythmes scolaires

Les mesures d'aménagement de l'emploi du temps à l'école primaire annoncées par MM. Calmat et Chevènement (le Monde du 14 décembre) ont une portée limitée et ne s'attaquent pas au problème global des rythmes scolaires, estiment la plupart des partenaires concernés par leur application.

« Nous en avons assez des mesures ponctuelles alors que l'on n'utilise pas les données scientifiques essentielles prouvant que les rythmes scolaires ne sont pas adaptés à ceux des enfants », déclare M. Jean-Marie Schliet, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) qui regrette que « les carences majeures en éducation physique et sportive n'aient pas été évoquées par les deux ministres ».

Le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEP-FEN), présent dans le second degré, regrette que M. Chevènement « oublie l'essentiel, c'est-à-dire les mesures que l'éducation nationale devrait pren-

dre pour encourager l'enseignement de l'EPS pendant tout le temps scolaire (...) ».

Les instituteurs du SNI-PEOC, concernés en premier lieu par le réaménagement du temps scolaire, soulignent que les mesures annoncées « traduisent une volonté d'ouverture de l'école sur l'environnement » et semblent vouloir « respecter les responsabilités propres de l'école ». Mais le SNI regrette que la circulaire Calmat-Chevènement propose une « approche isolée et partielle de la question du rythme de vie des enfants dans et hors l'école ».

« Satisfait » de l'initiative, le docteur Guy Vermeil, pédiatre pépère, néanmoins, se réjouit de la réalisation ne peut être envisagée sans un réaménagement total de la journée et de l'année scolaire. « Les activités scolaires proposées dites ne devraient pas occuper plus de trois heures par jour dans le primaire », explique-t-il, durée adaptée selon lui à la capacité d'attention des enfants et à la pratique des autres activités indispensables (jeu, sport, activités socio-éducatives, repas, trajets, etc.).

LES ÉVÊQUES TOUTOUCS « INOUETS » A PROPOS DES ÉCOLES PRIVÉES

Lors de la réunion du conseil permanent de l'épiscopat français à Paris, du 10 au 12 décembre, Mgr Jean Vinet, président de la conférence épiscopale, a fait allusion au débat sur l'enseignement privé en ces termes :

« Nous ne dirons pas que la question scolaire est celle de l'enjeu national de la scolarisation en la, à assumer par tous. Le règlement des questions en cours pour les écoles privées - s'il a progressé de façon relativement satisfaisante pour l'enseignement agricole - laisse dans l'attente encore inépuisable, quant aux intentions et aux décisions à intervenir, ceux qui portent ensemble le problème des écoles catholiques. »

« Une question semble être posée par le gouvernement, a-t-il ajouté. Celle des rythmes scolaires : de ce sujet, nous sommes préoccupés et nous demeurons très vigilants sur les garanties légitimes à maintenir concernant notamment le catéchisme. »

Le conseil permanent a tenu à rappeler les décisions de l'Assemblée plénière de 1980, à savoir : maintenir le mercredi comme temps libéré durant les jours de scolarisation pour permettre le catéchisme des enfants.

EN BREF

Inculpations dans l'enquête contre Action directe

M. Jean-Louis Brugnière, juge d'instruction à Paris, chargé des dossiers concernant Action directe, a inculpé et placé sous mandat de dépôt, jeudi 13 décembre, six personnes, qui auraient apporté leur soutien à ce mouvement dissous. Ces six personnes inculpées d'association de malfaiteurs : Anne-Lise Benoit, enseignante, trente-quatre ans ; Dominique Poiré, trente-quatre ans, également enseignante ; Jean Asselmeier, quarante ans, conseiller d'éducation populaire ; Hacen Rabah, trente-sept ans, sans profession ; Bruno Baudrillard, trente ans, sans profession ; et Salvatore Nicotri, quarante-six ans, un Italien qui serait recherché dans son pays pour trafic d'armes.

Deux autres personnes ont été inculpées de recel de vol et de recel de faux documents administratifs : Dominique Baudrillard, trente et un ans, mère de trois enfants et sœur d'un autre inculpé, et Karine Benoit, vingt-trois ans, employée, également sœur de l'un des inculpés.

« Inculpation après les cinq assassins de Toulouse. » Claude Leconte, quarante-sept ans, a été inculpé d'homocides volontaires, jeudi 13 décembre, après la découverte de l'assassinat de cinq dockers à Toulouse (le Monde du 14 décembre). Il a avoué avoir tué ses quatre compagnons d'infortune. Craignant que sa compagne, Odette Roselo, le dénonçât, Claude Leconte a aussi tué celle-ci dans un jardin public près du rempart des Lices.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

La première victoire de Kasparov

De notre correspondant

Moscou. — Garry Kasparov a sauvé l'honneur le jeudi 13 décembre, à Moscou (nos dernières éditions du jeudi 14 décembre).

En gagnant pour la première fois, le jeune Azerbaïdjanais, âgé de vingt et un ans, a fait plus qu'infliger une déroute humiliante au champion du monde et rendre espoir à sa mère, son véritable manager, qui suit chaque mouvement de pièce, l'œil inquiet, depuis la tribune de presse. Il a surtout montré aux responsables soviétiques des échecs — ils commencent à le traiter un peu cavalierement — qu'il fallait encore compter avec lui.

La trentième partie s'est achevée, jeudi, sans même avoir commencé. Elle avait été ajournée, mercredi, sur une position jugée très favorable pour le prédominant. Ce dernier avait, conformément au règlement, noté son quarante et unième coup dans une enveloppe scellée. Une heure au quart avant la reprise, prévue pour 17 heures (15 heures à Paris), le champion du monde a téléphoné à l'arbitre yougoslave, le grand maître Gligoric, pour se déclarer battu.

Dans la salle des Colonnnes, le public, qui ignorait encore la nouvelle, a accueilli l'annonce officielle par un frémissement. Dès que l'enveloppe a été ouverte (le coup — prévisible — était : g5), des discus-

sions passionnées se sont engagées. Le champion du monde avait-il en raison de reconnaître sa défaite ? Ne pouvait-il espérer une erreur du fougueux Kasparov, malgré la supériorité — jugée évidente par les spécialistes — de la position de ce dernier ?

Ni Kasparov ni Kasparov n'étaient présents physiquement dans la salle, ce qui était évidemment du piquant au spectacle. Car c'est bien d'un spectacle qu'il s'agit — même s'il est totalement silencieux, — dont se repaissent les deux camps privilégiés qui ont pu avoir des places.

Pour la première fois de sa vie, Kasparov a donc battu Kasparov. Jeune écuyer à Bakou, il l'avait affronté en 1975, de concert avec six autres camarades, alors que Kasparov était déjà célèbre. Ce dernier avait évidemment gagné cette « simulée » contre les sept jeunes joueurs de Bakou. Kasparov l'avait ensuite rencontré à trois reprises en 1981 : trois milles ; puis cinq défaites et vingt-six milles dans le match en cours. Lundi 17 décembre, la trentième partie sera suivie avec passion par les supporters de Kasparov. Mais Kasparov, il ne faut pas l'oublier, n'a que 5 à 1. Il peut encore perdre quelques parties. Kasparov non.

DOMINIQUE DHOMBRES.

MÉDECINE

L'ACADÉMIE A DÉCERNÉ SES PRIX ANNUELS

L'Académie nationale de médecine a décerné ses prix pour 1984, et notamment le prix Cordier (32 000 F), au docteur Louis Boncompagni-Ludovisi, pour sa contribution à l'étude des tumeurs développées dans le recto-sigmoïde après arthro-sigmoïdectomie ; le prix Léon-Baratz (28 000 F), au docteur Jean-Paul Séguela (Toulouse), pour ses travaux sur l'immunologie de la toxoplasmose ; le prix du Docteur-Albert-Beigrand (32 000 F), au docteur Pierre Lionnais (Aix), pour son livre « L'Alcool et l'asthme » ; le prix Henri-Mondor (14 000 F), au docteur Jean-Michel Casanova (Paris), pour son travail « Microcirculation rénale et urinaire du rat » ; le prix du Docteur-Darville (40 000 F) est partagé entre le médecin-chef Paul Bordeon (Paris-est), pour son étude des contraintes cardiovasculaires imposées par l'exposition à des facteurs agressifs de l'environnement aéronautique, et le profes-

seur Jean-Paul Girod (Paris), pour ses travaux sur le phénomène d'inflammation induit par des substances non spécifiques ; le prix Joseph-Antoine-Marry (30 000 F), au docteur Marianne Froin-Demouasse (Toulouse), pour ses travaux de rhumatologie et de podologie ; le prix Henri-Baratz (12 000 F), au docteur Jean Metellus (Bonneuil-sur-Marne), pour sa contribution à la rééducation des épileptiques ; le prix Antoine et Claude-Bédère (14 000 F), au docteur Jacqueline Mounquand (La Tronche), pour ses travaux de cardiologie ; le prix Jean-François-Gilbert (20 000 F), au docteur Robert Halet, Paul Desoutter et Jean-Pierre Stoltz (hôpital de Saint-Germain-en-Laye), pour leur ouvrage « Cinq ans de cardiologie dans un hôpital général » ; le prix de l'Union nationale des caisses d'allocations familiales (30 000 F), au professeur Geneviève Hiden (Neuilly-sur-Seine) et au professeur Isidore Caplan (Buenos-Aires), pour leur travail sur le drainage lymphatique des surrénales ; le prix Sydenham (12 000 F), au docteur François Cassin (Paris), pour son travail « Augmentation de la concentration de méthanol-éthanolémie dans le LCR du chat anesthésié après stimulation de la pulpe dentaire ».

Enfin, l'Académie de médecine a attribué son propre prix au docteur Marie-Christine Hardy (Paris), pour sa thèse « L'existence du manaco-dépressif ».

PARTEZ TRANQUILLE POUR L'ÉGYPTE !

Il n'y a plus d'hippopotames, il n'y a plus de crocodiles ! Vous ne verrez pas, sur les rives du Nil, une seule fleur de lotus, une seule fleur de papyrus sauvage. Pourtant cette faune et cette flore, aujourd'hui disparues, étaient en sages hiéroglyphes sur les temples antiques : c'est au contact d'une nature débordante de vie que naquirent l'écriture et les croyances des anciens Égyptiens.

Si vous ne reportez pas, en revenant d'Égypte, quelques pinces du sable du temps (ce n'est rien d'autre, vous le savez, qu'un peu de sable du désert), vous ne trouverez, composés de superbes images, dans Le Sable des pharaons, le dernier album de Joël Cuénot : des images qui vous emmèneront au temps lointain où l'homme portait sur la nature un tout premier regard. Une vision originale, un reportage « écologique » sur la terre des pharaons, à l'époque où l'hippopotame, tout comme le crocodile, étaient aussi des dieux.

Une documentation gratuite concernant la lecture et ceux de la collection : Les sentiers imaginaires vous sera envoyée, sans aucun engagement, en écrivant aux Éditions Joël Cuénot, BP 24 Meudon-Beauval, 92194 Meudon cedex ou en laissant votre nom et votre adresse au 507.18.11 (répondre).

“ce livre m'a explosé entre les mains”

ANTONIONI

Un roman envoûtant par l'auteur du "Rouge Vénitien". En vente en librairie 92 F.

ÉDITIONS LIANA LEVI
SYLVIE MESSINGER
31, RUE DE L'ABBE GREGOIRE 75006 PARIS TEL: 222.75.50

P.M. PASINETTI DE VENISE A VENISE DORSODURO

ROMAN

Unités de Pédagogie Active

COURS DE VACANCES : 3 à 6 semaines au choix du 6 juillet au 30 septembre pour entrées en 2^e - 1^{re} - Terminales - Universités - (NOEL-PAQUES).

COURS PARTICULIERS : 6^e à Terminale - math sup. - Lettres Sup. Bio.

COURS ANNUELS : 2^e à Terminales - math sup. - Lettres Sup. Bio - du lundi au vendredi de 9 h à 12 h - 14 h à 17 h.

ANGL. / ALLEM. / ESP. / AR. / HEB. / LAT. / GR.

M. SARI - 88, avenue d'Alsace, 75016 Paris - Tél. : 720.36.80

CANON : Soleil

De notre envoyé spécial...

Le soleil est un objet fascinant. Il est la source de toute vie sur Terre. Il est aussi un objet dangereux. Il faut le respecter.

Canon propose une gamme de produits pour vous aider à mieux connaître le soleil. Les lunettes de soleil Canon, les lunettes de protection Canon, les lunettes de vision nocturne Canon...

Canon, c'est la qualité. Canon, c'est la sécurité. Canon, c'est la confiance.

LA TOUT UN

Le monde est un village. Le monde est un pays. Le monde est une famille.

La Tout Un propose une gamme de produits pour vous aider à mieux connaître le monde. Les livres La Tout Un, les cartes La Tout Un, les albums La Tout Un...

La Tout Un, c'est la culture. La Tout Un, c'est la connaissance. La Tout Un, c'est la curiosité.

LA TOUT UN

Le monde est un village. Le monde est un pays. Le monde est une famille.

La Tout Un propose une gamme de produits pour vous aider à mieux connaître le monde. Les livres La Tout Un, les cartes La Tout Un, les albums La Tout Un...

La Tout Un, c'est la culture. La Tout Un, c'est la connaissance. La Tout Un, c'est la curiosité.

150



JAPON

POUR SUIVRE LA CROISSANCE

Défis

La fantastique montée en puissance de l'économie japonaise ne l'a pas mise à l'abri des vents contraires qui soufflent sur la planète. Atteint de plein fouet par les chocs pétroliers successifs, le Japon a mieux résisté que d'autres pays à la crise mondiale, mais l'influence des facteurs extérieurs s'est fait sentir à la fois par les bénéfices qu'il a tirés de la reprise aux Etats-Unis et par les effets négatifs entraînés aussi bien par le ralentissement de cette reprise que par l'accroissement du déficit budgétaire américain.

La croissance économique du Japon a elle-même engendré des réactions adverses chez ses principaux partenaires commerciaux, d'autant plus enclins à adopter à son égard des attitudes défensives qu'ils étaient plus sévèrement que lui touchés par la crise. La croissance du chômage ne crée pas un climat favorable à la libéralisation des échanges.

A l'intérieur même du Japon, l'évolution des techniques, celle de la consommation, l'apparition parfois de nouveaux acteurs, ont montré que, comme ailleurs, il n'existe pas de situation acquise, si solide soit-elle, que le temps ne risque de compromettre.

A ces différents défis, la machine économique japonaise s'est adaptée de différentes manières.

Au niveau de l'Etat d'abord, la prudence prévaut d'autant plus nettement que le gouvernement libéral - celui de M. Nakasone comme ceux de ses prédécesseurs - répugne naturellement à se faire ouvertement interventionniste. On verra que ce comportement peut appeler des jugements nuancés, mais il demeure, dans l'ensemble, que Tokyo s'est avant tout appliqué à défendre des positions nationales, en touchant le moins possible aux équilibres internes.

Plus souple - sans doute parce qu'il s'agitait pour elles d'une question de survie - a été la stratégie des grandes firmes japonaises. On en verra des exemples de trois ordres. L'aptitude, d'abord, à réexaminer - pour les améliorer - certains mécanismes qui ont été facteurs de succès dans les années précédentes, comme celui des « cercles de contrôle de la qualité ». La recherche constante, ensuite, par la diversification d'activités inédites propres non seulement à maintenir les profits de l'entreprise mais également à les accroître. L'ouverture enfin d'opérations nouvelles, consistant à produire japonais à l'étranger, c'est-à-dire à répondre, au moins pour une part, aux préoccupations des partenaires extérieurs tout en surmontant les obstacles du protectionnisme.

Déjà puissants à eux seuls, ces nouveaux courants qui se développent dans le monde nippon des affaires s'accompagnent de transformations affectant la vie des individus qui l'animent. Modifications lentes certes, dans un pays aux structures sociales fondamentalement conservatrices, et qui relèguent encore, par exemple, les japonaises à un rang de second ordre parmi les dirigeants d'entreprise comme dans les cercles politiques. Mais évolution sensible des mœurs cependant, à travers laquelle se dessine une société en cours de mutation.

Japon constant, donc, mais changeant, dont le dynamisme s'exprime encore à travers ces transformations.

ALAIN JACOB

L'Etat face à la crise

L'Etat de M. Nakasone donne l'impression d'être passif, voire paralysé devant les mutations en cours de l'économie japonaise. La politique budgétaire, largement contrainte par le service de la dette publique, adopte un profil bas, s'efforçant de limiter le déficit qui, pour l'année budgétaire en cours (avril 1984-mars 1985), ne devrait pas excéder 4,3 % du produit national brut nominal. Cette politique restrictive est en fait mise en œuvre depuis peu de temps : l'infléchissement s'est amorcé dans le cadre de l'exercice 1981 et traduit une riposte spécifique au second choc pétrolier, qui diffère très largement de celle mise en œuvre à partir de 1974. Elle a consisté pour l'essentiel à reporter très directement et de façon immédiate sur les comptes des ménages les effets exercés par le prélèvement supplémentaire opéré par les membres de l'OEPEC. En revanche, les comptes des entreprises et des administrations n'ont été que marginalement et temporairement affectés par la révision en hausse du prix du pétrole brut.

Du soutien à la croissance...

Après le premier choc pétrolier, l'Etat était intervenu de façon très active afin de soutenir la demande intérieure. Le phénomène fut perceptible dès 1974 et

Tableau I : DÉFICIT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN POURCENTAGE DU PRODUIT NATIONAL BRUT NOMINAL (Exercices budgétaires)

Année	Pourcentage
1973	0,6
1974	2,1
1975	3,9
1976	4,2
1977	5,2
1978	5
1979	6
1980	6
1981	5,1
1982	5
1983	4,9
1984	4,3 (prévision)

SOURCE : OCDE

le déficit de l'administration centrale, exprimé en pourcentage du PNB nominal, n'a ensuite pratiquement pas cessé de croître jusqu'à la fin des années 70 (cf. tableau I).

Le gonflement du déficit engendré par une croissance soutenue des dépenses a résulté concurrentiellement des insuffisances structurelles de la fiscalité japonaise, marquée, d'une part, par un faible rendement de l'impôt sur le revenu lié à une sous-imposition massive des revenus des entrepreneurs individuels et des épargnants ; d'autre part, par l'existence d'une fiscalité indirecte comparable par son rendement, par exemple, à la TVA française.

... au désengagement libéral

La très vive progression de l'encours des obligations de l'administration centrale, qui, exprimé en pourcentage du PNB, est passé de 7 % environ pour l'exercice 1974 à près de 29 % pour l'exercice 1980, a contraint les responsables à adopter une politique budgétaire fortement restrictive. C'est ainsi que la progression des dépenses s'est sensiblement ralentie (cf. tableau II).

L'infléchissement a été particulièrement net, s'agissant des dépenses de travaux publics qui ont fortement reculé au cours des deux derniers exercices budgétaires. Compte tenu du poids des transferts aux collectivités locales et du service de la dette publique, la contraction des autres dépenses n'a finalement autorisé qu'un freinage limité de la progression de

Tableau II : POURCENTAGES DE VARIATION DES DÉPENSES ET DU PRIX DU PNB PAR RAPPORT À L'EXERCICE BUDGÉTAIRE PRÉCÉDENT

	1981	1982	1983	1984
Total des dépenses	6,3	6,9	3,2	2,4
Dont travaux publics	2,8	12,6	-9,4	-9,7
Prix du PNB	2,1	1,6	0,4	0,9 (prévision)

SOURCE : OCDE

l'encours des obligations d'Etat (cf. tableau III).

Tableau III : ENCOURS DES OBLIGATIONS D'ETAT A LA FIN DE L'EXERCICE EN POURCENTAGE DU PNB

Année	Pourcentage
1981	32,4
1982	36,3
1983	39,2
1984	41,2 (prévision)

SOURCE : OCDE

Il est clair que cette contrainte budgétaire constitue l'argument décisif du premier ministre, M. Nakasone, pour promouvoir le désengagement des finances publiques. Toutefois, l'équipe au pouvoir - qui s'inspire très largement des principes d'une politique de l'offre - vise en fait à moyen terme à une dérégulation prononcée de l'économie japonaise et se refuse en tout état de cause à toute réforme fiscale d'envergure.

Contrainte budgétaire et épargne des ménages

Le taux d'épargne des particuliers, pour des raisons tant sociologiques qu'institutionnelles, est particulièrement élevé au Japon : durant l'année budgétaire 1983, il s'est établi à 17,5 % et atteindra très probablement 18,2 % pour l'année en cours. Par ailleurs, le besoin de financement des entreprises demeure modeste en raison, d'une part, de leur désendettement récent, d'autre part, de la faiblesse de leur accumulation.

Dans ces conditions, les soldes financiers laissent apparaître une capacité croissante de financement de la nation dont une bonne partie permet aujourd'hui de couvrir les déficits américains par l'achat massif d'obligations aux Etats-Unis par les investisseurs institutionnels nippons.

L'usage de l'épargne nationale s'inscrit donc dans une logique visant à faire du Japon un pays créancier d'envergure internationale. Une autre logique pourrait lui être substituée : celle qui se donnerait pour objectif de dynamiser réellement la demande interne, d'accroître le niveau des équipements collectifs aujourd'hui largement insuffisants et d'assurer une extension de la couverture des risques sociaux encore très limitée. De tels objectifs pourraient être financés sans risques inflationnistes et sans menace d'éviction sur le marché financier pour les entreprises. Encore faudrait-il que la volonté politique existe. Rien ne permet aujourd'hui de l'entrevoir.

PIERRE MERCIER

LIRE

- Compétitivité et croissance ralentie (page 14)
- Le profit par la diversification (page 15)
- Produire japonais en France (page 16)
- Mérites et faiblesses des cercles de contrôle de la qualité (page 18)
- Madame la présidente-directeur général (page 19)

UNE COMPÉTENCE RECONNUE

Affiner les prévisions en tenant compte des événements qui ont précédé.

Evaluer les probabilités est le défi auquel est confronté tout bon analyste.

Les méthodes pour parvenir à des décisions optimales sont nombreuses. L'une d'entre elles est la théorie développée au XVIII^e siècle par Thomas Bayes, dans laquelle il reconnaît les limitations des statistiques classiques. Le point de départ de sa théorie est un principe que nous connaissons déjà, à savoir prendre en compte les données antérieures concernant un paramètre pour prévoir l'avenir.

Les spécialistes de nombreuses disciplines trouvent aujourd'hui encore de nouvelles applications au théorème de Bayes.

Chez Nikko, lorsque nous étudions les investissements, nous envisageons toutes les options. Nous fondons sur notre



connaissance des marchés financiers et des titres individuels, nous calculons les probabilités de façon à maximiser les gains à long terme et minimiser les risques à court terme des différentes possibilités d'investissement.

Nikko Securities

Paris Representative Office: 10, rue de la Paix, 75002 Paris, France Tel: 1-261-5744

TOKYO LONDON ZURICH GENEVA LUXEMBOURG BAHRAIN NEW YORK SAN FRANCISCO LOS ANGELES TORONTO HONG KONG SINGAPORE SYDNEY SEOUL

TELEVISION VIDEO HIFI RADIO-CASSETTES PETIT ELECTRO-MENAGER

95/101, rue Charles-Michels
93200 SAINT-DENIS
Tél. : 821.60.15
Télex : 611 387

HITACHI
Je suis la vie.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande



Compétitivité et croissance ralentie

LES autorités japonaises n'ont-elles aucun degré de liberté pour orienter différemment le développement de leur économie, ou tout simplement se refusent-elles à changer de cap en vue de favoriser non seulement leur propre croissance mais aussi celle de l'économie mondiale ?

Pendant le second choc pétrolier, en 1980 et 1981, le produit intérieur brut japonais n'avait connu qu'une faible croissance résultant de la moindre contribution apportée par l'extérieur et de l'ajustement opéré au niveau de la demande interne en vue de faire face à la nouvelle situation. La légère diminution de la consommation réelle des ménages en 1980, puis sa très faible augmentation l'année suivante reflétaient d'ailleurs très exactement la pression exercée sur le revenu disponible réel des Japonais au cours de cette période.

Le surcroît enregistré en 1982 - traduisant un certain rattrapage après le remarquable rééquilibrage de l'économie - était à nouveau suivi d'un repli sensible l'année suivante, conséquence du mouvement symétrique ayant affecté le revenu des ménages.

Compte tenu, par ailleurs, de la faiblesse relative du soutien apporté par les autres composantes de la demande interne au cours des quatre années 1980 à 1983, la croissance moyenne annuelle de la production nationale s'est pourtant établie à 3,8 % en termes réels, contre 3,7 % au cours de période précédente, de 1973 à 1979.

La différence essentielle entre ces deux sous-périodes réside dans la contribution apportée par l'extérieur à la croissance : près de la moitié au cours des quatre dernières années, contre seulement de 15 % à 20 % pendant les six années précédentes.

S'il est peut-être abusif de parler de stratégie à propos de la nature de la croissance japonaise, la puissance redoutable de ce pays s'explique par plusieurs facteurs :

- Politique salariale extrêmement prudente orientée vers la recherche de la compétitivité de l'économie ; l'inflation n'a ainsi augmenté que de 4,3 % en moyenne annuelle de 1980 à 1983 et oscille actuellement autour de 2 % ;

- Taux d'épargne très élevés (environ 18 % du revenu disponible des ménages) et forte capacité de financement mise au service du reste du monde ;

- Structure des échanges avec l'extérieur particulièrement favorable.

Le passif de ce bilan est lui-même connu :

- Montée du protectionnisme mondial en réaction à la pénétration des produits nippons sur les marchés des pays industrialisés ;

- Difficulté pour le Japon de constituer un pôle d'entraînement de l'économie mondiale, vivant par là même les oppositions à son égard ;

- Yen sous-évalué qui, à l'évidence, ne reflète pas sa valeur intrinsèque.

Contraintes

S'il est aisé de réaliser un tel constat, il est indispensable, parallèlement, de mettre en regard les contraintes propres à l'économie japonaise.

La politique macro-économique ne semble pas devoir être rapidement modifiée, notamment en raison du déficit budgétaire. L'ampleur de celui-ci préoccupe, avec raison, les autorités, même s'il ne représente environ que 4 % du PNB.

La sous-évaluation du yen, d'autre part, reflète d'abord la force d'attraction des taux d'intérêt et du dollar américain. Peut-on raisonnablement demander aujourd'hui aux autorités monétaires de hausser les taux d'intérêt au risque de ralentir la sensible reprise actuelle de l'investissement ? Les taux d'intérêt réels à long terme - de l'ordre de 5 points - demeurent encore, en effet, à des niveaux historiquement très élevés.

En outre, à la suite des mesures de libéralisation des marchés de capitaux et dans le contexte mondial, on assiste à des sorties de capitaux supérieures à l'accroissement de la demande d'actifs libellés en yen, pour un montant net probable de 50 milliards de dollars. L'écart des rendements offerts respectivement par les titres japonais et américains, même s'il s'est quelque peu amoindri, n'en demeure pas moins de 5 points.

Il est pour le moins paradoxal et en même temps symptomatique

d'observer la complémentarité de fait entre le Japon et les États-Unis, particulièrement en ce qui concerne les conditions particulières offertes par ces derniers en vue d'attirer les capitaux étrangers - notamment japonais - pour financer leur déficit budgétaire. Cette attitude - pragmatique ? - les conduit pourtant à une parfaite contradiction par rapport aux pressions exercées sur le Japon pour encourager des flux de capitaux de sens opposé.

En conséquence, la faiblesse relative du yen, à l'égard du dollar particulièrement, a favorisé le fort développement des exportations, lui-même stimulé par la reprise américaine.

Depuis le printemps 1984, on observe, en outre, les signes d'un certain redressement de la demande interne (consommation des ménages, investissements, stocks). Ainsi le PNB s'est-il accru de 5,5 % en termes réels au cours des neuf premiers mois de 1984 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Or la demande interne a contribué pour près de 3,7 points à cette forte croissance contre 1,8 point au titre de l'extérieur.

Valeur du yen et demande interne

On observerait ainsi le retour à une structure plus appropriée de la demande grâce, particulièrement, à une reprise de l'investissement productif - nécessaire et attendu depuis longtemps - tandis que la consommation des ménages augmenterait elle aussi assez sensiblement. On peut prévoir que cette tendance se prolongera en 1985 et que la consommation des ménages pourra progresser de 3 % à 4 %. Peut-on demander plus, c'est toute la question, alors que la croissance américaine semble s'essouffler et que celle de l'Europe reste très ralentie ?

Devant la montée du chômage et des mesures protectionnistes dans les pays de l'OCDE et face aux critiques qui s'adressent à elles, que peuvent faire les autorités japonaises à court terme ?

- Inciter les ménages japonais à consommer davantage : une progression importante du revenu réel dis-

ponible étant exclue, il est difficile d'imaginer une réduction durable du taux d'épargne des ménages tant ce comportement semble inscrit dans la nature japonaise et justifié par la faiblesse de la couverture sociale offerte aux ménages. Dans le domaine du logement, pourtant, où beaucoup reste à faire, peut-on imaginer des incitations fiscales allant dans ce sens ?

- Relancer la demande du secteur public : cela est contraire à la politique restrictive actuelle, en dépit des besoins importants existant dans le domaine des investissements publics, sans compter les dépenses d'armement toujours planifiées en principe à 1 % du PNB.

- Favoriser l'investissement productif : celui-ci étant déjà en progrès, une diminution sensible des taux d'intérêt réels et nominaux viendrait conforter cette évolution. Compte tenu des conditions prévalant aux États-Unis, cela ne pourrait que conduire à un affaiblissement supplémentaire du yen.

Un tel mouvement serait jugé inacceptable par les principaux partenaires du Japon, la forte poussée des exportations ne trouvant pas d'équivalence face aux structures, encore très fermées aux importations, de l'économie japonaise.

Le Japon ne fera accepter les performances, remarquables, de son commerce extérieur que lorsque sa monnaie sera pu s'apprécier et que sa demande interne progressera durablement.

Il paraît donc exister que le Japon puisse rapidement mettre en œuvre une nouvelle stratégie, compte tenu de ses contraintes internes, dont l'acuité trouve son moyen d'expression au niveau politique entre les différentes factions représentées au sein du parti majoritaire, mais qui ne trouvent guère de relais dans l'opinion publique. Ce n'est donc pas encore demain que ce pays trouvera sa place au sein des nations développées en vue de favoriser un meilleur consensus et d'ouvrir non plus d'abord pour son seul intérêt, mais pour celui de l'ensemble de l'économie mondiale. Non, décidément, la deuxième puissance économique mondiale, en dépit de ses progrès, n'est pas encore majeure.

SHINAIARU KANSA TSUSHA.

TROIS SIÈCLES D'HISTOIRE...

et plus de cent ans d'expérience internationale
au service des activités commerciales industrielles et financières



Les magasins MITSUI vers 1800 à EDO (actuelle TOKYO), dans une rue commerçante.

POUR DIFFUSER VOS PRODUITS ET VOS TECHNIQUES
SUR LE MARCHÉ MONDIAL
LE RÉSEAU MITSUI CONSTITUÉ DE PLUS DE 200 BUREAUX
RÉPARTIS DANS 88 PAYS EST À VOTRE DISPOSITION



MITSUI & CO., LTD.

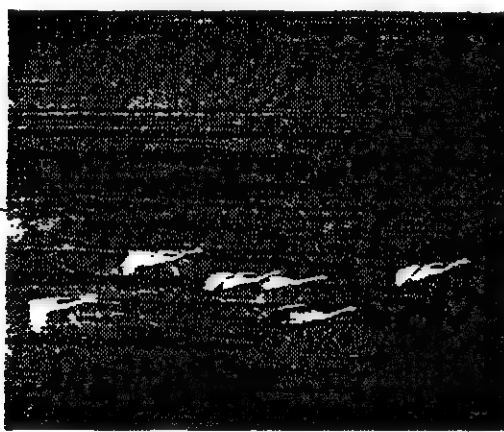
Siège social :
2-1, Ohtemachi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo, JAPON
Téléphone : (03) 285-1111, Télex : J22253



MITSUI & CO. EUROPE S.A.

(établi en France depuis 1878)
37, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75008 PARIS, France
Téléphone : (1) 723-7871, Télex : 280930 et 280683

Le succès du financement de ses projets à grande échelle fait reconnaître sa capacité de leader



Avec une expérience qui remonte à plus de quatre-vingts ans, I.B.J. est considérée comme la plus importante banque des principales industries japonaises, qui bien évidemment se tournent vers elle pour le financement de leurs projets à grande échelle.

Grâce à notre connaissance des marchés internationaux, notre capacité de mettre en relation les meilleurs partenaires possibles, notre faculté d'analyse des crédits, nous avons prouvé notre haute compétence en affaires.

A l'heure actuelle, I.B.J. innove en matière de financements pour les sociétés, apporte des solutions nouvelles pour les projets financés en yens et en monnaies internationales les plus importantes du monde.

Pour vos financements de projets à grande échelle ou pour vos nombreuses préoccupations financières internationales, I.B.J., avec un solide actif consolidé de 84 millions de dollars, peut vous conduire au succès.

I.B.J. a ouvert la succursale de Paris le 29 juin 1984
afin de fournir de meilleurs services à ses clients.

Succursale de Paris : Centre d'Affaires « Le Louvre »,
2, place du Palais-Royal, 75004 Paris Cedex 01
Tél. : (1) 261-81-35 - Télex : 211414

IBJ

INDUSTRIAL BANK OF JAPAN

Siège Social : 3-3, Marunouchi 1-chome, Chiyoda-ku Tokyo
Tél. (03) 214-1111 Télex : 222235

PANASONIC UNE CERTAIN IDÉE DU BONHEUR

Pour un faire le bon
Chez Panasonic nous se
de centaine qu'il sou
plus grand nombre de
produits qui leur per
nous entendons leur propre bonheur. Ce
niveau de chercheurs ont en tête lorsqu'il
le technicien et c'est pour répondre à
ce niveau qui présent dans tous les do

150/100

1501

SUPPLÉMENT JAPON



Le profit par la diversification

DÉPUIS la fin des années 70, les sociétés japonaises ont engagé avec détermination des stratégies de diversification de leurs productions afin de s'assurer des perspectives de croissance régulière à long terme.

Toutes les productions ont des cycles d'existence qui passent d'une phase d'introduction à celle de la croissance, puis de la maturité, enfin du déclin. La plupart des produits essentiels des sociétés japonaises sont entrés dans leur phase de maturité dans la seconde moitié des années 70. Parmi les biens de consommation durable, les équipements ménagers, les automobiles, les caméras et les montres ont approché des limites de la saturation et, seuls les besoins de remplacement se faisant sentir, une décléation de la demande s'est manifestée pour ce type de produits.

Viser à une croissance régulière à moyen et à long terme est une question de survie pour les entreprises. Etant donné que les frais en personnel et en matériel s'élèvent de 4 % à 5 % par an, il est souhaitable que cette croissance soit de l'ordre de 10 % dans la même année. Dans cette perspective, les sociétés ont cherché naturellement à diversifier leurs activités en direction de secteurs prometteurs, profitant à cette occasion de leurs ressources en matière technologique, de personnel, de réseaux de distribution et autres capacités de gestion.

Toray

Depuis que les fibres synthétiques (Nylon, Polyester, Acryl), qui étaient les principaux atouts de la firme, sont entrés dans leur phase de maturité vers la fin des années 60, Toray a ainsi cherché la diversification en appliquant la technologie des fibres synthétiques à d'autres domaines. En 1971, la compagnie s'est engagée sur le terrain des fibres de carbone en y appliquant sa technologie des fibres acryliques. La demande pour les fibres de carbone étant relativement faible à l'époque, Toray, dans un rôle de pionnier, a dû tout à la fois perfectionner cette technologie tout en créant un véritable marché. La première commande notable est arrivée en 1973 des États-Unis pour la fabrication de clubs de golf. A ce moment, la capa-

cité de production de fibres de carbone de Toray n'atteignait que 50 000 tonnes par mois et l'on émettait à peine du stade de l'usine pilote. Toray pousse sa capacité à 100 000 tonnes par mois à l'automne 1973, réussissant en même temps à perfectionner ses techniques de production, augmentant fortement cette dernière tout en réduisant les coûts et parvenant ainsi financièrement à « sortir du rouge » à la fin de la même année.

La réduction très sensible des coûts de production permit à Toray d'encourager la demande pour les fibres de carbone. Celles-ci commencent à être largement utilisées dans la construction aéronautique tandis que leur emploi était mis au point pour les navettes spatiales et les satellites artificiels.

Toray est aujourd'hui devenu le premier fabricant mondial de fibres de carbone, avec approximativement la moitié du marché et ce produit constitue le point d'appui essentiel de la société en matière de diversification.

Toutes les tentatives de Toray dans ce domaine n'ont pas connu le même succès. La compagnie s'était initialement orientée vers le marché de la chaussure mais elle dut y renoncer en raison de problèmes non résolus relatifs à l'aération. La direction ne renonça pas pour autant au cuir artificiel. En se améliorant la qualité, elle s'efforça d'en faire un matériau d'habillement de haute qualité. Après deux ans de recherche, elle parvint à produire l'étoffe, excellente imitation de peau suédée. L'Écosse est un produit à haute valeur ajoutée grâce aux applications des technologies propres à la compagnie et qui constitue aujourd'hui l'une de ses sources importantes de profit.

D'autres produits, fruits de la diversification, ont été les films Polyester pour bandes magnétiques, les bandes-mémoires d'ordinateurs et les disques souples pour micro-ordinateurs.

Les réussites de Toray peuvent être attribuées à deux facteurs :

- La détermination d'aboutir et l'esprit d'entreprise de la direction ;
- La définition claire d'une politique de diversification dans des secteurs soigneusement choisis : sec-

teurs à taux de croissance accélérée, où la valeur ajoutée est élevée, produits permettant à la compagnie de faire jouer les avantages de sa propre technologie, produits enfin où elle jouait un rôle pionnier et pouvait espérer conquérir une large part du marché.

Canon

Bien que Canon soit le premier fabricant mondial d'appareils photographiques, ce secteur n'a représenté, en 1983, que 39 % des ventes de la compagnie, les secteurs équipements de bureau et instruments optiques en constituant respectivement 55 % et 6 %.

Canon a fait son apparition sur le marché de la photocopie sur papier ordinaire en 1970, avant tous les autres fabricants japonais. La cause première en était l'expiration du brevet Xerox. La société choisit ce secteur comme axe principal de sa politique de diversification pour les raisons suivantes :

- Relevait d'une « technologie de photographie électronique », ce genre de photocopie a beaucoup en commun avec la technologie optique requise pour la fabrication des appareils photographiques. Canon pouvait donc tirer avantage de sa propre technologie ;

- Créant un produit exclusif grâce à l'application de sa propre technologie, la société était en mesure de se différencier des autres productions ;

- Le secteur considéré était à haute potentialité de croissance, et la compagnie pouvait y prendre une large part du marché si elle s'y lançait avant ses concurrents.

Les ventes de photocopieurs Canon ont commencé à s'accroître à grande échelle en 1975, et elles ont pratiquement triplé entre 1974 et 1976. Les exportations ont fortement augmenté, mais l'essentiel est venu des ventes à l'intérieur du Japon grâce aux réseaux de diffusion propres à la compagnie. A travers les mêmes réseaux, Canon a poursuivi sa diversification en direction des procédés de fac-similé, des ordinateurs de bureau, des machines à écrire électroniques, des machines à traduire électroniques et autres équipements. Toutes ces productions sont sources de profits.

Trois raisons sont à l'origine du succès de la politique de diversification de Canon :

- *Primo*, la société a mis l'accent sur la recherche et le développement, investissant 8 % de ses ventes dans ces activités ; elle disposait déjà d'une base solide grâce à ses propres technologies en matière d'optique, d'instruments de précision et d'électronique, qu'elle a de surcroît continué à perfectionner, étant ainsi en mesure de créer des produits « différents » ;

- *Secundo*, la société a mis sur pied depuis 1976 un service commercial « style Canon », qui accorde ses capacités de diffusion. Le « style Canon » dans ce domaine touche à l'organisation des réseaux de vente, qui comportent un contact direct avec les utilisateurs et permettent de réagir rapidement aux changements de besoins de ces derniers ;

- *Tertio*, la diversification a été limitée aux secteurs où la compagnie pouvait faire jouer ses atouts technologiques ou commerciaux. Une fois établie sur le marché des photocopieurs, elle a poursuivi l'expérience avec d'autres types d'équipements qui pouvaient être diffusés à travers les mêmes réseaux de vente.

Ajinomoto

Pendant les années 50, Ajinomoto a été un fabricant d'assaisonnements, mais, dans la décennie suivante, sa production s'est diversifiée avec succès dans les secteurs des produits alimentaires, des soupes, de la mayonnaise, de la margarine, des céréales, des produits congelés et du café soluble, notamment grâce à des opérations conjointes avec des firmes étrangères.

Je prendrai ici les exemples des aliments congelés et du café soluble.

En 1972, Ajinomoto s'est aventuré seul sur le marché des plats cuisinés congelés. A l'époque, les grandes poissonneries et autres fabricants de produits alimentaires étaient déjà présents sur ce marché et Ajinomoto était le dernier à s'y présenter. Il lui aurait été difficile d'y réussir à moins d'offrir des produits de type exclusif.

La société prit pour objectif la consommation des familles et visa la

production de plats cuisinés ressemblant à ceux des restaurants. Prenant avantage de sa supériorité comme fabricant d'assaisonnements, elle chercha des « goûts différents » et évita de lutter avec ses concurrents sur le terrain des prix. Ajinomoto metait sur le marché des produits à 180 ou 200 yens, alors que les autres fabricants vendaient leurs paquets de 100 à 120 yens. Avec succès, le consommateur fut invité à apprécier une nourriture plus chère mais meilleure. Quatre ans après ses premiers pas sur ce marché, Ajinomoto en avait conquis un cinquième et apparaissait comme le premier fabricant de plats cuisinés congelés.

En 1973, Ajinomoto s'attaqua au marché du café soluble en formant une compagnie conjointe à capital également divisé, Ajinomoto-General Foods, avec la Japan General Foods, alors filiale à 100 % de la General Foods américaine. Japan General Foods ne tenait alors que 14 % du marché japonais des cafés solubles en raison de la concurrence de Nestlé-Japon. C'était une chute importante par rapport à un niveau maximum antérieur de 40 %.

Il fut entendu que Ajinomoto prendrait la direction des opérations de Ajinomoto-General Foods et la stratégie fut radicalement modifiée :

- Alors que Japan General Foods produisait principalement un café soluble de niveau moyen, Ajinomoto-General Foods offrit essentiellement un produit de haut de gamme à l'arôme supérieur. La société réussit ainsi à se faire une image de fabricant de produits de première qualité ;
- La société chercha la relance en introduisant sur le marché de nouveaux produits dont les goûts étaient différents de ceux des autres fabricants, tout en s'orientant vers « un café soluble ayant le goût du café normal » ;
- La nouvelle compagnie s'appuya enfin à fond sur les puissants réseaux de vente d'Ajinomoto au Japon.

Grâce à ces nouvelles stratégies, Ajinomoto-General Foods parvint à accroître jusqu'à 25 % sa part du marché de café soluble.

J'ai cité ces trois cas spécifiques de diversification par des compagnies japonaises. A travers ces exemples, j'ai identifié les facteurs

d'une diversification réussie qui peuvent jouer pour différentes industries.

D'abord, afin de réussir dans une politique de diversification, la direction d'une société doit faire preuve de décision et d'esprit d'entreprise. Cela permettra de surmonter les difficultés rencontrées et incitera à mettre des cadres qualifiés à la tête des plans de diversification.

En second lieu, la diversification doit s'effectuer dans les secteurs où la société peut bénéficier des avantages de sa propre technologie ainsi que de ses techniques de direction sur des branches de production où elle dispose d'une longue expérience.

Troisième facteur : le choix du moment où l'on fait son entrée sur un nouveau marché. Les chances de succès sont plus élevées si la société y fait figure de pionnier. Si une compagnie est l'une des dernières à faire son apparition sur un marché donné, la réussite est difficile - à moins qu'elle ne parvienne, comme dans le cas d'Ajinomoto, à différencier ses produits de ceux de ses concurrents.

Quatrième facteur : la société doit disposer de solides réseaux de distribution pour ses produits de base, qui peuvent être utilisés à des fins de diversification. Ce facteur a tout spécialement joué dans le cas de Canon. Ajinomoto n'aurait pas non plus réussi dans les aliments congelés et le café soluble s'il n'avait déjà disposé de tels réseaux.

Cinquième facteur : de solides stratégies de diffusion. Quand une société aborde un champ d'action prometteur, elle y rencontre en général de puissants rivaux et une compétition acharnée s'engage pour conquérir de larges parts du marché. Si cette société se laisse entraîner dans une bataille de prix, sa tentative de diversification se soldera par un échec car elle ne réalisera pas de profits. Répondre rapidement aux besoins des usagers joue ici un rôle essentiel.

Sixième facteur enfin, la haute direction de l'entreprise doit avoir une conception claire de sa politique de diversification à moyen et à long terme. Elle doit être en mesure de déterminer les secteurs-cibles et ceux qui doivent être évités.

AKIRA UENO.

ès du financement
jets à grande échelle
it reconnaître
apacité de leader



PANASONIC, UNE CERTAINE IDÉE DU BONHEUR.



Peut-on faire le bonheur des hommes malgré eux ? Chez Panasonic, nous ne le pensons pas. Nous pensons au contraire qu'il faut mettre à la disposition du plus grand nombre de nos contemporains tous les produits qui leur permettent de choisir et de construire eux-mêmes leur propre bonheur. C'est cette seule idée que nos milliers de chercheurs ont en tête lorsqu'ils font reculer les limites de la technologie ; et c'est pour répondre à cet objectif que Panasonic est aujourd'hui présent dans tous les domaines de l'électronique :

télévision, vidéo, hifi, ménager, piles, bureautique, biens d'équipement, composants, robotique... Ainsi jour après jour, Panasonic contribue à construire le Nouveau Monde électronique, un monde où plus d'électronique se traduit par plus de bonheur. Et c'est sans doute pourquoi les produits Panasonic rencontrent un tel intérêt auprès du public. Ce qui prouve bien que la recherche du bonheur n'est pas incompatible avec la recherche du profit.

Panasonic
Matsushita Electric

Panasonic France S.A. 13-15 rue des Frères-Lumière. B.P. 63 - 93151 Le Blanc-Mesnil Cedex - Tél. : (1) 865.44.66

IBJ
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

U-BIX Konica PHOTOCOPIEURS

Des photocopieurs
dans 71 pays du monde.
Plus de 22000 photocopieurs
en service en France aujourd'hui.

Une gamme de 33 modèles
adaptés aux besoins de chaque entreprise.

Un réseau de 92 points de vente
et d'assistance technique
répartis dans toute la France.

U-BIX FRANCE 15, Rue des Sorts 92000 NANTERRE (1) 776.44.22
Filiale de Konishiroku photo ind et de Mitsubishi corp.

Pour recevoir une documentation,
retournez ce bon à l'adresse ci-dessus.

NOM _____
ADRESSE _____
N° DE TEL. PER. _____
PROFESSION _____



La sélectivité des placements nippons

Il ne se passe pas une semaine sans que le gouvernement de Tokyo reçoive des délégations de ministres et d'industriels occidentaux, venus se plaindre de la fermeture du marché japonais. A l'unisson, Américains et Européens menacent entre autres : « Ouvrez vos frontières ou nous ferons les nôtres. » Le Japon a beau se défendre en faisant valoir qu'il est beaucoup moins protectionniste qu'on le dit, les statistiques viennent, mois après mois, à son tour, à démontrer que le déséquilibre des échanges commerciaux s'accroît en sa faveur. En novembre 1984, les exportations nippones ont encore crû de 13 % (pour atteindre 14 milliards de dollars), tandis que les importations s'inféchaient de 3,3 % (10,8 milliards de dollars). L'excédent de 3,14 milliards de dollars est à comparer à celui de 1,2 milliard de novembre 1983 : le déséquilibre devient pour l'Occident insupportable.

Certaines mesures protectionnistes ont été prises depuis quelques années, sur les automobiles ou l'acier aux Etats-Unis, sur une série de produits « sensibles » en Europe (magnétoscopes, montres à quartz, machines-outils, etc.). Mais la menace plane sur beaucoup d'autres.

Bâtir à l'étranger des usines pour y fabriquer ou pour y monter des automobiles et des téléviseurs est une stratégie que le Japon a commencé à mettre en œuvre à partir de 1981. Jusque-là, les investissements en dehors du Japon étaient destinés principalement à acquérir des gisements de ressources naturelles et à financer des filiales pure-

ment commerciales. En 1981, ces investissements doublièrent (8,9 milliards de dollars) et se redéploièrent géographiquement et sectoriellement. La part de l'industrie passa de 27 % du total en 1982 à 32 % en 1983, et celle du commerce de 25 % à 14 %. Parallèlement, les investissements en Amérique du Nord augmentèrent de 1,7 milliard de dollars en 1980 à 2,7 milliard en 1983 (2,9 milliard en 1982), et en Europe de 600 millions de dollars en 1980 à 990 millions en 1983. Les secteurs prioritaires y sont l'automobile, l'électronique (téléviseurs et composants) et la machine-outil (plus la chimie en Europe).

L'analyse de la matrice (par régions et par secteurs) des investissements est d'ailleurs instructive car elle fait apparaître l'extraordinaire sélectivité des placements nippons, qui semblent répondre de point en point aux mesures de protection prises ou envisagées par les pays développés. Il est également intéressant de noter que lorsque les groupes nippons prennent des participations dans des firmes occidentales, ils le font dans 70 % des cas en acquérant la majorité du capital. Les filiales où ils sont minoritaires ne représentent que 14 % des cas (le reste étant le fait de joint ventures 50/50). Il ne s'agit donc pas de placements financiers mais de prises de contrôle. Ce que confirme le fait que deux dirigeants de filiales sur trois sont japonais aux Etats-Unis et six sur dix en Europe. Sur le Vieux Continent, 58 firmes sur 97 seulement ont des sections syndicales. C'est le « modèle » japonais qui s'exporte. L'objectif premier est bien, pour les groupes, d'acquies-

leurs ventes et leur part de marché mondial.

Cette croissance des investissements à l'étranger depuis 1981 ne doit pas, néanmoins, faire illusion. Le Japon, deuxième puissance économique occidentale, n'est qu'au quatrième rang des investisseurs à l'étranger (derrière les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la RFA) avec 6 % des montants.

L'Europe loin derrière l'Asie

Au demeurant, les sommes placées dans les pays développés restent plus faibles que dans le tiers-monde. L'Europe, avec 990 millions de dollars en 1983, demeure loin derrière l'Asie (1,8 milliard) et l'Amérique latine (1,9 milliard). La

sous-évaluation du yen comme les qualités du marché du travail japonais jouent en défaveur de la délocalisation des usines nippones en Occident. Les facteurs en compétitivité de l'archipel restent supérieurs à ceux des pays européens ou des Etats-Unis (en particulier depuis la hausse du dollar). Les groupes japonais (sauf exception, dont le plus connu est Sony) n'ont donc pas d'intérêt économique objectif à s'exporter. Leurs dirigeants (peu parlant l'anglais) n'ont, de surcroît, guère le goût de « l'étranger ». Dans tous les cas, une fabrication délocalisée ne se substitue donc qu'en faible partie aux exportations directes qu'il s'agit, en fait, de promouvoir.

ERIC LE BOUCHER.

Une liaison parfaite: The Bank of Tokyo, Ltd.



The Bank of Tokyo, Ltd. est en mesure d'assurer une liaison parfaite entre vos opérations locales et internationales grâce à l'expérience de ses services et à l'étendue de son réseau, le plus vaste de toutes les banques japonaises. Plus de 260 bureaux, succursales et filiales ainsi que 2100 banques correspondantes constituent un réseau maître dans l'exécution de vos opérations financières. Essayez et comparez.

Nous sommes certains d'être les plus rapides, les plus fiables et les plus économiques. Dans la mise en place des prêts syndiqués internationaux comme dans les transactions locales les plus simples, The Bank of Tokyo, Ltd. vous offre un service soigné digne de vous.

Le premier plan de la Banque Internationale d'Asie 1983
BANK OF TOKYO
Head Office: 1-2-1, Nishi-Shinjuku, Tokyo 160, Japan
Branches: 44 in Japan, 44 in Europe, 100 in Asia, 7 in Africa

LE MONDE
diplomatique

DÉCEMBRE 1984

**DES AMÉRICAINS
MOINS TRANQUILLES**

EN VENTE: 11 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Cartier

SACS A MAIN

le motif de Cartier

**L'AN 2000
SE LÈVE À L'EST**

autrement

350 PAGES 75 F EN LIBRAIRIE
autrement

KENWOOD
Hi-Fi - VIDEO - CAR HI-FI

3^e constructeur mondial de matériels haute fidélité, KENWOOD s'est résolument orienté vers l'innovation technologique et d'avant-garde tant dans le domaine du son que dans le domaine de l'image.

Hi-Fi d'appartement, Hi-Fi pour voiture, Vidéo : la marque KENWOOD est présente sur tous les fronts de l'électronique avancée.

TRIO-KENWOOD FRANCE S.A. - Hi-Fi - Vidéo - Car Hi-Fi
5, boulevard Ney - 75018 PARIS - Tél. (1) 202.70.20 - Télex 212629.
TRIO-KENWOOD CORPORATION - Shinjogai Shibuya Building, 37-5, 2-chome, Shibuya, Shibuya-ku, TOKYO 150 - JAPON

Résultat

*Sondage du Centre

Chapitre 150

صكرا عن الامم

T JAPON

... LE MONDE - Samedi 15 décembre 1984 - Page 21

s placements nippons

Les placements nippons ont été en forte hausse ces derniers mois, notamment dans le secteur de l'immobilier et de l'industrie.

L'Europe lancée derrière l'Asie

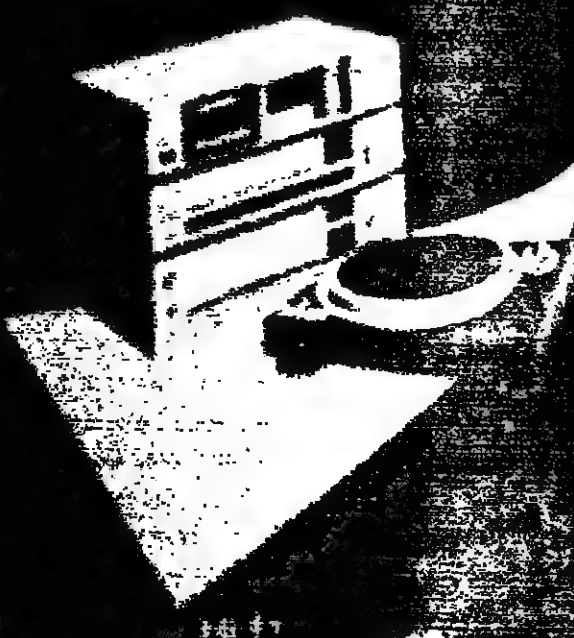
Les investisseurs européens ont commencé à se tourner vers l'Asie, attirés par les perspectives de croissance et les faibles coûts de l'immobilier.

Une liaison parfaite:
The Bank of
Tokyo, Ltd.



BANK OF TOKYO

ENWOOD
VIDEO - CAR Hi



Résultat du dernier sondage* :

RTL

toujours
1^{ère}
radio
de France

RTL reste en tête
de toutes les stations de radio
et remercie ses auditeurs

*Sondage du Centre d'Etudes des Supports Publicitaires (Octobre/Novembre 1984)

C'est la neuvième fois consécutive que RTL publie cette page.

La famille de Boule

Le 26 décembre 1984, la famille de Boule se réunit pour célébrer le centenaire de la mort de Charles Boule. L'occasion est prise pour présenter une série de spectacles qui ont été réalisés par les membres de la famille. Ces spectacles sont présentés dans les salles de la famille de Boule, à Paris. Les spectacles sont présentés dans les salles de la famille de Boule, à Paris. Les spectacles sont présentés dans les salles de la famille de Boule, à Paris.

L'Orchestre de la famille de Boule

L'Orchestre de la famille de Boule est un orchestre composé de membres de la famille de Boule. L'Orchestre de la famille de Boule est un orchestre composé de membres de la famille de Boule. L'Orchestre de la famille de Boule est un orchestre composé de membres de la famille de Boule.

La famille de Boule

La famille de Boule est une famille célèbre. La famille de Boule est une famille célèbre. La famille de Boule est une famille célèbre. La famille de Boule est une famille célèbre.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'ILE DE TULIPATAN : Mouton (331-11-99), 20 h 45.
KIDNAPPING : Poche (548-92-97), 21 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : La Traviata.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Carmen.
SALLE DES FILLES DU CALVAIRE (331-11-99), 20 h 45 : L'Île de Tulipatan.
SALLE DES FILLES DU CALVAIRE (331-11-99), 20 h 45 : L'Île de Tulipatan.
SALLE DES FILLES DU CALVAIRE (331-11-99), 20 h 45 : L'Île de Tulipatan.

Les autres salles

A DELAIZET (87-97-34), 20 h 15 : Miroir.
ADYAR (théâtre) (296-01-47), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.
AKRAKAS CENTER (258-97-62), 19 h 30 : Opus.
AMANDIERS DE PARIS (366-42-17), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.
ANTOINETTE (208-70-11), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.

MATHURINS (245-80-80), 20 h 45 :

Mathurins 21 : Le 21 h 15 : L'Île de Tulipatan.
MATHURINS 22 : Le 21 h 15 : L'Île de Tulipatan.
MATHURINS 23 : Le 21 h 15 : L'Île de Tulipatan.
MATHURINS 24 : Le 21 h 15 : L'Île de Tulipatan.
MATHURINS 25 : Le 21 h 15 : L'Île de Tulipatan.

La danse

AMERICAN CENTER (335-21-50), 21 h : C. D'Amico, R. Moore.
CIRQUE D'ÉTÉ (338-24-19), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.
ESPACE CARDIN (246-17-41), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 14 décembre

Opérettes
ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.
ELYSEES-MONTMARTRE (252-25-15), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.

cinéma

La Cinéma
CHARLOT (78-24-24), 15 h : L'Île de Tulipatan.
CHARLOT (78-24-24), 20 h 30 : L'Île de Tulipatan.

poche

DELMAIS-BIERRY 548.92.97
KIDNAPPING
CATHERINE RIHOIT

LE MONDE - Samedi 15 décembre 1984 - Page 23

SPECTACLES

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A. v.a.) :
Espace Galt, 14 (327-95-94).
FLEURS DE PAPIER (A. v.a.) : St-André des Arts, 4 (326-48-18).
LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (374-93-50).

LES FILMS NOUVEAUX

ATTENTION LES DÉGATS, film de E. B. Chuchet, V.F. : 19 h 30 (326-83-93).
SAUVAGE ET BEAU, film français de Frédéric Rossif, Forum, 1 (297-53-74).
SOS FANTOMES (Ghostbusters), film américain d'Ivan Reitman, V.F. : Forum, 1 (297-53-74).

La série « Fleurs de Coins » : un cadeau original ... et millésimé !

FRANCE
MONNAIE DE PARIS
830 F
Administration des Monnaies et Médailles
11, quai de Conti - 75270 PARIS Cedex 06
Tél. 329.12.14
Département Monnaies de Collection - poste 521
BON DE COMMANDE :
« FLEURS DE COINS » 1984
à découper et à adresser à :
Administration des Monnaies et Médailles
11, quai de Conti 75270 PARIS Cedex 06
Veuillez m'adresser : (nom) _____
au prix de 830,00 F la série, soit au total _____
NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
C/joint : ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal
au nom de Mlle M. Régisseur de Recettes du Service des Médailles.

Le Monde

économie

SOCIAL

Les enjeux de la flexibilité

Au fur et à mesure que l'on approche de l'échéance du 15 décembre, date de la dernière réunion de négociation sur la « flexibilité » de l'emploi, le ton monte dans les milieux patronaux, syndicaux et gouvernementaux. La CFDT et FO ont fait, l'une et l'autre, des déclarations quelque peu solennelles pour réaffirmer leur volonté d'aboutir à un accord à condition que le CNPF retrouve le chemin du compromis.

La CGT s'insurge contre l'« agression anti-sociale » qui se prépare avec le concours de quatre syndicats accusés de « capitulation », s'efforçant au passage qu'on ait rejeté sa proposition « d'une discussion publique retransmise en direct par les moyens d'information ». (1) M. Michel Delebarre, ministre du travail, accusé de cacher dans ses tiroirs un « projet flexibilité », affirme « l'attachement du gouvernement à la négociation contractuelle ». C'est la veille d'arriver.

L'enjeu de la négociation en cours est, il est vrai, très important, et l'on comprend que chacun le prenne au sérieux même si des calculs internes propres à chaque organisation, syndicale ou patronale, nuisent à un véritable débat sur le fond. La flexibilité, voilà belle lurette que le Japon ou les Etats-Unis ont compris la nécessité - sous des formes parfois peu exportables en Europe. En juillet dernier, la Commission européenne a engagé une réflexion sur « les rigidités du marché du travail » (le Monde du 2 octobre), et le gouvernement ouest-allemand a pris, dès août, des orientations favorisant la flexibilité du marché du travail. A défaut de courir après la

croissance, la « flexibilité » serait-elle devenue le seul moyen de redonner aux entreprises les souplesses nécessaires pour créer des emplois ? Les syndicats doivent-ils pour ce faire procéder à une grande toilette de printemps, quitte à revenir sur quelques acquis chèrement obtenus ?

Le mérite de la France, qui n'est pas nécessairement le pays européen qui détient le record des rigidités sur le marché du travail, est de rechercher la flexibilité par la voie contractuelle. La difficulté est que si le CNPF veut obtenir un certain nombre de dérogations, il n'arrivera pas à chaque fois substituer le contrat au règlement. Sauf à attendre une éventuelle alternance politique en 1986, le patronat doit donc, pour obtenir satisfaction, soit remporter un succès contractuel, soit emporter l'adhésion du gouvernement. Or la politique contractuelle à un prix à payer qui peut être élevé : la flexibilité ne peut aboutir à une sorte de libéralisme social à l'état pur.

A quelques jours de l'assemblée générale du 18 décembre, l'attitude du CNPF - qui a déjà dû lâcher sur conseil exécutif sur les ENCA (emplois nouveaux à contraintes allégées) - suscite bien des débats dans les fédérations professionnelles. Il a le choix entre deux possibilités, risquées l'une comme l'autre. Il peut tout d'abord considérer que l'obtention d'un accord, conclu obligatoirement avec FO et la CFDT, lui demandera tant de concessions qu'il sera trop éloigné de ses revendications initiales. L'échec est alors garanti. Il peut aussi estimer que la signature d'un accord national interprofessionnel justifie son rôle de maître de ballet du monde patronal, alors que de plus en plus d'entreprises font entendre une petite chanson selon laquelle elles n'ont nul besoin du CNPF pour innover sur la maîtrise négociée des mutations, la durée du travail ou la flexibilité. Rappelons sa raison d'être (les adaptations législatives ne peuvent venir que d'un accord national), cela devrait l'inciter au compromis.

Du côté des syndicats, des idées d'aboutir - tous sauf la CGT, - la contrainte est différente, même si eux aussi sont dans une période où ils ont besoin de rappeler leur utilité et leur efficacité. La CFDT s'est déjà émancipée de la CGT en signant avec les trois autres sur la durée du travail en 1981 et sur la formation en alternance en 1983. Mais FO et la CFDT ont des conceptions du syndicalisme tellement antagonistes qu'un peu vers l'un ou l'autre semble un recul pour l'autre. FO « bouge beaucoup », dit-on, notamment sur les contrats à durée déterminée, mais elle ne veut pas entendre parler de l'annulation de la durée du travail.

Politiquement, il est clair que FO et la CFDT veulent signer, mais si on ne leur demande pas d'aller à Canossa. Les syndicats ne peuvent payer un accord d'un nouvel affaiblissement : si des garanties sociales sont remises en cause, le CNPF devra donc proposer, selon l'expression d'un dirigeant patronal, des « acquis de substitution ». Lesquels ?

Echec ? Succès ? Pour l'heure, syndicats et patronat tentent d'harmoniser leurs positions et de nombreux contacts sont en cours. Dans l'immédiat, c'est de la politique contractuelle imprimant le mouvement ou l'accompagnement dans les branches et les entreprises que vient d'être observée. Même si sa réflexion est très avancée sur les contrats à durée déterminée et le travail temporaire, il dément avec énergie avoir des textes tout prêts en cas d'échec. Simple apparence ? Politiquement, il aura plus à perdre qu'à gagner de voler au secours d'un patronat qui aurait maintenu entière l'hostilité des syndicats à ses conceptions de la flexibilité.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La CGT indique que « des observateurs venant de toutes les régions seront présents à Paris en contact avec la négociation et rendront compte, demi-heure par demi-heure, dans les journaux de travail régionaux ».

SEITA : M. EMMANUELLI MAINTIEND L'ESSENTIEL DU PROJET DE NOUVEAU STATUT

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation, a annoncé, le 13 décembre, au cours d'une réunion tripartite (direction, syndicats, Etat), qu'il maintenait les points les plus controversés du projet de nouveau statut du personnel de la SEITA à l'origine du conflit. Les quatre dispositions inévitables dans le projet de statut sont : la suppression des quotas de recrutement au bénéfice des familles de salariés de la SEITA ; l'introduction du critère du mérite dans l'avancement ; l'obligation de mobilité des salariés en cas de « modifications structurelles » au sein d'un établissement ; l'alignement progressif du régime spécial de retraite sur le régime général.

Le gouvernement, a indiqué M. Emmanuelli, a voulu réaliser l'équilibre entre la souplesse nécessaire à la gestion de la SEITA et les garanties du personnel. Ainsi, « un certain nombre de concessions » ont été faites aux syndicats, notamment sur la possibilité donnée aux salariés de faire appel des notations qui leur sont attribuées, sur les modalités de représentation du personnel et sur des aménagements d'horaires. Les syndicats se sont montrés déçus, mais ils sont restés évasifs sur les éventuelles actions qu'ils pourraient mener. Pour la CGT, cette réunion, si l'on excepte quelques points (...), n'a fait que confirmer les attaques contre les droits acquis des personnels ».

MAITRISE DE L'ENERGIE

Mardi 18 décembre dans "Le Monde" daté 19

- Régionalisation et contrats de plan.
- Matières premières : les nouveaux chercheurs d'or.
- L'invité du mois : Pierre Gaussons, président de la Commission énergie des ingénieurs et scientifiques de France.

Des industriels parlent du Fonds grands travaux

LE PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE RELEVÉ DE 2,83 % AU 1^{er} JANVIER

Le plafond utilisé pour calculer les cotisations d'allocations familiales et de vieillesse (et les pensions) du régime général de Sécurité sociale va être relevé de 2,83 % au 1^{er} janvier 1985, ce qui le portera à 8 730 F par mois.

Par rapport au 1^{er} janvier 1984, la hausse sera de 7,64 %. Le pourcentage correspond à l'augmentation prévue des prix au moyen terme annuelle sur 1984. En 1984, le relèvement avait été de 9,45 %, soit un peu plus que la hausse des prix. Le relèvement suit aussi l'augmentation du salaire horaire ouvrier entre octobre 1983 et octobre 1984, conformément au décret du 26 juin 1982.

GRÈVES ET MANIFESTATIONS CONTRE DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Judi 13 décembre, plusieurs centaines de salariés ont occupé, de 15 h à 20 h 30 le siège du groupe Bull à Paris, et retardé la réunion du conseil d'administration. Ils protestaient, à l'appel des syndicats CFTD, CGT et CFC, contre les sept cents suppressions d'emplois prévues.

Le même jour, cinq cents ouvriers de l'usine LIT (filiale de Thomson CSF), dans une centaine de véhicules ont bloqué la circulation sur la RN 184, près de la ville. Mille suppresions d'emplois (sur deux mille cinq cents) sont prévues par la direction. Cent cinquante salariés des services d'installation de centraux téléphoniques de Thomson CSF ont occupé le central téléphonique d'Amboiseville pour protester contre les mille cinq cent quarante-cinq suppressions d'emplois annoncées. A Marseille, des salariés de la même société, en grève depuis le lundi 10, ont retenu le directeur commercial et le directeur du département opérations France dans un bureau de la délégation régionale pour obtenir des négociations sur les cent trente-cinq suppressions d'emplois prévues en février 1985.

A Lannion (Côtes-du-Nord), un millier de salariés d'entreprises de téléphonie et d'électronique (CIT-Alcatel, Thomson et LIT) ont plusieurs centaines de licenciements attendus, ont bloqué, ce vendredi 14 décembre pendant la matinée, les accès de la ville.

En outre, l'usine de Rantigny (Oise) d'Isover Saint-Gobain, totalement paralysée depuis mardi 12 décembre, a repris ses activités vendredi matin. Une réunion extraordinaire du conseil général de l'Oise sur l'avenir de l'usine est prévue le lundi 17.

(Publicité)

Société internationale exclusive d'appareils brevetés, autorisée par les constructeurs uniques sur le marché, est le but de garantir le niveau constant de l'huile dans le moteur des voitures, camions, autobus, moyens industriels, moteurs statiques, maritimes, recherche, pour donner l'exclusivité en France, une organisation sérieuse opérant déjà sur tout le territoire, capable d'introduire les produits.

L'originalité des brevets, la solution d'un problème très important et l'énorme marché potentiel ont conduit à un succès immédiat et croissant dans les autres nations, garantissant de hautes rémunérations.

Ecrire à CASELLA T-95, S.P.I., 20100 MILANO (Italie)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Une rupture

(Suite de la première page.)

D'autant que si les entreprises et le territoire français ont certes des problèmes de conversion interne, la concurrence que nous livrent nos partenaires européens est très vive.

Le gouvernement veut précisément que les mesures qu'il vient de prendre incitent les grandes entreprises étrangères, américaines et japonaises notamment, à installer en plus grand nombre leurs quartiers généraux européens en France. Or les procédures de contrôle administratif étaient, semble-t-il, trop lourdes et tatillonnes, et l'on a vu des firmes préférer Bruxelles, Francfort, Milan et Genève à Paris, ou à la Défense (Hauts-de-Seine). Désormais, pour ces implantations étrangères l'agrément sera automatique.

Parallèlement à ces mesures de desserrement des contraintes en l'île-de-France, le gouvernement a demandé à la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) de proposer une réforme des subventions à la création d'emplois en province, notamment dans les pôles de conversion, et de la carte des aides établie en mai 1982. L'efficacité du dispositif actuel (complexé, bureaucratique et truffé de dérogations) apparaît douteuse (1), d'autant que, pour ne pas éveiller les soupçons de la Commission de Bruxelles, les pouvoirs publics se refusent systématiquement à rendre public le montant des subventions attribuées par ces aides aux entreprises qui créent des emplois dans les zones en difficulté.

En outre, les primes accordées en priorité aux emplois, mais proportionnellement beaucoup moins les investissements fortement capitalistes. Il faut donc dans ces dernières se inventer des plans de financement spécifiques si la France veut être aussi compétitive que ses partenaires étrangers, voire recourir à des procédés qui n'ont rien à voir avec l'orthodoxie ou la transparence financière.

Les mesures gouvernementales devraient à l'évidence être bien accueillies par les milieux patronaux, notamment les fédérations du bâtiment et des travaux publics. La construction de bureaux, d'usines, d'entrepôts en l'île-de-France va pouvoir « respirer », et on peut s'attendre à un regain d'activité du marché forcé dans la petite couronne, la plus proche de Paris. Les élus, et notamment M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, qui réclame à or et à cri depuis des années la suppression de l'agrément, se réjouiront du « répit » de ce nouveau cours de l'aménagement du territoire où l'île-de-France n'est plus

mise à l'index. Les élus de province en revanche qui croient toujours que Paris est un « égouttoir » d'où l'on peut extraire des entreprises et transférer des emplois devront désormais se battre pour que leurs régions soient attractives pour elles-mêmes.

Consternation

A la DATAR, les mesures gouvernementales préparées et imposées par les cabinets du premier ministre et du ministre d'Etat ont jeté une certaine consternation parmi les chargés de mission les plus anciens qui notent qu'une page de la « politique volontariste » de réajustage géographique est tournée.

Mais ce que l'on attend avec le plus de curiosité, c'est la réaction des anciens délégués à l'aménagement du territoire qui ont tous aujourd'hui pignon sur rue en région parisienne. M. Chadeau est président de la SNCF, M. Essig est directeur général de la chambre de commerce de Paris, M. Jérôme Monod président rue de Liabonne la Lyonnaise des eaux. Seul M. Olivier Guichard, le pionnier, président à Nantes du conseil régional des pays de la Loire, a épousé résolument la province.

FRANÇOIS GROSCHNARD.

(1) En 1983, les primes d'aménagement du territoire (1,098 milliard) ont permis la création prévue de 4089 emplois, mais pour les six premiers mois de 1984, 494,7 millions de primes n'ont débouché que sur 15789 emplois.

LES VILLES NOUVELLES FAVORISÉES

Les mesures annoncées par le gouvernement sont les suivantes :

- les implantations de bureaux, locaux industriels et entreprises situés dans les villes nouvelles de la région parisienne sont autorisées sans agrément ;
- hors des villes nouvelles, les seuls (au-delà desquels il faut solliciter l'agrément) relatifs aux bureaux sont portés de 1 000 à 2 000 mètres carrés ;
- la construction de bureaux non affectés (bureaux « en blanc ») est libre. L'agrément ne sera exigé qu'au stade de l'utilisation ;
- le seul pour les locaux industriels est porté de 1 500 à 3 000 mètres carrés ;
- la rénovation des bureaux anciens est libre ainsi que l'extension des locaux industriels (dans la limite de 3 000 mètres carrés) ;
- le commissaire de la République d'île-de-France fera chaque année le bilan des implantations d'activités en région parisienne. Le comité de décentralisation jouera un rôle d'observatoire économique et continuera à négocier les programmes de localisation des ministères ;
- le montant de la redevance (500 F au maximum par mètre carré) à verser par les entreprises lorsqu'elles créent des bureaux n'est pas modifié.

RANGER

adresse sa septième lettre d'intention

De notre correspondant

de la situation l'ann de de son futur gouvernement. Avec l'annonce, l'année sera terminée en 1984. Les élections municipales ont été organisées en 1983, les élections départementales en 1984, les élections régionales en 1985, les élections législatives en 1986. L'année 1984 est donc une année charnière, une année de transition, une année de passage de l'ancien à la nouvelle législature. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983.

Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983.

Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983. Le conseil régional des Pays de la Loire a été élu le 15 décembre 1983.

NÉGOCIATIONS DES LOYERS DE LA DETTE CUBAINE

Le 15 décembre 1983, les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées.

Le 15 décembre 1983, les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées. Les négociations des loyers de la dette cubaine ont été organisées.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL TRAMWAY CROO HYDRAULIQUE VILLAGE ET PASTORALE AU NIGER

Le 15 décembre 1983, l'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé.

Le 15 décembre 1983, l'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé.

Le 15 décembre 1983, l'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé.

Le 15 décembre 1983, l'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé.

Le 15 décembre 1983, l'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé.

Le 15 décembre 1983, l'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé. L'appel d'offres international tramway CROO hydraulique village et pastorale au Niger a été organisé.



458^F

PAR MOIS LA 1^{re} ANNÉE

pour une Supercinq: c'est super!

RENAULT BAÏL vous propose un bail avec option d'achat pendant 5 ans (60 mois). Avec un dépôt de garantie initial de 12.940 F égal à l'option d'achat finale, 12 loyers mensuels de 458 F la première année, 693 F la deuxième année et 1.048 F les 3 années suivantes. Coût total en cas d'acquisition 64.380 F. Offre valable jusqu'au 31.12.84, sous réserve d'acceptation du dossier. Modèle présenté RENAULT 5 L. Prix clés en main au 4.10.84 : 42.800 F. Millésime 85. RENAULT BAÏL, S.A. au capital de 150.000.000 F et 51/53, Champs-Élysées, 75008 PARIS. R.C. PARIS B 702 002 221.

Renault Supercinq

RENAULT présente elf

BAGAGERIE

Tout en souplesse, en agneau "toucher" avec 5 couleurs mode.

9759

Paris: 12, rue Turbigo, 41, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tour Miro-Magasin

AIR-INDIA. 1, rue Auber, 75009 Paris. Tél.: 266 90 60.



AFFAIRES

LE DÉMANTÈLEMENT DE CREUSOT-LOIRE

La CGT veut continuer la lutte

Le Creusot. — « Nous avons perdu six mois, il est temps désormais de se remettre au travail. » Au lendemain de la décision du tribunal de commerce de Paris, c'est le soulagement qui domine au Creusot. Désormais, on le sait, les jeux sont faits. Mais si le tribunal de commerce a mis fin à l'incertitude, il a éveillé la vigilance.

« L'épreuve des sentiments partagés », avoue M. Camille Dufour, maire (PS) de la ville et vétéran syndicaliste. Nous avons dit, depuis l'abandon du plan Fives-Cail, que le seul projet industriel, financier, social était celui d'Usinor et de Framatome, mais je ne peux oublier que d'ici quelques semaines, 1100 personnes recevront leur lettre de licenciement. Les élus ont toujours su qu'il y aurait de la peine.

Aujourd'hui, c'est un « plan social exceptionnel qui est présenté, des congés de reconversion à l'issue desquels un emploi sera proposé ». Le maire sera attentif : « Une page est tournée, mais nous ne battons pas pour que le plan social soit appliqué. »

Côté syndical, l'union sacrée est bel et bien morte. Mais la CGC, qui n'a pas été la dernière à mobiliser, ne cache pas aujourd'hui ses sentiments. « Il est important que nous puissions à nouveau travailler dans un cadre juridique normal après les incertitudes de ces derniers mois », affirme M. Michel Pomponet, secrétaire de la métallurgie CGC de Creusot-Loire. La CGC reconnaît, elle aussi, que « le plan d'Usinor et de Framatome est le seul possible ». Cela n'empêche pas la syndicat d'être précautionneux : « Nous sommes anxieux quant aux débouchés que trouveront les salariés à l'issue de leur formation. Et qu'advient-il des établissements qui ne sont repris ni par Usinor ni par Framatome ? » Malgré tout, c'est le réalisme qui domine. « Pour qu'un plan soit valable, il faut qu'il soit pris en

De notre envoyée spéciale
main par des industriels. Usinor et Framatome en sont. »

L'optimisme est de mise à la CFDT. « A périmètre égal, ce ne sont pas 2000 licenciements, comme on l'a dit, mais 3700 qu'on aurait dû nombrer dans la région, affirme-t-on au syndicat. Aujourd'hui, nous savons que Le Creusot perdra 1100 emplois. C'est la fois-ci, nous avons pu négocier le plan social. »

Et puis, Usinor et Framatome ne feront pas « une mauvaise affaire. Le passif de la société provenait surtout de ses filiales. Le secteur énergie gagne de l'argent ; la métallurgie dépense ses objectifs. L'armement le vent en poupe. Creusot-Loire a de l'avenir. Le plan social ? » Compte tenu des FNE et des départs en retraite d'ici à 1988, seules 300 personnes devront trouver un emploi à l'issue de leur formation. « Pour ceux-là, on a des garanties ». Et pourquoi ne pas négocier une diminution de temps de travail ? « Dans la métallurgie, au Creusot, le passage à 36 h 30 permettrait de créer 123 emplois. »

Seule la CGT n'a pas désarmé. Pour le syndicat, la reprise de Creusot-Loire par Usinor et Framatome « ne change pas grand-chose ». « Cette solution ne garantit pas l'avenir », affirme M. Jean-Louis Regnaud, secrétaire de l'union locale CGT du Creusot. Désormais, l'entreprise est bel et bien coupée en deux. Creusot-Loire a, d'autre part, perdu son savoir-faire. Depuis des années, les « vieux » formaient les plus jeunes. Or on n'embauche plus depuis longtemps. Cet acquis sera perdu. « Le plan de formation n'est pas au point. Quels emplois va-on créer dans la région ? A quel cela sert-il de proposer des stages si les salariés n'ont pas de débouchés. La CGT n'a pas dit son dernier mot : « Dès demain, à l'occasion de débrayages, nous expliquerons la situation aux salariés et déciderons avec eux de l'action à mener. » Pour

le syndicat, les choses sont claires : « La CGT poursuivra la lutte. »

Le syndicat se dit représentatif de l'inquiétude des Creusotins. Les élections du 12 décembre aux délégués du personnel du secteur énergie ont démontré que la CGT était en tête, avec 41 % des voix. La CFDT en a recueilli 37 %. La CGC, quant à elle, a fait une percée. D'autre part, lors de la consultation organisée auprès des salariés de Creusot-Loire, le 23 octobre, 50 % du personnel « nous avait donné raison. »

La ville est bien décidée à jouer la carte des pôles de reconversion. Pour le maire, M. Camille Dufour, la région ne manque pas d'atouts. Elle est « désenclavée » par la route et par le TGV. Une zone d'activités, aujourd'hui en friche, va être « modernisée » ; trois cents associations offrent des loisirs à ceux qui le désirent. La ville est « accueillante ».

Tout cela suffira-t-il à attirer des entreprises ? Au Creusot, on a réparti les guirlandes et les sapins de Noël, on veut croire à l'avenir, et les commerçants ne sont pas les derniers soulagés par le jugement du tribunal de commerce de Paris.

« Depuis des mois, affirme l'un d'eux, les Creusotins épargnaient la quasi-totalité de leur salaire et n'achetaient que le strict nécessaire. » La rue du Général-Leclerc, artère principale de la ville, espère retrouver son animation.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Que s'est-il passé le 28 juin ?

Selon que l'on entend les pouvoirs publics ou M. Pinesu-Valenciennne, PDG de Creusot-Loire, les avis divergent sur le déroulement exact de cette journée du 28 juin 1984, au cours de laquelle fut prononcé le règlement judiciaire de Creusot-Loire.

Dans la matinée, une rencontre est bien intervenue entre le président de Creusot-Loire, M. Berthoin, administrateur de la société, et M. Louis Schweitzer, directeur de cabinet de M. Fabius, alors ministre de l'Industrie, chef du ministère du tribunal de commerce de Paris. M. Duchin, dans le sixième arrondissement. Le premier en est ressorti avec la certitude qu'un accord était acquis sur la base de l'entrée de banques et d'institutionnels dans le capital de Schneider en échange de la transformation des prêts participatifs de Creusot-Loire en fonds propres. Les pouvoirs publics, en revanche, nient, aujourd'hui, qu'un accord soit intervenu. Il est vrai qu'il en croit M. Pinesu-Valenciennne. M. Schweitzer l'a appelé dans la soirée du 28 juin, une fois le règlement judiciaire prononcé, pour lui dire que la

réunion du matin pour laquelle il s'était dit « mandaté par le gouvernement » n'avait « pas eu lieu ».

Entre-temps à Matignon, en l'absence de M. Mauroy, en déplacement en Italie (et non de M. Delors comme nous l'avons écrit dans le Monde du 13 décembre), une réunion aura été organisée en présence de MM. Delors, Fabius et Badinter et de six conseillers, MM. Boubill, de l'Elysée, Lamy et Appert, de Matignon, Lagayette, de l'économie, Schweitzer, de l'Industrie, et Lyon-Caen, du ministère de la Justice. « C'est la décision qui a été prise à l'issue d'une réunion de l'absence de M. Mauroy, c'est qu'il ne pouvait y avoir de divergence entre MM. Delors et Fabius », affirme, aujourd'hui, l'un des participants à cette réunion. En revanche, plusieurs intervenants sur le dossier reconnaissent qu'avant le 28 juin l'appréhension sur la situation était loin d'être la même entre la Rue de Rivoli et la Rue de Grenelle.

B. D.

MONNAIES

DOLLAR : 9,51 F

Le dollar s'est raffermi sur les marchés des changes à la veille du week-end, passant de 9,49 DM à 9,50 DM et de 9,47 F à 9,51 F, malgré les interventions de la Banque fédérale d'Allemagne. A l'origine de ce raffermissement, on trouve l'annonce d'une forte augmentation des ventes au détail aux Etats-Unis, qui pourrait élargir le spectre de la récession.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SE-UL	9,5180	9,5210	+ 137	+ 147
S. can.	7,1618	7,1748	- 5	+ 13
Yen (100)	3,5207	3,5414	+ 134	+ 143
DM	3,4654	3,4673	+ 123	+ 132
Fl. franc	2,7163	2,7187	+ 111	+ 117
F.S. (100)	16,9425	16,9519	+ 52	+ 58
F.S. franc	3,2158	3,2191	+ 160	+ 173
L. (100)	4,9728	4,9776	+ 181	+ 183
E. franc	11,3169	11,3300	+ 171	+ 178

TAUX DES EUROMONNAIES

	8 1/16	8 7/16	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
SE-UL	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
Fl. franc	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
F.S. (100)	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8
L. (100)	15	14	14	14	14	14	14	14	14
E. franc	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
F. franc	10 11/16	10 13/16	10 13/16	10 13/16	10 13/16	10 13/16	10 13/16	10 13/16	10 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Querelles de chiffres

Quel est le coût exact de la faillite de Creusot-Loire pour les pouvoirs publics et, d'une manière plus générale, pour la collectivité ? Experts du gouvernement et du tribunal de commerce semblent en désaccord sur ce point.

Si l'on en croit l'administrateur judiciaire, M. Lafont, la vente d'actifs (principalement la participation de Creusot-Loire dans Framatome, soit 395 millions de francs, le prix de reprise d'autres sociétés) couvre à peine le coût de la liquidation : frais d'administration judiciaire des syndicats, déficits des six derniers mois et remboursements à l'AGS (Association pour la garantie des salaires). C'est dire que l'ensemble du passif — « 5,5 à 6 milliards de francs » — subsistera et que les créanciers ne toucheront rien. Les créanciers, de leur côté, estiment que le passif est de 1,8 milliard de francs, la collectivité financière (obligataires, établissements de crédit pour 923 millions de francs), le fisc, Framatome et les fournisseurs.

Or, dans ce passif, ne sont pas inclus les coûts sociaux (350 millions de francs au minimum), les cautions données pour 3 milliards de francs par les banques — et dont certaines seront mises en œuvre du fait de retards de livraison —, les sinistres éventuels sur fabrication ancienne (possibles sur les turbines). Le passif ne prend évidemment pas en compte les aides de l'Etat à Usinor et à Framatome, en augmentation de capital (200 millions de francs à Usinor), prêts participatifs et financements d'investissements (300 à 500 millions de francs). Certes, les 6 à 8 milliards ainsi apparentés ne sont pas entièrement des fonds publics, mais dans de nombreux cas, même lorsqu'il s'agit des fonds privés (crédits des fournisseurs de Saône-et-Loire, par exemple), l'Etat fait jouer une procédure de soutien pour éviter les défits de bilan.

Les pouvoirs publics estiment, quant à eux, que l'ardoise de Creusot-Loire ne dépassera pas 2,5 milliards de francs pour les deniers publics. Ils contestent « l'ampleur d'un passif dont on ne connaît pas encore le volume ». Avec l'action en « comblement de passif » intentée par le tribunal et pour laquelle trois experts ont été désignés le 13 décembre, il est possible que les dirigeants du groupe — dont M. Pinesu-Valenciennne, PDG de Creusot-Loire depuis le 1^{er} janvier 1983 — soient amenés à combler partiellement le déficit. Les créances exigibles des banques seraient, selon eux, de 1,4 milliard de francs, à quoi s'ajouteraient un coût social de 300 millions et 500 à 700 millions d'aides directes à Framatome et à Usinor.

B. D.

Nominations

● A l'association des sociétés françaises d'auto-roulages, M. JEAN MILLER a été nommé président en remplacement de M. Maurice Herzog. M. Miller, qui préside la société des Autoroutes du sud de la France (ASF) et des Autoroutes de la côte basque (ASCOBA), vient d'être également porté à la présidence de l'Association pour la sécurité sur les autoroutes (ASECAR).

● En Grèce, M. STATHIS GOURDOMIHALIS, soixante ans, a été élu président de l'Union des armateurs grecs (UAG) par les trente nouveaux membres du comité directeur. M. Gourdomihalis remplace M. Aristomenes Karageorgis (cinquante et un ans), qui occupait le poste de président de l'UAG depuis janvier 1982. La flotte grecque, sous pavillon hellénique ou sous pavillons de complaisance, est la première du monde.

● A la banque Louis-Dreyfus, M. PHILIPPE DEMAIN, quarante-six ans, a été nommé membre du directeur, responsable des affaires administratives. Docteur en droit de l'université de Louvain, M. Demain était jusqu'à présent directeur du département « crédits de l'administration centrale » de la banque Bruxelles Lambert.

ICI rachète la division chimique du groupe américain Beatrice

Le groupe britannique ICI, cinquième chimiste mondial avec un chiffre d'affaires supérieur à 100 milliards de francs, renforce son implantation aux Etats-Unis. Il vient de racheter pour 750 millions de dollars (7,2 milliards de francs) la division chimique de la firme multinationale américaine Beatrice, très connue surtout pour ses activités dans l'industrie agro-alimentaire (sixième mondial, 145 milliards de francs de chiffre d'affaires).

C'est l'acquisition la plus importante faite par ICI aux Etats-Unis depuis le rachat d'Atlas Chemicals en 1971. Elle va permettre au groupe de porter de 1,5 à 2 milliards de dollars (14,3 à 19 milliards de francs) le montant de son chiffre d'affaires outre-Atlantique et d'améliorer sensiblement la rentabilité de ses investissements là-bas.

M. ALAIN MEYER
NOUVEAU DIRECTEUR DE L'OJD

L'Office de justification de la diffusion (OJD), qui tenait son assemblée générale le 12 décembre, a procédé au renouvellement de son conseil d'administration. M. Etienne Baillon a été élu président. M. Alain Meyer, secrétaire général de l'OJD, est nommé directeur général, en remplacement de M. Gaston Treillou, qui devient directeur délégué du conseil d'administration. M. Dominique Pancaldi, attaché de direction à l'Office, est nommé sous-directeur.

(Né le 14 avril 1940 à Paris, M. Alain Meyer, diplômé d'études supérieures en sciences physiques et diplômé du Centre de perfectionnement aux affaires, débute chez Publicis, puis dans la publicité chez Publicis, Entré à la Compagnie européenne de publication, il devient directeur des études à l'Edition nouvelle (1978-1982) avant d'entrer à l'OJD en tant que secrétaire général.)

ETATS-UNIS

● Forte hausse des ventes au détail. — Les ventes américaines au détail ont progressé de 1,8 % en novembre, soit leur plus importante augmentation mensuelle depuis avril dernier. Cette forte reprise (+ 0,1 % en octobre) a été attribuée pour une bonne part aux achats du public à l'approche des fêtes de fin d'année. Au total, les ventes ont atteint 110,3 milliards de dollars, soit un niveau supérieur de

LA BATAILLE DES HUILIERS FRANÇAIS

Astra-Calvé se lance dans l'arachide

La bataille des huiliers bat son plein, animée par la « libération des formes », cette abrogation d'une loi de 1897 qui autorise la vente des margarines autrement qu'en cube. La margarine, c'est, en France, l'affaire d'Astra-Calvé, filiale de la multinationale anglo-néerlandaise Unilever. Leader, avec 63 % du marché des margarines de table, Astra-Calvé, qui toutes activités confondues, réalisera en 1984 un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de francs (+ 25 % sur 1983), a anticipé cette modification de la législation, prévisible depuis 1982. La société a consacré, en 1983 et en 1984, 45 millions de francs pour changer radicalement la présentation de sa gamme de margarines, présente désormais sur le marché sous forme de barquettes et de plaquettes.

Son principal concurrent, le groupe Lesieur, a décidé (le Monde du 14 décembre) de concurrencer Astra dans sa spécialité, les corps gras au tournesol, en lançant des produits nouveaux en barquettes, bien sûr. Astra, de son côté, réagit sur le secteur des huiles, où il n'est que le numéro deux, avec 25 % du marché, derrière Lesieur, qui atteint 35 %.

Mais la filiale d'Unilever a une gamme plus étendue : 42 % des parts de marché de l'huile au tournesol, une option prise il y a quelques années et qui a eu la chance de correspondre aux préoccupations diététiques du moment, à la croissance de la production nationale et au déclin de l'arachide dont l'approvisionnement s'est fait moins sûr : 28 % du

LA BATAILLE DES HUILIERS FRANÇAIS

Astra-Calvé se lance dans l'arachide

marché de l'huile de maïs et 18,5 % de celui de l'olive, avec le rachat récent de la société Pugal. Or la contre-attaque se fera sur l'huile d'arachide, a laissé entendre M. Georges Robin, PDG d'Astra-Calvé.

La décision paraît curieuse, puisqu'il s'agit d'une spécialité en déclin et dans laquelle Lesieur est le leader incontesté. Mais Astra veut être présent dans l'ensemble de la gamme et estime que, même sur un secteur en diminution, il y a une place à prendre. L'explication tient en deux chiffres : alors que la consommation totale d'huile par les ménages a diminué en France de 3 % en deux ans, la production d'Astra-Calvé a augmenté de 23 % en volume. Les deux groupes huiliers français sont pourtant soumis aux mêmes contraintes : hausse du prix des matières premières, concurrence jugée absurde et coûteuse du beurre de Noël, contrôle des prix interdisant une répercussion totale des charges.

M. Georges Robin déclare souffrir d'un handicap supplémentaire : n'étant pas considéré par le Trésor comme un négociant international, Astra-Calvé n'a pas le droit de se couvrir à terme en devises, afin de réduire les aléas des variations du dollar. Malgré cela, le « challenger » du tournesol et du maïs progresse en déclinant du numéro un des huiles. Affaire d'adaptation des produits au marché, dit-on ; affaire de concurrence, en tout cas.

J. G.

DÉVOUEMENT PROCHE

DANS L'AFFAIRE BOUSSAC

Adieu aux banques Worms et Eurofin (40 % Hava, Bif, CBF, 60 % Générale des Baux, Compagnie du Midi, Drouot, American Express), M. Maurice Bidernan vient de déposer auprès des pouvoirs publics un projet de reprise de la Société foncière et financière Agache-Willet, cédée de volée de l'Empire-Boussac, auquel Boussac, une des premières entreprises françaises du bâtiment et des travaux publics, est associé pour une part minoritaire.

L'apport financier initial proposé par M. Bidernan et ses alliés est de 500 à 600 millions de francs. Il est supérieur à l'offre déposée par M. Bernard Arnaud, président de la société Ferret-Savinel (Fénel), soutenu par la banque L. Dreyfus, d'un montant de 400 millions de francs. Les pouvoirs publics vont discuter durant le week-end de ces deux propositions de rachat, qui pourraient bien être les dernières.

La Laiterie de Roubaix (groupe Prouvost) n'est plus en lice, assurément dans les milieux bien informés. M. Bernard Tapie est d'autre part très indécis. « Mon plan, nous a-t-il déclaré, présente une faiblesse vis-à-vis des décideurs. Il ne comporte que des capitaux étrangers. » Si M. Tapie se décidait, il soumettrait son offre lundi 17 décembre, à moins qu'un haut lieu l'en ait déjà tranché pour une des deux propositions en présence.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

La Société des rédacteurs du Monde est convoquée le mercredi 19 décembre 1984, à 15 heures

en assemblée générale ordinaire au siège des Assurances générales de France, 87, rue de Richelieu, Paris (9^e).

Ordre du jour : nomination d'un ou de plusieurs candidats à la présidence de la SARL Le Monde ; autorisation donnée au gérant de vendre les immeubles sis 5-7, rue des Italiens, et 14, rue du Helder, à Paris (9^e).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

NEW-YORK

Les marchés financiers ont été marqués par la hausse du dollar et la baisse des obligations d'Etat. Le dollar a gagné 0,01 dollar par rapport au franc, passant de 9,49 à 9,50. Les obligations d'Etat ont baissé de 1/8 de point, passant de 101 1/8 à 101 1/4.

Le marché des actions a été calme, avec une légère hausse des valeurs européennes. Le CAC 40 a gagné 10 points, passant de 1010 à 1020. Les valeurs américaines ont baissé de 10 points, passant de 100 à 90.

Le marché des devises a été marqué par la hausse du dollar et la baisse du yen. Le dollar a gagné 0,01 dollar par rapport au franc, passant de 9,49 à 9,50. Le yen a baissé de 0,01 yen par rapport au franc, passant de 3,52 à 3,51.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

La Société des rédacteurs du Monde est convoquée le mercredi 19 décembre 1984, à 15 heures en assemblée générale ordinaire au siège des Assurances générales de France, 87, rue de Richelieu, Paris (9^e).

Le marché des actions a été calme, avec une légère hausse des valeurs européennes. Le CAC 40 a gagné 10 points, passant de 1010 à 1020. Les valeurs américaines ont baissé de 10 points, passant de 100 à 90.

Le marché des devises a été marqué par la hausse du dollar et la baisse du yen. Le dollar a gagné 0,01 dollar par rapport au franc, passant de 9,49 à 9,50. Le yen a baissé de 0,01 yen par rapport au franc, passant de 3,52 à 3,51.

Le marché des obligations a été marqué par la baisse des obligations d'Etat. Les obligations d'Etat ont baissé de 1/8 de point, passant de 101 1/8 à 101 1/4.

Le marché des actions a été marqué par la hausse des valeurs européennes. Le CAC 40 a gagné 10 points, passant de 1010 à 1020.

45, RUE DU BAC, PARIS 6^e
(métro : Bercy) tél. : 222.12.60
23-25, RUE DU ROCHER, 8^e
(à 100 m de St-Lazare) tél. : 522.62.46
GARANTIE 2 ANS - CREDIT TOTAL IMMEDIAT
Après acceptation du dossier 150 24,50 à 25,50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Bleu-blanc-rouge », par Laurent Goussier; « Un crime judiciaire », par Bernard Cassi.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT
5. AFRIQUE
6. ASIE
- INDE : la remise en route de l'usine de Bhopal.
7. EUROPE
8. UNESCO
9. AMÉRIQUES
- PANAMA : le plan d'autorité du gouvernement.

89 FM

à Paris

ABO « Le Monde »
232-14-14
Vendredi 14, 19 h 25 :
(appels possibles dès 19 h)

Les conflits du Proche-Orient

ERIC ROULEAU
répondre aux questions
des auditeurs et des lecteurs
(Débat animé par François Koch)

POLITIQUE

8. La situation en Nouvelle-Calédonie
10. Le XV^e congrès du PSU.
- LA CONVENTION DU PS.

SOCIÉTÉ

11. Après la mise en liberté des docteurs Diallo et Archambault à Poitiers.
12. Paris plus sévère pour ses immigrés.
- ECHECS.

SUPPLÉMENT

- 13 à 19. JAPON : poursuivre le crématorium.

CULTURE

22. CINÉMA.
- MUSIQUE : la famille de Boulez.

ÉCONOMIE

26. SOCIAL : les enjeux de la flexibilité.
28. AFFAIRES : le démantèlement de Cuscat-Lain.

RADIO-TÉLÉVISION (24)

INFORMATIONS
« SERVICES » (20):
« Le week-end d'un chineur »; « Journal officiel »;
Loto; Météorologie.

« Annonce classées (25); Car-
net (20); Programmes des spec-
tacles (23-24); Mots croisés
(X); Marchés financiers (29).

• **Marché Saint-Germain.** — M. Jacques Chirac, maire de Paris, a donné, jeudi 13 novembre, son accord au projet des architectes Olivier-Clement, Caroub et Yves Ros pour le marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement de Paris. Cette décision, qui intervient après quinze ans de polémiques, au cours desquelles se sont trouvés les bâtiments de Blondel (1813), classés monuments historiques, n'épuise pas l'opposition d'un certain nombre d'habitants du quartier, regroupés dans une association conduite par M^{me} Prouté.

Le premier magasin de tissus à droite, en remontant les Champs-Élysées



TISSUS
« COUTURE »
L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Les explications de M. Mitterrand ont été « parfaitement comprises » par les Etats africains

déclare M. Dumas au conseil des ministres

Au cours du conseil des ministres réuni vendredi 14 décembre à l'Élysée, M. Roland Dumas, nouveau ministre des relations extérieures, a commenté le voyage que le chef de l'Etat vient d'achever en Afrique. Il a affirmé que l'« intérêt et le succès de ce voyage ont été exceptionnels », et que l'importance de ce voyage « a échappé à quelques-uns des commentateurs » qui en ont, selon lui, occulté l'« intérêt majeur, au moins dans un premier temps ».

Au sommet de Bejumbura, les thèmes essentiels ont été, selon lui, « économiques et financiers ». Sur le Tchad, cependant, M. Dumas a estimé que l'explication fournie par le président de la République aux Etats africains a été « parfaitement comprise ». La France a-t-elle dit, rapportant ainsi l'essentiel des propos tenus par M. Mitterrand, n'avait aucune obligation légale d'intervenir au Tchad, car elle n'a pas avec ce pays d'accords de défense. Elle était même « un peu en infraction », a-t-il ajouté, car la convention signée par M. Chirac, alors premier ministre, le 4 mars 1976, interdisait aux troupes françaises de « remettre les pieds » — selon l'expression du ministre des relations extérieures — sur le territoire du Tchad. D'après M. Dumas, beaucoup de pays africains ignoraient cette disposition. Dans ces conditions, la France est intervenue à la demande du gouvernement légal du Tchad, car elle défend une doctrine d'équilibre en Afrique qui lui fait « un devoir moral et politique » de réagir chaque fois qu'un pays est menacé par une entreprise extérieure.

M^{me} Georgina Dufort, nouveau porte-parole du gouvernement, rendant compte du reste des travaux du conseil, a indiqué qu'il avait approuvé un protocole amendant la Convention de Chicago sur l'aviation civile internationale. Ce protocole pose, pour la première fois en droit international, le principe de l'interdiction d'utiliser des armes contre les avions civils en vol. Il a été conclu à l'initiative de la France pour prévenir le renouvellement de

A la présidence du Festival de Cannes

M. PIERRE VIOT SUCCEDE A M. FAYRE LE BRET

M. Pierre Viot a été élu à l'unanimité, le 14 décembre, président de l'Association du Festival de Cannes, en remplacement de M. Robert Favre Le Bret, sur proposition de celui-ci.

M. Favre Le Bret présidait aux destinées du festival depuis sa création en 1946, comme délégué général, puis comme président. Il est nommé président honoraire, demeure membre de droit du conseil d'administration et chargé des relations internationales du festival.

M. Pierre Viot a été directeur général du Centre national de la cinématographie de 1973 à octobre 1984.

• **Football : Coupe d'Europe.** — Le Girondin de Bordeaux sera opposé à l'équipe soviétique de Dniepr-Dniepropetrovsk (Ukraine) en quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Le match aller aura lieu le 6 mars à Bordeaux et le match retour le 20 mars en Union soviétique.

Le numéro de « Monde » daté 14 décembre 1984 a été tiré à 457 932 exemplaires

25^{ème} ANNIVERSAIRE

Rémy
-40%
MEUBLES - SIÈGES
COPIES D'ANCIEN
SALONS
cuir et contemporain
marqués d'un petit vert
et des conditions exceptionnelles
dans nos 4 magasins
du 15 décembre au 31 janvier
REMY - Paris
80, 82, 84 et 86 St Antoine

drames comparables à celui intervenu le 1^{er} septembre 1983 lorsqu'un avion de la compagnie Korean Airlines a été abattu par des avions de chasse soviétiques avec deux cent soixante-neuf passagers à son bord.

Le conseil a également adopté un projet de loi sur la publicité des armes à feu et des munitions dont il s'agit d'éviter la banalisation.

Le conseil a enfin entendu une communication de M. Henri Emma-

nnelli, secrétaire d'Etat chargé du budget sur les résultats de la lutte contre la fraude fiscale. Bien que le nombre de ces contrôles n'ait pas augmenté en 1983 par rapport à l'année précédente (il est d'environ 43 000) leurs résultats s'améliorent sensiblement. Ils ont rapporté un peu plus de 19 milliards de francs en 1983 contre 16 milliards en 1982, 12 en 1981 et 11 en 1980.

AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

M. Jacques Gonthial va être nommé sous-directeur de la police scientifique

Plusieurs mesures individuelles concernant le ministère de l'Intérieur ont été annoncées au conseil des ministres du vendredi 14 décembre. D'autres, qui visent plus particulièrement la police nationale, vont suivre dans le courant du mois.

Parmi celles-ci, la réhabilitation de M. Jacques Gonthial, victime d'une mutation-sanction injustifiée, en mars dernier, alors qu'il était à la tête de la brigade criminelle : il devrait se voir confier la responsabilité d'une nouvelle sous-direction dite de la police scientifique.

Une direction des libertés publiques devrait être prochainement créée au sein du ministère, ainsi que l'avait annoncé M. Pierre Joxe à l'Assemblée nationale le 5 novembre. En outre, le rapport remis par M. Charles Barbeaux, chargé de mission auprès de M. Joxe, sur les structures de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur, a comme conséquence la nomination de M. Barbeaux comme directeur général de l'administration (DGA). Il cumule cette fonction avec celle de haut fonctionnaire de défense, chargé de la défense civile.

La promotion de M. Gonthial n'est pas tout à fait une surprise. Objet d'une mutation aux motivations incompréhensibles, il avait été rapidement réhabilité par le président de la République lui-même. Le 4 avril, lors d'une conférence de presse, M. Mitterrand avait notamment déclaré à son propos : « C'est un excellent fonctionnaire, parmi les meilleurs ».

Quant à M. Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur et à qui cette mutation semble avoir été imposée par l'entourage élyséen, il devait ajouter : « C'est un bon policier, il n'est pas sanctionné, il a encore devant lui un bel avenir ».

Les responsabilités qui seront confiées à M. Gonthial font suite à un rapport qu'il avait élaboré, depuis son départ du Quai des Orfèvres, sur l'état de la police scientifique française. Un rapport accablant, soulignant que, depuis 1960, des enquêtes administratives ont dénoncé, sans succès, l'état d'abandon de nos cinq laboratoires de police scientifique, leur manque de moyens ou de personnels, leurs insuffisances en France pour mille en RFA ou en Grande-Bretagne.

Pour ce qui est de la recherche scientifique, nous ne sommes pas loin du point zéro, devait résumer M. Pierre Joxe, lors du récent débat budgétaire. Faute de matériel moderne et de personnel formé, l'attente judiciaire ne se peut que sur 10 % de ce qui lui est soumis. L'objectif de la sous-

direction de la police scientifique est donc, selon le ministre, de « ramener la police nationale au premier rang en Europe sur ce plan, car elle est actuellement, hélas, la dernière dans l'Europe développée ».

Ce faisant, M. Joxe respecte le programme qu'il s'est fixé. La création d'une direction des libertés publiques, groupant l'actuelle direction de la réglementation et du contentieux, ainsi que les services s'occupant traditionnellement des associations et des cultes, interviendra prochainement. L'idée de M. Joxe est de faire de cette direction une sorte de « conseiller juridique » du ministère et, notamment, des services policiers, écoutant le droit et les libertés.

Plusieurs autres engagements ministériels sont déjà à l'ordre du jour du comité technique paritaire de la police nationale, selon un calendrier précis : en décembre, la réduction des charges induites des policiers en tenue ; en janvier, le code de déontologie et l'obtention des qualifications d'agent de police judiciaire ; en février, l'élaboration d'une programmation sur cinq et dix ans de la modernisation de la police nationale ; en mars, les problèmes de corps et de carrière. De plus, une mission d'étude sur les polices municipales et les insuffisances de la législation actuelle vient d'être confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

Asses la « méthode Joxe » n'est-elle pas sans surprendre les responsables policiers. L'homme se déplace beaucoup sur le terrain, par des visites imprévisibles et sans journalistes-témoins. Il s'offre même parfois le luxe, comme pour le commissariat du huitième arrondissement de Paris, de mettre fin très rapidement à la réunion de certains locaux en obtenant, en quelques semaines, l'attribution de trois cents mètres carrés supplémentaires. Cette efficacité dans la décision s'est traduite de façon moins anecdotique par des majorations de crédits importantes lors du débat, — 81 millions de francs, notamment, pour l'insuffisance des commissariats, leur équipement en magnétoscopes, l'achat de matériel vidéo ne substituant aux gardes statiques, la rénovation des locaux ou la cryptophonie, c'est-à-dire le brouillage des liaisons radio policières. Bref, sans annoncer une grande réforme ou une mise au pas spectaculaire de la police, M. Joxe désigne actuellement un cap clair à des policiers las des atterrissements et des incertitudes.

EDWY FLENEL

Sur le vif

Attrape-gogo

Cher Monsieur Rousselet,

Je vous le dis comme je le pense : je commence à en avoir assez. Ça va faire trois mois que je me suis abonné à Canal Plus. J'ai versé un an d'avance. Et votre chaîne, je ne la reçois toujours pas. Sauf une heure par jour avant le dîner. Mon poste est vieux de quatre ou cinq ans. Il marche très bien. Pas question que j'en change. Vos prospectus m'ont expliqué que ça pouvait s'arranger. Il suffisait de le brancher sur une péritel. Cette prise, voilà six semaines que je la cherche. Elle est introuvable. La plupart des commerçants n'en avaient jamais entendu parler. Dis que je pousse leur porte et que je lèche ce nom, ils se regardent et ils rigolent. C'est devenu un gag, la péritel, la plus belle attrape-gogo du siècle.

Et puis il y a le coup du décodeur. Je vous l'ai payé plus de 400 balles. Mais je ne suis pas allée le chercher. Forcément, sans la prise à quoi ça sert ? Je ne vais pas m'en encombrer inutilement. C'est petit chez moi. Là-dessus, qu'est-ce que j'apprends ? Le *Quotidien de Paris* a publié le même jour un décodeur en kit, un décodeur à brancher soi-même pour quatre sous. Là,

j'étais furieuse. C'était vraiment bien la peine d'en acheter un. Je me précipite au kiosque. J'ouvre à la page indiquée. Et puis, bon, je laisse tomber. C'est bien trop compliqué, cette marche à suivre. Je n'y comprends rien. Ça ne peut intéresser que les dingues de l'électronique. Alors inculte, le directeur du journal pour avoir révélé ce « secret d'Etat » pratiquement impossible à utiliser, ça me paraît quand même un peu fort de café, permettez-moi de vous le signaler en passant.

Ce n'est pas pour ça que je vous écris. Les fêtes de Noël approchent. Votre chaîne, je ne l'ai pas. Je n'ai pas non plus l'argent de la chaîne. Et ça pour les dix mois qui viennent. Plus les deux mois d'écoulé. Alors, soyez gentil, au lieu de la faire travailler, à votre profit, mon argent, rendez-le-moi. Et celui du décodeur aussi. A moins que vous ne puissiez me fournir dans les plus brefs délais l'insaisissable prise, je vous serais bien obligée de me rendre du goupillon où vous m'avez fourré.

Veuillez agréer, cher Monsieur Rousselet, l'expression de mes sentiments amèrement grugés.

CLAUDE SARRAUTE.

La situation des radios libres

M. LAURENT FABRIS SOUHAITE QUE L'ON TROUVE « LA VOIE DU BON SENS »

M. Laurent Fabris, premier ministre, a visité, jeudi 13 décembre, les nouvelles installations du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), rue du Louvre à Paris, notamment la salle de télématique et les aménagements de cette « réduction de l'usine » sur consoles mises en place pour les élèves journalistes et les stagiaires en formation.

Interrogé par les élèves du Centre sur les radios libres, M. Fabris a indiqué qu'il souhaitait que l'on trouve « la voie du bon sens » en cette matière. « Il y a un certain nombre de fréquences qui ont été allouées, a-t-il dit, il faut qu'elles soient respectées comme doivent être respectés les souhaits des auditeurs. Je souhaite que, par la discussion, on puisse trouver des solutions qui ne lèssent ni les auditeurs ni les autres radios ».

A propos de la création de chaînes privées de télévision, le premier ministre a déclaré que le plus important était que « le secteur public soit de bonne qualité pour soutenir la concurrence ».

Les meilleures marques

TRECA
EPEDA
SIMMONS
PIRELLI
Les meilleurs prix

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République - 75011 PARIS Tél. 357.46.35 +
Métro : PARENTIER

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS

Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité.

READY MADE

38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL. 260.28.01

PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 229 F par mois.
• Vente à partir de 265,85 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

Prix complet : 11.950 F
* Sur 84 mois - T.E.G. 21,50 % C.R.E.G.
Apport initial de 450 F
Coût du crédit : 10.831,40 F

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Paris à proximité

la nouvelle

LE ROY

un produit de

BAUME & MERCIER
GENÈVE
1830

Montre pour dame, extra-plat, à quartz, étanche, Acier traité noir mat et plaqué or.

FF 3200.-

Aldebert

16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

150

Attrape-coupo

Other Relevant Resources

[illegible]

1. 凡在本市行政区域内从事生产、经营活动的单位和个人，均应当依照本办法的规定，依法缴纳地方教育附加。
 2. 地方教育附加的征收范围包括：
 (一) 增值税；
 (二) 消费税；
 (三) 营业税；
 (四) 企业所得税；
 (五) 个人所得税；
 (六) 房产税；
 (七) 车船税；
 (八) 城市维护建设税；
 (九) 土地增值税；
 (十) 其他依法征收的税种。
 3. 地方教育附加的征收比例按照下列规定执行：
 (一) 增值税、消费税、营业税、企业所得税、个人所得税、房产税、车船税、城市维护建设税、土地增值税等税种，按照其应纳税额的百分之二征收；
 (二) 其他依法征收的税种，按照其应纳税额的百分之五征收。
 4. 地方教育附加的征收机关为地方税务机关。
 5. 地方教育附加的征收期限按照有关规定执行。
 6. 地方教育附加的征收管理按照《中华人民共和国税收征收管理法》及其实施细则的有关规定执行。
 7. 地方教育附加的征收使用按照《地方教育附加征收使用管理办法》的有关规定执行。
 8. 地方教育附加的征收使用应当坚持公开、公平、公正的原则，接受社会监督。
 9. 地方教育附加的征收使用应当纳入财政预算管理，专款专用。
 10. 地方教育附加的征收使用应当接受财政、审计等部门的监督检查。
 11. 地方教育附加的征收使用应当接受纳税人的监督。
 12. 地方教育附加的征收使用应当接受社会的监督。
 13. 地方教育附加的征收使用应当接受新闻媒体的监督。
 14. 地方教育附加的征收使用应当接受社会各界的监督。
 15. 地方教育附加的征收使用应当接受人民群众的监督。
 16. 地方教育附加的征收使用应当接受广大师生的监督。
 17. 地方教育附加的征收使用应当接受广大家长的监督。
 18. 地方教育附加的征收使用应当接受广大员工的监督。
 19. 地方教育附加的征收使用应当接受广大业主的监督。
 20. 地方教育附加的征收使用应当接受广大消费者的监督。
 21. 地方教育附加的征收使用应当接受广大投资者的监督。
 22. 地方教育附加的征收使用应当接受广大经营者的监督。
 23. 地方教育附加的征收使用应当接受广大服务者的监督。
 24. 地方教育附加的征收使用应当接受广大管理者的监督。
 25. 地方教育附加的征收使用应当接受广大领导者的监督。
 26. 地方教育附加的征收使用应当接受广大专家的监督。
 27. 地方教育附加的征收使用应当接受广大学者的监督。
 28. 地方教育附加的征收使用应当接受广大教授的监督。
 29. 地方教育附加的征收使用应当接受广大副教授的监督。
 30. 地方教育附加的征收使用应当接受广大讲师的监督。
 31. 地方教育附加的征收使用应当接受广大助教监督。
 32. 地方教育附加的征收使用应当接受广大辅导员监督。
 33. 地方教育附加的征收使用应当接受广大班主任监督。
 34. 地方教育附加的征收使用应当接受广大任课教师监督。
 35. 地方教育附加的征收使用应当接受广大实验员监督。
 36. 地方教育附加的征收使用应当接受广大图书管理员监督。
 37. 地方教育附加的征收使用应当接受广大档案管理员监督。
 38. 地方教育附加的征收使用应当接受广大保卫人员监督。
 39. 地方教育附加的征收使用应当接受广大后勤服务人员监督。
 40. 地方教育附加的征收使用应当接受广大勤工俭学学生监督。
 41. 地方教育附加的征收使用应当接受广大志愿者监督。
 42. 地方教育附加的征收使用应当接受广大义务劳动人员监督。
 43. 地方教育附加的征收使用应当接受广大社会工作者监督。
 44. 地方教育附加的征收使用应当接受广大心理咨询师监督。
 45. 地方教育附加的征收使用应当接受广大营养师监督。
 46. 地方教育附加的征收使用应当接受广大健身教练监督。
 47. 地方教育附加的征收使用应当接受广大美容师监督。
 48. 地方教育附加的征收使用应当接受广大美发师监督。
 49. 地方教育附加的征收使用应当接受广大服装设计师监督。
 50. 地方教育附加的征收使用应当接受广大室内设计师监督。
 51. 地方教育附加的征收使用应当接受广大景观设计师监督。
 52. 地方教育附加的征收使用应当接受广大建筑师监督。
 53. 地方教育附加的征收使用应当接受广大规划师监督。
 54. 地方教育附加的征收使用应当接受广大工程师监督。
 55. 地方教育附加的征收使用应当接受广大技师监督。
 56. 地方教育附加的征收使用应当接受广大高级技师监督。
 57. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级技师监督。
 58. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级技师监督。
 59. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级技师监督。
 60. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级技师监督。
 61. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级技师监督。
 62. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级技师监督。
 63. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级技师监督。
 64. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级技师监督。
 65. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级技师监督。
 66. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级技师监督。
 67. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级工监督。
 68. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级工监督。
 69. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级工监督。
 70. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级工监督。
 71. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级工监督。
 72. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级工监督。
 73. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级工监督。
 74. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级工监督。
 75. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级工监督。
 76. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级工监督。
 77. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级学徒工监督。
 78. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级学徒工监督。
 79. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级学徒工监督。
 80. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级学徒工监督。
 81. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级学徒工监督。
 82. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级学徒工监督。
 83. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级学徒工监督。
 84. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级学徒工监督。
 85. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级学徒工监督。
 86. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级学徒工监督。
 87. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级实习生监督。
 88. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级实习生监督。
 89. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级实习生监督。
 90. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级实习生监督。
 91. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级实习生监督。
 92. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级实习生监督。
 93. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级实习生监督。
 94. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级实习生监督。
 95. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级实习生监督。
 96. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级实习生监督。
 97. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级见习生监督。
 98. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级见习生监督。
 99. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级见习生监督。
 100. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级见习生监督。
 101. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级见习生监督。
 102. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级见习生监督。
 103. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级见习生监督。
 104. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级见习生监督。
 105. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级见习生监督。
 106. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级见习生监督。
 107. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级新生监督。
 108. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级新生监督。
 109. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级新生监督。
 110. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级新生监督。
 111. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级新生监督。
 112. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级新生监督。
 113. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级新生监督。
 114. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级新生监督。
 115. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级新生监督。
 116. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级新生监督。
 117. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级转校生监督。
 118. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级转校生监督。
 119. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级转校生监督。
 120. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级转校生监督。
 121. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级转校生监督。
 122. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级转校生监督。
 123. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级转校生监督。
 124. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级转校生监督。
 125. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级转校生监督。
 126. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级转校生监督。
 127. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级复读生监督。
 128. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级复读生监督。
 129. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级复读生监督。
 130. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级复读生监督。
 131. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级复读生监督。
 132. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级复读生监督。
 133. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级复读生监督。
 134. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级复读生监督。
 135. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级复读生监督。
 136. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级复读生监督。
 137. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级特长生监督。
 138. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级特长生监督。
 139. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级特长生监督。
 140. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级特长生监督。
 141. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级特长生监督。
 142. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级特长生监督。
 143. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级特长生监督。
 144. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级特长生监督。
 145. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级特长生监督。
 146. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级特长生监督。
 147. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级特长生监督。
 148. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级特长生监督。
 149. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级特长生监督。
 150. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级特长生监督。
 151. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级特长生监督。
 152. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级特长生监督。
 153. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级特长生监督。
 154. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级特长生监督。
 155. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级特长生监督。
 156. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级特长生监督。
 157. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级特长生监督。
 158. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级特长生监督。
 159. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级特长生监督。
 160. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级特长生监督。
 161. 地方教育附加的征收使用应当接受广大五级特长生监督。
 162. 地方教育附加的征收使用应当接受广大六级特长生监督。
 163. 地方教育附加的征收使用应当接受广大七级特长生监督。
 164. 地方教育附加的征收使用应当接受广大八级特长生监督。
 165. 地方教育附加的征收使用应当接受广大九级特长生监督。
 166. 地方教育附加的征收使用应当接受广大十级特长生监督。
 167. 地方教育附加的征收使用应当接受广大一级特长生监督。
 168. 地方教育附加的征收使用应当接受广大二级特长生监督。
 169. 地方教育附加的征收使用应当接受广大三级特长生监督。
 170. 地方教育附加的征收使用应当接受广大四级特长生监督。
 171. 地方教育附加的征收使用应当接受广大

La situation des radios libres
EN LAURENT FABIUS BELMAÏTE
QUE L'ON TROUVE
LA VOIE DU BON SENS :

[illegible]

TAPIS FOUR

Iranian Embassy

Masses de

DES PL
DE GR

Pantaloni

en flamm
169 fra

**TRE
EPE
SIMIL
PIRE**

CAPOLU

la nouvelle
LE ROY

100-100000

...
...
...
...
...

Aldaben

**comandante
en jefe
ORDENE!**

Destination Cuba, page 11

Neige : en famille à Super-Besse, page XII

Echecs, bridge, anacroisés, page X

Les programmes commentés de radio et de télévision, pages V à IX

Supplément au n° 12405. Ne peut être vendu séparément. Samedi 15 décembre 1984.

Il était une fois La Havane

De l'exubérance baroque au rhum-soda d'Ernest.

LUNDI 10 décembre, déjeuner à Varadero (Cuba), chez Irénée Dupont de Nemours. Le porche franchi, la route qui conduit à la superbe villa du milliardaire texan a été tracée toute droite entre le golf privé et la mer. Pelouses et cocotiers bordent l'asphalte brûlant. La grosse maison apparaît posée sur un promontoire claqué par la vague. Portes-fenêtres ouvertes sur l'Océan, la salle à manger, un peu guindée, a pris la place du salon. Sur les étagères de la bibliothèque les visiteurs découvrent les œuvres complètes d'Honoré de Balzac, de Robert-Louis Stevenson et de Mark Twain. A l'intérieur de chaque volume est collé un ex-libris au nom d'Irénée Dupont.

Le temps d'un repas, Cubains et touristes s'installent dans l'intimité d'un de ces magnats américains dont la demeure a été « nationalisée » et convertie en restaurant. Varadero fut, avant 1959, le paradis des riches « yankees » qu'un rapide coup d'aile menait à Cuba pour goûter aux charmes de l'île. Une mer bleue, une vingtaine de kilomètres de sable blanc et fin, des villas luxueuses (à louer), des palmiers, des hibiscus et des caquiers le long des larges avenues qui se croisent à angle droit. La carte postale des Caraïbes. Le régime castriste a chassé ici, et à peu de frais,

les bottes d'un capitalisme radieux. Hier station ultra-chic, Varadero est, aujourd'hui, un vaste complexe touristique. Mais il est toujours possible de s'y isoler. Pour le voyageur, une halte exquise après avoir vadrouillé entre La Havane, Pinar-del-Rio, Cienfuegos et Trinidad.

1519. A Amboise, Léonard de Vinci vient de mourir. A La Havane, le premier gerfaut s'envole. Indigènes, moines et planteurs massés sur les quais saluent, en ce début d'année, les galions qui filent vers le large. A la barre : Hernán Cortés. A bord : cinq cents soldats, cent matelots, des arquebusiers, des canons, des chevaux et un musicien. Cap : le golfe du Mexique et le Yucatan. Quelques semaines plus tard le conquistador touchera terre. Au bout du chemin : l'empire aztèque. Il sera roi. Pas d'autre choix. En coquette (à propos d'une intrigue amoureuse) avec le gouverneur de l'île, Diego Velásquez, Cortés quitte Cuba à la hâte. Il joue son va-tout. Il a laissé pour toujours ses esclaves et ses terres situées du côté de Santiago-de-Cuba. Pour bien prouver à ses hommes qu'il ne reviendra pas, les gabiers à peine descendus, il brûle ses navires et donne l'ordre de s'enfoncer dans la forêt. Mais déjà Bartolomé de Las Casas, resté à La Havane, écrit aux rois ca-



tholiques pour se plaindre des « horribles vilenies » infligées aux Indiens.

Les Espagnols sont restés à Cuba quatre cents ans. « Nous combattons jusqu'à la dernière peseta », disait-on orgueilleusement à Madrid avant de quitter les Tropiques. Le verbe n'a pas suffi. Le drapeau a été amené. Et une page d'histoire tournée. Les États-Unis ont joué contre la latinité. Sur fond de plantations de canne à sucre (introduite dans l'île par les Espagnols), de café et de tabac, de trafic d'épices, de pierres précieuses et de bois d'ébène, on fait entendre le canon et on donne de grands coups d'épée ainsi qu'on l'a appris en Castille ou en Extrême-dure. On s'embarque à Cadix

et à Sanlúcar, le point de départ du roi, des Antilles espagnoles et, aussi, de son ambition personnelle. Le nouveau monde est vaste. Les pirates cachés dans la baie de Cienfuegos guettent les caravelles en route vers l'Europe et chargées de l'or du Pérou et du Mexique. Un frère de la Côte, François Le Clerc, dit « Jambé de bois », attaque Santiago-de-Cuba. Le huguenot Jacques de Sorre pille La Havane et fait main basse sur les trésors. Un autre corsaire, Jean-François Nau, un Malouin, rôde dans les Caraïbes. Il ca- donne une nouvelle fois La Havane. Les Anglais, amenés par Sir George Pocock, s'emparaient de la vieille cité. Ils en seront chassés par la fièvre jaune.

C'est ce passé ibérique qui donne au quartier colonial de La Havane un charme qui surprend le voyageur. A condition de ne pas être pressé, de savoir flâner. Coincée entre le boulevard du front de mer — le Malecón — mélancolique et désuet avec ses jolies petites maisons désertées, et le port, la vieille ville possède plusieurs forteresses qui gardent l'entrée de la rade et surveillent ainsi le trafic maritime dans le goulet d'accès. Les cargos soviétiques longent aujourd'hui les pierres noircies par le temps et la poudre. Voici San Carlos de la Cabaña, le castillo del Morro et le castillo de la Fuerza dressés par les Espagnols pour protéger la cité des coups de main des corsaires et des pirates. Le labyrinthe des ruelles et les jardins

qui forment ce quartier colonial sont bordés par de vieilles bâtisses aux couleurs délavées, bleu de mer, vert pistache et ocre, dont un certain nombre auraient bien besoin d'être restaurées. Les balcons muraux, plantes, fleurs écarlates, évoquent les bourgades andalouses. Parfois des demeures plus importantes font revivre le passé. Pilastres, statues contorsionnées, corniches, frontons, portails décorés, attendent les calèches des planteurs, qui étaient conduites par des esclaves dont les livrées portaient, au col et aux poignets, les armoiries de leurs maîtres.

Devant, sur la rue, les fenêtres sont protégées par des grilles en fer forgé. Derrière, ouverts sur le ciel torride, les

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

VACANCES DE NOËL en ARDÈCHE
HOTEL LE MONARQUE**
LA LOUVESCA Logis de France.
Rassemblement - Tennis - Discothèque - Réception
stage informationnelle 22 et 23 décembre
et 27 au 30 décembre. Forfait pension et
cours. Tél. : (75) 67-80-44 et 06-05-30.

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL DU PARC***
Tél. : (93) 57-66-66. Près mer. Centre
ville. Parking. Grand jardin. Cuisine
répétée. Déjeuner sur demande.

HOTEL MODERNE*** Près mer.
Sans pension. Tél. : (93) 57-20-02.
Rénovation mi-janvier.

06500 MENTON-GARAVAN

« Le meilleur climat d'Europe »
Pavillon sur la Côte d'Azur
A L'HOTEL-VILLA NEW YORK***
Cadre raffiné chambres avec douches,
bains, W.C., téléphone direct, TV, jardin
exotique, grande terrasse ensoleillée,
parking clos, cuisine du patron. Forfait
hiver à partir de : 1 050 F par semaine.
Demi-pension. Pension complète : 1 330 F.
Doc. et réservation (93) 35-78-69.
Avenue Katherine-Manfield.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 51-03-31
Ch. + cuisinière 2 à 6 pers. Pén. - Forêt.
Juv. Mars de 370 à 600 F pers./sem.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES
Le petit hôtel de charme du Lubéron aux
portes de la Haute-Provence. Très grand
confort. Service attentif. Excellente
cuisine de femme et de marché. Dîner fin
aux chandelles pour le réveillon du
31 décembre. Invitation à l'équitation et
randonnées équestres. Week-end et
séjour.
MAS DE GARRIGON***
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

TOURISME

COTE D'AZUR, studios équipés 2 pers.,
1 sem., 1020 F. 4 sem., 2480 F. Parking.
Mer 600 m.
ROI SOLEIL, 153, bd Kennedy,
06480 ANTIBES. (93) 61-48-36.

VERCORS 1106 m
Un Noël sympa et confortable au rythme
de la nature et du ski de fond.
Venez nous rejoindre.
LA SAUVAGINE - GRIMONE
26410 GLANDAGE (75) 26410

Andorre

FORFAIT SPECIAL SKI
HOTEL BELLEROC***
Pas de la Casa. Tél. 55151. Alt. 2100 m.
A 100 m. pistes ski, 48 chambres doubles,
bains, confort. Du 6 janvier au 9 février.
Forfait semaine à partir de 770 F
(repas et chambre).
ACHATS HORS TAXES.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-33 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

CH 3962 - CRANS MONTANA
Vacances d'hiver idéales : ski et sport.
L'HOTEL ELDORADO*** offre site
magnifique, tout confort, cuisine fine,
variée, arrangements avantageux, surtout
en janvier et mars.
F. Borria. Tél. : 19-41-27/41-13-33

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1250-2000 m. La station
suisse la plus proche de Paris
(4 h 30 par le TGV). Accueil
et qualité misés à prix français. Hôtels
tous cat. 1/2 pension dès 160 FF env.
Forfaits ski : hôtel 7 jours 1/2 pension
+ 7 jours remontées mécaniques, env.
1385 FF : 10 % de réduction janvier et
mars.
Offres détaillées par :
OFFICE SUISSE DU TOURISME
11 bis, rue Scribe, F-75009 PARIS
Tél. (01) 742-45-45
ou **OFFICE DU TOURISME**
CH-1854 LEYSIN
Tél. : 19-41/25/34-22-44

HOTEL-CHALET LA PAIX**
30 lits. Vacances gourmandes, confort et
ambiance familiale. 7 jours pens. compl.
1420 à 1805 FF, tout compris.
Tél. 19-41/25/34 13 75, CH-1854 LEYSIN.

HOTEL MONT-RIANT***
40 lits. Confort. Ascenseur. Accueil
chaleureux, soins attentifs. Cuisine de
haute qualité. Pens. compl. 55/73 FF
selon chambre et période (env.
190/270 FF).
Tél. 19-41/25/34 13 33, CH-1854 LEYSIN.

HAUTE-SAVOIE
MONTROND-LE-LAC
74110 MORZINE
STATION DES PORTES DU SOLEIL
Meubles, lits, collectivités.
Prix accessibles. Départs sur demande.
Renseignements : (50) 79-12-61

La France du bout du monde

Jusqu'au 10 janvier 1985
l'ANIT (Agence nationale pour
l'information touristique) accueille
la France d'outre-mer. Des spécialistes
donneront des informations
pratiques et des conseils
pour le voyage vers la Martinique,
la Guadeloupe, la Nouvelle-
Calédonie, Wallis et Futuna,
Saint-Pierre-et-Miquelon et la
Polynésie. A cette occasion
l'ANIT édite un guide pratique
(gratuit) des DOM-TOM.

● ANIT, 8, avenue de l'Opéra,
75001 Paris. Informations DOM-
TOM : 260-37-38 de 9 h à 30 h
à 18 h 30. De lundi au samedi.

Au bord de l'Euphrate

Les Amis de l'histoire proposent
un beau circuit en Syrie.
Damas, le Irak des chevaliers,
Alep, Raqqa mais aussi Mari et
Palmyre. L'animation du voyage
est assurée par un accompagnateur
culturel de l'association. Initiation
à l'histoire et à l'art de la
Syrie est également inscrite au
programme. Quatorze jours au
bord de l'Euphrate. Prix : 7 640
francs (transport et pension com-
plète).

● Les Amis de l'histoire,
40, rue Blomet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 734-36-63.

Le Nil, du delta à la source

A la découverte de ce qui fut,
jusqu'à une époque récente, le
fleuve le plus mystérieux de la
Terre. En voiture, en Land-Rover,
en felouque, en avion privé et en
hélicoptère ! On part du Caire,
puis on découvre Louxor,
Assouan et Abou Simbel, avant
de traverser la Nubie, le Djebel
Karima, le désert de la Bayuda,
puis de gagner Khartoum, où se
rencontrent le Nil bleu et le Nil
blanc, et où s'achève la première
partie du voyage.

La deuxième étape conduit à
Bujumbura, par Juba, les monts
Matonge, le Nil Albert, les chutes
de Kébelé (Murchinson), les
lacs Mobutu et Kébelé, les mon-
tagnes de la Lune, le Rwanda et le
Burundi. Retour à Paris de Kigali.
L'ensemble du voyage dure trente
jours (départ le 5 février,
29 800 F) et peut être effectué en
sens inverse (départ le 8 février).
On peut également opter pour la
moitié du circuit (15 800 F ou
18 850 F selon le sens).

● PEUPLES DU MONDE,
16, rue de Turin, 75004 Paris.
Tél. : (1) 371-58-56.

Vacances studieuses

A ceux qui veulent utiliser
leurs loisirs intelligemment, le
Club Renaissance propose, à per-

tir du 2 janvier et jusqu'au 29 juin,
des séjours sous le soleil de
Naboul, en Tunisie. En plus de la
vie en club (animation, jeux,
sports, spectacles), il offre la pra-
tique d'une ou deux activités
parmi les cinq suivantes : anglais
ou arabe, initiation à l'informa-
tique, yoga, étude des civilisations
avec visite des sites associés,
artisanat chez l'habitant. Ces
séjours, d'une durée de quinze
jours minimum et trente jours
maximum, s'effectueront par
demi-journée, cinq jours par
semaine. Prix par personne : à
partir de 3 100 F pour deux
semaines.

● Club Renaissance, 54, rue
Edouard-Maurois, 75002 Paris.
Tél. (1) 233-51-28.

Football en Grande-Bretagne

En 1985, tous les clubs juniors
de France sont invités à participer
à un certain nombre de manifesta-
tions en Angleterre, au Pays de
Galles, en Ecosse et en Irlande du
Nord. But de l'opération : faire
mieux connaître ce que la Grande-
Bretagne peut offrir aux jeunes
âgés de huit à dix-neuf ans, et
leur proposer des occasions de
prendre part à des festivals, de
suivre des cours avec des entraî-
neurs britanniques et de se joindre
à des tournées à travers tout le
Royaume-Uni.

L'Office britannique de tou-
risme a publié une brochure :
Football, tournois, tournées et

entraînements pour les jeunes en
Grande-Bretagne, indiquant les
possibilités d'inscriptions aux
manifestations sportives et les
coordonnées des écoles les plus
renommées.

● Office britannique de tou-
risme, 6, place Vendôme,
75001 Paris. Tél. (1) 296-47-60.

L'Inde insolite

Outre de grands voyages clas-
siques (dans le sous-continent
indien et en Extrême-Orient) qui
ont fait leur réputation, Les amis
de l'Orient proposent, pour 1985,
deux voyages plus spécialisés et
plus insolites, en compagnie de
guides conférenciers de qualité.
D'une part, du 22 janvier au
8 février, la traversée du Deccan :
un voyage à travers le temps, au
cœur de l'Inde, de la mer d'Oman
au golfe du Bengale, à la décou-
verte des monuments des
anciennes capitales Calcutta, des
cités musulmanes de Bijapur,
Bidar, Hyderabad et sa fabuleuse
Golconde, puis de l'Orissa. Prix :
18 900 francs.

D'autre part, du 6 février au
24 février, une approche inhabituelle
de la peinture rajoute,
dans les musées et sur les murs
des villages du Shekhavati. Avec,
en plus, les cités de Chittor, Kota
et Bundi. Prix : 18 370 francs.

● Amis de l'Orient, 19, avenue
d'Éna, 75116 Paris. Tél. :
(1) 723-64-85 ou 720-33-09.
Secrétariat ouvert tous les jours
de 14 h à 18 h. Samedi de 10 h à
12 h.

Leur...
Néanmoins, l'architecte...
à un petit côté...
à se retrouver en...
Lent être un...
restaurant, magn...
l'été, une chaise...
chaise d'un des plus...
bitude de la maison...
lisse Louis XIV...
dans le meuble d'un...
qui le meuble en...
amis ont décidé d'acq...
richeur et de lui...
au bon vieux temps...
Aimer va la...
Ernest Hemingway...
habitant de la rue...
Il venait boire...
de la station, le...
Du chapeau, du...
trouille de meuble...
succulent pour...
l'écriture de deux...
des séjours à La...
étaient également...
verrière. Mais en...
pour déguiser un...
l'endroit qui...
meuble le...
grande de...
les hommes et...
avait quand...
chaises...
étaient...
l'effet de...
la...
l'immense...
volonté...
L'architecte...
grit à la...
Un décor...
moment, à la...
Martini, ses...
tant des...
central du...
cubain et...
« Che...
tout...
La Havane...
une...
il préfère...
chambre d'hôte...
« En...
de...
végétation...
un...
rythme...
cubaine...
mais dans...
cubaine...
les...
forme...
et du...
deux...
volonté...
postale...
débordant...
« J'ai...
salle de...
parce de...
contrôlé...
Le long...
conduit à...
plantations...
de tabac...
La région...

France du bout du monde

DU 3 AU 21 DÉCEMBRE
SPECIAL DOM-TOM

Renseignements : INFO VACANCES 118 118
Un service par téléphone en français et en anglais

Exposition, projections, animations
du 10 au 18 décembre de 10h30 à 18h30
du lundi au vendredi
8, rue de la Courbe, Paris 10e - Métro : Palais National

150

150



charmant patio offrent leurs bougainvillées fleuries et leurs plantes médicinales. Ici, comme à Séville, on vit à l'intérieur, le visage tanné et le regard fiévreux. Protégé de la chaleur, de la lumière et des murmures confus de la rue. Le rêve assouvi. De ce quartier jaillit la cathédrale, massive. A ses pieds, une très belle place carrée et fermée par des palais coloniaux. Construite au dix-huitième siècle, l'édifice flanqué de deux grosses tours n'aurait pas déplié au Bernin. La façade débordante de colonnes, de frises, de niches et de rinceaux. L'exubérance baroque. A travers les brumes de l'encens apparaissent, visages émaciés et regards d'aigle, le gouverneur de l'île et ses capitaines. Les doigts bagués, une épée de Toïde au côté. Une élégance louche. Ce monument abrite, dit-on, les restes de Christophe Colomb, qui, depuis, auraient pris la route de l'Espagne...

Avec la plaza de Armas, La Havane possède sa plaza mayor. La sensualité des Caraïbes. L'imposante résidence des capitaines-généraux - aujourd'hui musée municipal - domine la place. Du balcon, les fils de Castille regardaient manœuvrer les troupes. Cocotiers, bananiers et papayers agrémentent le patio où a été placée une statue de Christophe Colomb. Arcades et galeries ouvragées conduisent le visiteur vers le salon de réception, la salle du trône et le salon des glaces. Meubles en acajou. Les capitaines-généraux savaient vivre.

Face à cet édifice, de l'autre côté de la place, adossé au port, voici « El Temple », élevé à l'endroit même où, selon la légende, fut célébrée la première messe à Cuba. A l'intérieur du petit temple, trois grandes peintures de Jean-Baptiste Vermeil qui représentent la cérémonie. Une urne en pierre posée à même le sol renferme les restes de l'artiste français, créateur de l'école des beaux-arts de l'île.

Après cette belle ballade dans le vieux La Havane, une halte s'impose à la Bodeguita del Medio (1), un restaurant situé à proximité de la cathédrale et d'un des rendez-vous de la bohème internationale. Un bar, un couloir, une salle avec une quinzaine de tables en bois. On déguste ici le traditionnel moros y cristianos (2). Le repas est animé par trois guitaristes qui chantent l'aventure quotidienne, la gloire de Fidel et, peu rancuniers, celle de l'Espagne avec le célèbre Viva España. Les murs

sont couverts de signatures et de poèmes. Lancée par le poète Nicolas Guillen, la Bodeguita a un petit côté montmartrois. Ecrivains et musiciens aiment à se retrouver en ces lieux où il faut être vu. Tout au fond du restaurant, suspendu au plafond, une chaise. C'est la chaise d'un des plus fidèles habitués de la maison, le journaliste Leandro Garcia, disparu dans le naufrage d'un navire qui le menait en Europe. Ses amis ont décidé d'attendre son retour et de lui garder, comme au bon vieux temps, sa chaise... Ainsi va la Bodeguita.

Ernest Hemingway était un habitué de la rue Empedrado. Il venait boire ici une spécialité de la maison, le fameux mojito. Du rhum, du soda et de la feuille de menthe. Un entracte succulent pour « Papa » entre l'écriture de deux chapitres. Ses séjours à La Havane étaient également ponctués de sériuses haltes au Floridita pour déguster un daiquiri. Don Ernesto, qui lisait régulièrement le Roi Lear, aimait la grande île des Caraïbes. Après les boxeurs et les toreros, il avait trouvé ici, avec les pêcheurs cubains, ses dernières amitiés viriles.

Est-ce l'effet du mojito bu à la Bodeguita? Toujours est-il que l'immense place de la Révolution paraît froide et triste. Un urbanisme rigide mal intégré à la chaleur des Tropiques. Un décor rapporté avec son monument à la gloire de José Martí, ses blocs de béton abritant des ministères et le comité central du Parti communiste cubain et le portrait géant du « Che » qui dégringole le long d'un bâtiment officiel. Enfin, tout touriste de passage à La Havane se doit d'assister à une soirée au Tropicana (sauf s'il préfère la lecture dans sa chambre d'hôtel). Un cabaret « énorme » installé dans un jardin. Sous les étoiles et dans la végétation luxuriante de l'île, un brillant spectacle coloré et rythmé par la musique afro-cubaine. Une parenthèse originale dans la vie de la capitale cubaine qui, la nuit venue, joue les Genève à l'époque de la Révolution. Des plumes, de la cuisse et du rhum. Pas vulgaire pour deux pesos et bien ficelé. La révolution s'amuse. Une carte postale de La Havane d'il y a vingt-cinq ans quand la ville débordait de « boîtes », de salles de jeux et de filles. Le lampion de l'Amérique centrale contrôlé par la pègre.

Le long de la route qui conduit à Pinar-del-Rio, des plantations de canne à sucre et de tabac. La région la plus oc-

cidentale de l'île est surtout connue pour sa production de cigares. Christophe Colomb, qui a découvert l'île, écrit dans son journal : « Les Indiens ne se déplacent pas sans un tison à la main et sans les herbes dont ils ont l'habitude de goûter le parfum ». La Nouvelle-Philippine était le nom original de ce territoire qui a commencé à se peupler dans la seconde moitié du dix-septième siècle. A une vingtaine de kilomètres de Pinar-del-Rio, voici la vallée de Viñales, le cœur de la sierra de los Organos. Un des plus beaux sites de Cuba. Une succession de gros mamelons rocheux posés le long des champs de tabac. Les grottes abondent dans les collines environnantes. Une des plus visitées est la « grotte de l'Indien » située près de l'hôtel Rancho San Vicente. Une rivière se faufile entre les parois de la caverne. Des barques et des bateaux plats à moteur attendent le visiteur. Une promenade singulière dans les entrailles d'une colline où vécurent les premiers habitants de l'île.

Si le voyageur s'égare sur une route, il lui suffit de demander son chemin à l'un de ces nombreux cavaliers, cheval blanc et chapeau de paille, qui trottent le long de la voie. Image insolite de ce conducteur stoppé sur le bas-côté de l'autoroute et interrogeant ce cavalier arrêté au bord de l'asphalte. Peu fréquentes, les stations-services sont à elles seules un spectacle avec leurs antiques Chevrolet bleues et leurs Pontiac roses, toutes cabossées, qui attendent sagement devant les pompes.

Comment ne pas s'arrêter longuement à Trinidad, qui fut l'une des cités les plus riches des Antilles. Le souvenir de Diego Velasquez et de Cortes. L'odeur et le charme du Vieux Monde. Les ruelles étroites et dédaignées, noyées de soleil, sont toujours pavées avec les cailloux de l'époque. Les petites maisons colorées s'ordonnent autour de patios chatoyants. Dans les jardins, palmiers et plantes tropicales. Près du couvent de San Fernando, il faut visiter le musée romantique. Il est ouvert dans la superbe demeure de Nicolas de la Cruz y Brunet, où le temps s'est arrêté. La vie quotidienne et fastueuse d'un aventurier de Castille que le roi vient d'anoblir. Lit à baldaquin, porcelaine de Saxe et faïence bleutée. Des esclaves pour servir le maître. Trinidad mérite une longue flânerie. Grandes grilles en fer forgé aux fenêtres, portails mauresques et murs couverts de bougainvillées. Les derniers murmures de l'époque coloniale.

Mais voici hors des chemins du passé l'autre visage de Cuba. Les slogans à la gloire du socialisme et de l'Union so-



Les deux visages de Cuba, ou le centralisme démocratique vécu au jour le jour sous les cocotiers.

viétique, et hostiles à l'impérialisme, inscrits en lettres géantes sur les bas-côtés des routes. Les comités de défense de la révolution, omniprésents dans les villes et les villages. La construction d'une des tours les plus hautes de La Havane pour abriter les bureaux du COMECON. L'image de Lénine, em-

mitouffé dans son vieux manitou, affichée dans tous les entrepôts où l'on roule les cigares. Bref, le centralisme démocratique vécu au jour le jour sous les cocotiers. Prêt à l'exportation. Une autre vision de l'île. A voir. A moins de préférer la plage ou les belles sur-

prises que réservent La Havane et Trinidad. JEAN PERRIN.

(1) 207, rue Empedrado.
(2) Riz, haricots secs, pois, lard et poivron.
JUMBO propose un circuit des villes coloniales de Cuba, au volant d'une voiture de location. Neuf jours (sept nuits) de 8 010 à 8 810 F. Demi-pension. Tous les soirs, l'hôtel est réservé.
JUMBO, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : (1) 705-01-95.

Football
en
Grande-Bretagne

Le 1984... (text continues with details about football events and ticket information)

France du bout du Monde
agence nationale pour l'information touristique.

**DU 3 AU 21 DÉCEMBRE
SPECIAL DOM-TOM**

Appelez INFO-VACANCES (1) 260 37 38
Un service permanent de conseils et d'idées
vacances en France.

Expositions, projections, documentations
jusqu'au 10 janvier de 9h30 à 18h30,
du lundi au vendredi.
8, av. de l'Opéra, Paris 1er. (Métro Palais Royal)

**1 000 FERMES, VILLAS ET CHATEAUX
A LOUER EN TOSCANE**

Pour des vacances de soleil, culture et qualité, consultez le
catalogue CUENDET (230 pages en couleurs), presque un guide
touristique décrivant minutieusement chaque demeure avec des
photos intérieures et extérieures, inventaire garanti, etc.

Pour acheter le catalogue (25 F) et réservations :
DESTINATION TOSCANE
7, rue du Pâleur, Paris (1er) - Tél. : 233-38-16

Shopping, famille, affaires...
**LOUEZ VOTRE
PIED-A-TERRA
A PARIS**

pour quelques jours ou quelques semaines

ORION

2 Résidences : Les Halles ou Pont de Neuilly
Studios ou 2 pièces tout équipés

tous renseignements :
Locations **ORION** 39, rue de Surène
75008 Paris - Tél. (1) 266.33.26 - Téléc 650 133

L'Afrique du Sud

C'est l'Afrique.

De prime abord, c'est en
Afrique puisque c'est la pointe sud
du continent africain.

Mais ce n'est pas tout. Comme
au cœur de l'Afrique, on y trouve
de vastes réserves d'animaux
sauvages, des plaines infinies
bordées de montagnes grandioses.

Des déserts, des savanes
arides cloyant de vertes forêts. Des
hivers doux, un ciel toujours bleu.

Une multitude de tribus, de
coutumes, de cultures différentes.

Une nature absolument vierge.

L'Afrique du Sud, c'est l'âme
de l'Afrique.

Sauvage. Sensuelle.
Somptueuse. Comme elle.

En 1652, les Hollandais
arrivèrent. Avec leur architecture.
Puis les Anglais. Avec leurs traditions.
Les Allemands, avec leur culture.

Les Français, quant à eux,
apportèrent l'art du vin.

Une civilisation aux multiples
facettes se développa. Le Cap était
né.

En 1871, des diamants furent
découverts à Kimberley. Quinze ans
plus tard, de l'or à Johannesburg.

Avec les chercheurs de fortune,
flourit cette ambiance de prospérité
qui est l'un des charmes du pays.

Maintenant, fermez les yeux et
imaginez. Une contrée qui s'étend
de l'Atlantique à l'Océan Indien.

Trois mille kilomètres de littoral. Des
plages dorées. Des mers de fleurs.

De riches métropoles, aux
rues brillantes et animées. De
luxueuses boutiques de mode et de
nombreux restaurants
gastronomiques.

Une population cosmopolite.
Tout un monde de traditions
linguistiques et culturelles.

Tout un monde rassemblé dans
un pays. Unique. L'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud.
Un monde en un seul pays.

Demandez le Recueil des Voyages en Afrique du Sud
et une documentation générale.
South African Tourism Board,
S.A. 101, rue de la République, 75001 Paris.
Tél. 261-8230, Téléc 250050.

SADOUR
Nom _____
Adresse _____

11727/LAL/89

150

TÉLÉVISION

SEMAINE DU 15 AU 21 DÉCEMBRE

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 15 DÉCEMBRE 1984

La rentrée de Claude Santelli

Le réalisateur des « Cent livres » reste fidèle aux classiques.

LA célébration, en 1984, de l'année Diderot et celle, l'an prochain, de Victor Hugo auront eu au moins le mérite de mettre en terme à la retraite plus ou moins volontaire d'un des « grands » du petit écran : Claude Santelli. De longue date, il souhaitait monter Jacques le Fataliste pour la télévision, tant sont grandes sans doute les affinités du plus pédagogue des réalisateurs avec le père de l'Encyclopédie (lire notre article sur cette émission ci-dessous). Depuis « Le théâtre de la jeunesse » — avec ses quarante-trois émissions entre 1960 et 1966 — et « Les cent livres », sans même parler du reste, personne n'ignore le nom de Claude Santelli, voire son visage buriné que devorent des yeux brûlés par la passion. Il célébrera d'ailleurs ses trente ans de télévision l'an prochain.

Comment s'explique alors son éclipse depuis trois ans ? En 1981, il a d'abord participé aux travaux de la commission Moynet, « qui a bien travaillé à la réforme du service public de la télévision sans avoir été vraiment suivie ». Puis, on lui a proposé un poste important de gestionnaire dans l'une des deux premières chaînes, mais il préfère faire les choses lui-même.

Devenu président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques pendant un an, cette tâche l'a beaucoup occupé. Mais cela lui a valu aussi d'être reçu par le président de la République, auquel il confiait, en février dernier, ses préoccupations concernant l'avenir de l'audiovisuel, très menacé par la pénurie d'œuvres de création. Enfin, certains de ses projets n'ont pas reçu l'agrément des directions de chaîne.

Mais, au-delà de ces raisons objectives, expliquant la « disparition » de Claude Santelli des lieux de tournage, il y a une part de dépit amoureux : « J'avais douze ans en 1936, dit-il, lorsque j'ai été marqué de façon indélébile par le grand soufflé, par l'ouverture culturelle au sens le plus large, qui a marqué cette page d'histoire. Soufflé qu'on a ressenti à la Libération en 1944 et qu'on pensait avoir retrouvé en 1981. Certes, je ne sous-estime pas l'œuvre accomplie depuis



trois ans dans des secteurs comme le livre ou le théâtre, mais pour ce qui est de l'avenir de l'audiovisuel, avec ses rendez-vous prochains — le lancement du satellite dans deux ans, par exemple, — on ne voit pas où est l'élan, le ferment.

D'où vient ce décalage entre un média, la télévision, dont chacun admet — et redoute — la puissance, et l'absence de

projet global pour tenter d'en canaliser les effets ? « L'intelligence continue de mépriser la télévision comme ne pouvant dispenser qu'une sous-culture. Si l'on considère en outre que les coûts de production constituent le problème numéro un de toutes les télévisions du monde et que le prix payé par le téléspectateur est dérisoire (1), il est fatal que les directeurs de chaîne manquent régulièrement de crédits

pour produire un volume convenable d'œuvres de création », admet Claude Santelli, qui souligne en outre « l'organisation étrange de la maison [il s'agit du service public de l'audiovisuel] où les ingénieurs sont séparés des créateurs. Enfin, certains croient que le salut réside dans les coproductions, système économiquement justifiable, mais qui n'est pas sans danger par rapport aux valeurs culturelles et artistiques qu'on peut en attendre ».

Les nouveaux matériels techniques — la vidéo légère, notamment, le montage électronique, les synthétiseurs — n'ont-ils pas modifié les règles traditionnelles de la création ? Ne s'agit-il pas d'une nouvelle bataille d'Hernani ? « Sans être dénués d'intérêt, répond Claude Santelli, les matériels modernes ne changent pas fondamentalement le problème. Ils servent parfois, hélas ! d'alibi pour l'écluse : ainsi certains pensent que la création réside aujourd'hui dans les vidéo-clips. Je crois que la télévision actuelle n'est plus adaptée à l'époque que nous vivons. C'est pourquoi il conviendrait d'organiser d'urgence une vaste réflexion, au plus haut niveau, pour répondre aux besoins futurs ».

Dans l'attente de cette hypothétique mise à plat de l'avenir de l'audiovisuel, Claude Santelli vient d'achever le montage d'un grand et très classique documentaire sur la Commune, intitulé « L'Année terrible », qui devrait être programmé sur TF 1 au début de l'année 1985. Autre commande de TF 1 : six nouvelles filmées (de cinquante-cinq minutes) tirées de Guy de Maupassant, « Les femmes de Maupassant ». Le tournage de la première émission, réalisée près d'Yvetot, a débuté le lundi 3 décembre. Durée du tournage : quatorze jours. « Les deux tiers du temps qui nous était imparti jadis pour une œuvre comparable, dit Claude Santelli, nostalgique. Heureusement qu'avec Maupassant, dont j'ai déjà tiré six émissions entre 1971 et 1975, je suis en pays de connaissance ».

Si la carrière de Claude Santelli est garante d'un professionnalisme à toute épreuve et d'un souci de recherche télévisuelle indiscutable, ses choix

personnels ne constituent pas pour autant la réponse-type au problème de la création. Depuis trente-cinq ans que la télévision existe en France, le goût du public a déjà changé. Il risque d'évoluer beaucoup plus vite encore avec la montée des jeunes, élevés au biberon de l'électronique et du synthétiseur d'images, préférant le choc des flashes de la Guerre des étoiles aux chromos bucoliques d'une nouvelle de Maupassant. La controverse actuelle sur la création à la télévision est au centre de ce dilemme. Quelle autorité responsable prendra l'initiative de provoquer rapidement une large confrontation sur le sujet ?

CLAUDE DURIELX.

(1) La redevance représentée entre 0,94 F et 1,75 F par jour et par récepteur (trois personnes en moyenne).

Vu pour Vous

Vous avez dit gros ?

FR 3 adore les séries de cinq minutes, décidément. En voici une nouvelle, assez plaisante. Le thème : être gros.

Raoul Mille est écrivain (les Chansons, la Ballade du dinosaure...). C'est lui, qui a publié en 1978 Gros et heureux de l'être. Raoul Mille est, comme on dit, enveloppé, c'est-à-dire qu'il est rond, qu'il a une petite panse, des joues remplies par les gâteaux de son enfance ; derrière des lunettes rondes cerclées, l'œil est gourmand.

On est gros comme on est juif, dit-il, dans le regard des autres. Raoul Mille a décidé, non pas qu'il n'était pas gros mais qu'il n'était pas coupable. Pour lui, l'obésité est le minceur, le culte du corps avec gymnastique, jogging, etc., est une nouvelle forme de tyrannie, une religion avec ses prosélytes, ses

fanatiques. « Que les maigres restent maigres et que les gros, s'ils le désirent, restent gros... » Raoul Mille sait raconter de manière très personnelle ses souvenirs, les odeurs de poulet, du soufflé, des gâteaux le dimanche, le rapport du gros avec la séduction (le gros, c'est l'ami, le confident, plutôt que l'ami, la visite médicale, la guerre...), l'analyse impitoyablement la société qui juge, et, prenant leçon sur d'autres minorités, il revendique : « Fat's beautiful ». Trois minutes chaque soir, pour convaincre, Raoul Mille est une sorte de résistant.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ « Fat's blues ou les confessions d'un dinosaure », FR 3, du lundi 17 décembre au vendredi 4 janvier, vers 22 h 40.

Rions !

« Le bonheur arrive chez ceux qui rient. » Ce dicton japonais, Daniel Costelle l'a mis en exergue à son Histoire du rire, série, en six épisodes, qu'il a réalisée avec la collaboration de Nadine Lermite. Tout le monde ne rit pas au même moment. Peu importe. Le rire est, après tout, chose personnelle. L'essentiel est de trouver des occasions. Celle-ci est à saisir. Surtout lorsqu'on sait que les Français rient de moins en moins. Des statistiques sociologiques l'affirment, notre capacité à rire évolue en paau de chevreuil : six minutes par jour, aujourd'hui, contre dix-sept en 1936.

Raconter le rire, sa naissance, sa progression, ses transformations au fil des siècles : Daniel Costelle a dû choisir parmi un « zilllard » de mètres de pellicules, dit-il, faire des reconstitutions, inventer

des entractes « exclusifs » avec Dieu, Adam, Bercourt... Le résultat est quelque fois décevant, certaines reconstitutions sonnent un peu faux. Du moins à en juger à travers les trois épisodes que l'on a vus. Mais quel plaisir de revoir des extraits de films des Marx Brothers, de Buster Keaton, de Chaplin ! On s'escaïfe, aussi, à redécouvrir Fernand Raynaud dans son sketch « La marche du régiment », Jacques Tati mimant un match de foot, Guy Bedos et Sophie Daumier, Raymond Devos et tant d'autres. Sans parler d'un « Chariot japonais », datant de 1928, que l'on découvre avec ravissement. Toute cette affaire se termine de manière surprenante. Rira bien qui rira le dernier !

ANITA RIND.

★ « Histoire du rire », TF 1, à partir du vendredi 21 décembre, à 22 heures (50 à 54 min).

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

L'Ultime attaque ■

Film anglais de Douglas Hickox (1979), avec B. Lancaster, P. O'Toole.
TF 1, 20 h 35 (110 mn).

En janvier 1979, le haut commissaire anglais au Natal fait envahir le territoire de la nation zouloue. Ce film très spectaculaire, dénonçant, sans ambiguïté, l'impérialisme britannique en Afrique du Sud et reconstitue la sanglante bataille d'Isandhavana où, par la faute d'un général orgueilleux et mauvais stratège (Peter O'Toole est tout un symbole), de jeunes soldats se firent massacrer.

Jet Pilot ■

Film américain de Josef von Sternberg (1951), avec J. Wayne, J. Leigh (v.o. sous-titré).
FR 3, 22 h 30 (110 mn).

Colonel dans une base américaine de l'Alaska, John Wayne s'éprend de Janet Leigh, femme pilote russe venue là, prétend-elle, pour choisir la liberté. Réalisé en 1951, ce film ne sortit qu'en 1957, remanié par le producteur Howard Hughes. Distribué en France sous le titre, Les espions s'amusent, Sternberg a renié cette comédie d'espionnage non conforme à son propos original. Et pourtant, il y a là, d'une façon fantaisiste, un jeu de rapports masculin-féminin rappelant ceux de Victor McLaglen et Marlene Dietrich dans Agent X 27.

LUNDI 17 DÉCEMBRE

Les Nerfs à vif ■

Film américain de Jack Lee Thompson (1962), avec G. Peck, R. Mitchum.
TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Sorti de prison après une peine de huit ans pour viol, un sadique veut se venger de l'avocat qui l'a fait condamner, en s'attaquant à sa femme et à sa fille. Beaucoup de ficelles dans un suspense qui met, pour de bon, les nerfs à vif. Mais en « fonctionnaire du

mal » posant ses pièges, Mitchum est réellement diabolique.

Tout feu tout flamme ■

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1981), avec Y. Montand, I. Adjani.
FR 3, 20 h 35 (105 mn).

Une jeune femme moderne, énergique, sortie de Polytechnique, assure des responsabilités d'homme, est aux prises avec un père aventurier resurgissant après des années d'absence pour se fonder dans un coup pas possible. Intrigue de comédie, étude psychologique, on reconnaît la perte de Rappeneau, Montand cabotine un peu. Isabelle Adjani joue, très subtilement, un rôle à transformations.

MARDI 18 DÉCEMBRE

Le Parrain — 2^e partie ■

Film américain de Francis Ford Coppola (1974), avec Al Pacino, R. de Niro.
A2, 20 h 40 (195 mn).

Chronique de la deuxième génération de la Mafia américaine transmise de souvenirs du passé où Robert de Niro reprend le rôle tenu par Mario Brando dans le premier Parrain (1972). On risque de se perdre si l'on ne connaît pas déjà la généalogie de la famille Corleone. En fait, c'est un autre film à dimension socio-politique, un film ambitieux et complexe, avec morceaux de bravoure, scènes intimes et Al Pacino en potentat du gangstérisme.

Le Vagabond des mers ■

Film américain de William Keighley (1953), avec E. Flynn, R. Liver.
FR 3, 20 h 50 (90 mn).

Au XVIII^e siècle, un gentleman écossais rallié à la cause des Stuart, vaincu et proscrit, devenu flibustier, se croit trahi par son frère et veut se venger. Adaptation très libre du Maître de Ballantrae, de R. L. Stevenson, dominée par Errol Flynn, héros encore flamboyant.

La Caravane héroïque ■

Film américain de Michael Curtiz (1940), avec E. Flynn, M. Hopkins (v.o. sous-titré, N.).
FR 3, 23 h (110 mn).

Et voilà Errol Flynn à la grande époque de Warner Bros. Mythologie de l'Ouest, plus mythologie de la guerre de Sécession. Randolph Scott en frère ennemi, Bogart bandit de grands chemins, Miriam Hopkins espionne sudiste et fille de saloon au grand cœur. L'aventure au galop.

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

Un jour aux courses ■

Film américain de Sam Wood (1937), avec les Marx Brothers, M. O'Sullivan (v.o. sous-titré, N.).
FR 3, 22 h 20 (105 mn).

Comme pour Une nuit à l'Opéra (grand succès commercial), le délire des frères Marx fut, ici, contrôlé par Irving Thalberg, directeur de production de la M.G.M., et par le réalisateur Sam Wood. On est, certes, loin du pur « marxisme » de Soupe au canard (1933) mais Groucho, vénérable escroc se faisant passer pour un grand médecin, Chico bookmaker, Harpo jockey et censeur de piano, font régner la folie douce dans une intrigue dont les conventions s'effacent lorsqu'ils apparaissent.

JEUDI 20 DÉCEMBRE

Sous le plus grand chapiteau du monde ■

Film américain de Cecil B. de Mille (1952), avec B. Hutton, C. Wilde.
A2, 20 h 35 (155 mn).

Pastourelle et baroque mise en scène de l'univers d'un cirque américain à plusieurs pistes, où le spectacle est roi, où les rivalités et les passions débordent parfois des coulisses. Parades ruilantes, belles, numéros de trapèze et de dressage d'animaux, foule de figurants, constellation de vedettes, accident de

chemin de fer, le tout en technicolor barloché. Cecil B. de Mille avait un génie d'imagerie et le goût du grandiose. De quoi être sidéré !

Barabbas ■

Film italien de Richard Fleischer (1962), avec A. Quinn, S. Mangano.
FR 3, 20 h 35 (130 mn).

La curieuse destin du voleur libéré à la place de Jésus de Nazareth et dont la vie aventureuse fut marquée par la tragédie du Golgotha. Tiré d'un roman de Per Legerqvist (prix Nobel de littérature 1951), ce film historique un peu appliqué se distingue par la performance d'Anthony Quinn.

VENDREDI 21 DÉCEMBRE

Flash Gordon ■

Film américain de Filmation Associates (1979).
A2, 14 h 50 (90 mn).

Exploits de Flash Gordon (Guy l'Eclair) sur la planète où règne le tyran Ming. Une célèbre bande dessinée transformée en dessins animés, fantastiques.

La Prisonnière du désert ■

Film américain de John Ford (1956), avec J. Wayne, J. Hunter (v.o. sous-titré).
A2, 23 h (115 mn).

Pendant des mois, des années, un Texan, ancien combattant de la guerre de Sécession, recherche sa nièce qui, enfant, fut emmenée par des Comanches après le massacre de sa famille. Ford a brassé, avec une profonde humanité, les grands thèmes du western, s'est élevé contre le racisme et la folie des guerres indiennes, fait de John Wayne (admirable) un homme monolithique obsédé par la vengeance, découvrant, pourtant, au bout de sa route, que l'amour est plus fort que le haine. L'errance du Sudiste muré en lui-même a trois dimensions : historique, sociologique, psychologique. La fluidité de l'écriture cinématographique conduit à la méditation.

Totalement British !

CATHERINE HUMBLOT.

* *Un Anglais à l'étranger*, dimanche 16 décembre, 1 h 55, 55 mn.

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

LUNDI 17 DÉCEMBRE

MARDI 18 DÉCEMBRE

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

JEUDI 20 DÉCEMBRE**VENDREDI 21 DÉCEMBRE**

7. 7/9 M. Denisot. 9. Next stop, Greenwich village, film de P. Mazuraky (comédie dramatique). 10.45 Issy Myrka. 11.40 Hill street blues. 12.30 Soap. 13.5 Jau. 13.55 Rue Carnot (et à 18.45). 14. Le père Noël est une ordure, film de J.-M. Poins (comédie). 15.25 Jacky Chan, film de Lo Wei (karaté). 17.25 Dessin animé. 17.30 Cabou Cadin (Mister T). 18.5 Surtoot l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.25 Top 60. 20.25 Championnat de France de football. 22.20 Lauret et Hardy sous les verrous. 23.45 Tous en scène. 0.35 Cauchemars à Daytons beach, film de R. Scavolini (horreur). 2.5 L'arroun nu, film de Y. Beillon (drame psychologique). 3.45 Tendres cousines, film de D. Hamilton (érotique). 5.10 Un tueur dans le ville, film de A. Mastropia (policier).

Dimanche

16 décembre

1

2

3

PÉRIPHÉRIE

KTL 20, A vos de chœur : *la Grande Attaque du treizième d'Or*, film de M. Crickton, on l'honneur à *la Buick*, film de G. Granger; 21 h 55, Intrigues : Les après-midi de M. Forester; 22 h 55, Intérieurs, film de Woody Allen

TMC 20 h, Jeu : le Grand Raid; 20 h 55, la photo-cynèse; 21 h, Série : les Six Femmes d'Honor VIII; 22 h 40, Monte-Carlo magazine; 22 h 55, Capri-rol.

KTL 20, Le jardin extraordinaire; 20 h 35, la Bataille de Midway, film de Jacques Smith.

KTL-TELE 2, 20 h, 1944-1984 : la Bataille des Ardennes.

TSR 20 h 55, Les films de la semaine; 21 h, les Naufraiges 747, film de Jerry Jameson; 22 h 50, Journal; 23 h 3, Sports; 23 h 30, Rame; 24 h, Festival de la rue d'Or de Montreux.

Sports dimanche soir.
Finale de la Coupe Davis de tennis.
Journal.
C'est à lire.
Clignotant.

23.36 **Désirs des arts.**
Magazine, réal. par P. Collin et F.-A. Bouzang, présenté par Pierre Delf.
Portraits de Daniel-Henry Kahnweiler, marchand de tableaux au début du siècle, l'un des premiers à avoir osé exposer Braque et toutes les avants révolutionnaires des années 1910-1930. Sa collection, actuellement exposée au Centre Georges-Pompidou, est commentée par Isabelle Monod-Faustine, Jeanne Laurent et Werner Spiess.

00.00	Moscou. Emission de l'ADRL.
	Un portrait de la communauté africaine à travers les lieux où ils se réunissent à Paris, restaurants, cafés...
12.00	Oser. Fondation pour la vie associative.
13.00	Quatre-vingt-quatre. Emission du GMF.
14.40	Objectif entreprise. Emission de l'APIE.
15.00	Musique pour un dimanche.
16.00	Théâtre à l'Ecole verte.
	De B. Bezou, d'après Carlo Gozzi réal. H. Bazin, avec V. Mar-mond, C. Brandi, J. Burand.
	Deux jumeaux, Renzo et Barbarina, échappent de justesse à la mort atroce que leur réservait leur grand-mère, la vieille Tartaglietta, reine des terroirs, qui, comble de l'horreur, fait entrer Ninette sous le bras de l'évier. Ironie et mélancolie, d'un grand du théâtre du XVIII ^e siècle, hostile à la « philo-sophie des lumières ».
18.00	Emissions pour la jeunesse.
19.40	RFO Hebdo.
20.00	Fraggle Rock.
20.35	Témoins : Philippe Soupault et le surréalisme.
	Série de B. Tavernier et J. Aureocha. Musique d'E. Saiz.
	Dernier épisode des confessions d'un des grands poètes sur-naturels, couronné avec André Breton des Champs magné-tiques : une mémoire encaie, bouquie, parfois coriace. Une histoire illustrée de la littérature contemporaine, parfois didactique.
1.25	Aspects du court métrage français.
	Le Perquet des îles, de Jean-Luc Gaget ; Passe-moi l'ail, de Phi-lippe Dorion.
2.00	Journal.
2.30	Cinéma de minuit : Jet Pilot.
	Film de Josef von Sternberg (cycle de carnavals).
3.20	Prétendu à la nuit.
	« De tanti offanni oppressa » de G. F. Haendel, interprété par Nella Ansel, soprano.

RTL 20 h, *Un homme et une femme*, film de Claude Lelouch; 21 h 50, *Soap*; 22 h 30, le Grand Jury RTL-*le Monde*; 22 h 30, *La lanterne magique*.

TMC 20 h, *Lois Grant*; 20 h 55, *Woody Woodpecker*; 21 h, *Marie-Cécile*, film de Julien Duvinier; 22 h 30, *Clip'n'roll*.

RTS 20 h 15, *Variétés*: Wildcat; 20 h 55, 1944-1984: la bataille des Ardennes; 22 h 5, *Documentaire*: les Beatles.

TSR 20 h, le Grand Raid; 20 h 55, *Dis-moi ce que tu lis*, le Dr F. Fauci, chirurgien; 21 h 50, *Regards*.

12. **Journal** : 10 pages.
 13. **Journal** : 10 pages.
 14. **Journal** : 10 pages.
 15. **Journal** : 10 pages.
 16. **Journal** : 10 pages.
 17. **Journal** : 10 pages.
 18. **Journal** : 10 pages.
 19. **Journal** : 10 pages.
 20. **Journal** : 10 pages.
 21. **Journal** : 10 pages.
 22. **Journal** : 10 pages.
 23. **Journal** : 10 pages.
 24. **Journal** : 10 pages.
 25. **Journal** : 10 pages.
 26. **Journal** : 10 pages.
 27. **Journal** : 10 pages.
 28. **Journal** : 10 pages.
 29. **Journal** : 10 pages.
 30. **Journal** : 10 pages.
 31. **Journal** : 10 pages.
 32. **Journal** : 10 pages.
 33. **Journal** : 10 pages.
 34. **Journal** : 10 pages.
 35. **Journal** : 10 pages.
 36. **Journal** : 10 pages.
 37. **Journal** : 10 pages.
 38. **Journal** : 10 pages.
 39. **Journal** : 10 pages.
 40. **Journal** : 10 pages.
 41. **Journal** : 10 pages.
 42. **Journal** : 10 pages.
 43. **Journal** : 10 pages.
 44. **Journal** : 10 pages.
 45. **Journal** : 10 pages.
 46. **Journal** : 10 pages.
 47. **Journal** : 10 pages.
 48. **Journal** : 10 pages.
 49. **Journal** : 10 pages.
 50. **Journal** : 10 pages.
 51. **Journal** : 10 pages.
 52. **Journal** : 10 pages.
 53. **Journal** : 10 pages.
 54. **Journal** : 10 pages.
 55. **Journal** : 10 pages.
 56. **Journal** : 10 pages.
 57. **Journal** : 10 pages.
 58. **Journal** : 10 pages.
 59. **Journal** : 10 pages.
 60. **Journal** : 10 pages.
 61. **Journal** : 10 pages.
 62. **Journal** : 10 pages.
 63. **Journal** : 10 pages.
 64. **Journal** : 10 pages.
 65. **Journal** : 10 pages.
 66. **Journal** : 10 pages.
 67. **Journal** : 10 pages.
 68. **Journal** : 10 pages.
 69. **Journal** : 10 pages.
 70. **Journal** : 10 pages.
 71. **Journal** : 10 pages.
 72. **Journal** : 10 pages.
 73. **Journal** : 10 pages.
 74. **Journal** : 10 pages.
 75. **Journal** : 10 pages.
 76. **Journal** : 10 pages.
 77. **Journal** : 10 pages.
 78. **Journal** : 10 pages.
 79. **Journal** : 10 pages.
 80. **Journal** : 10 pages.
 81. **Journal** : 10 pages.
 82. **Journal** : 10 pages.
 83. **Journal** : 10 pages.
 84. **Journal** : 10 pages.
 85. **Journal** : 10 pages.
 86. **Journal** : 10 pages.
 87. **Journal** : 10 pages.
 88. **Journal** : 10 pages.
 89. **Journal** : 10 pages.
 90. **Journal** : 10 pages.
 91. **Journal** : 10 pages.
 92. **Journal** : 10 pages.
 93. **Journal** : 10 pages.
 94. **Journal** : 10 pages.
 95. **Journal** : 10 pages.
 96. **Journal** : 10 pages.
 97. **Journal** : 10 pages.
 98. **Journal** : 10 pages.
 99. **Journal** : 10 pages.
 100. **Journal** : 10 pages.

150

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 15 DÉCEMBRE 1984 VII

Dimanche
16 décembre

Lundi
17 décembre

Mardi
18 décembre

Mercredi
19 décembre

11.15 TF1 Vision plus.
11.45 La Une chez vous.
12.00 Feuilletton : le jeune Fabre.
12.30 La boutique à la mer.
Invité de la semaine : Daniel Guichard.
13.00 Journal.
13.45 A pleine vue.
Série : La petite maison dans la prairie ; 14.45 Acroche-ours ; 15.00 Reprise : Sept sur sept (diffusé le 16 décembre) ; 15.55 La maison de TF 1 ; 17.25 Aventures inattendues : Des souris et des hommes ou l'accueil inattendu.
17.55 Mini-journal pour les jeunes.
18.10 Le village dans les nuages.
18.30 Série : Danse avec moi.
18.15 Émissions régionales.
19.35 Émissions d'expression directe.
F.O. et formation politique : P.S.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : les Nerfs à vif.
Film de Jack Leo Thompson.
22.15 Émissions et toiles.
Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Jousset.
Portrait de Nastassja Kinski interviewée en compagnie d'A. Konchalovski, le metteur en scène de Maria's Lovers ; le cinéma du diable : sorcières, possession, avec Bunsel, Polanski, Lubitsch.
23.10 Journal.
23.20 Tennis : Finale de la Coupe Davis (résumé).
23.50 C'est à lire.
23.55 Cigognant.

11.15 TF1 Vision plus.
11.45 La Une chez vous.
12.00 Feuilletton : le jeune Fabre.
12.30 La boutique à la mer.
13.00 Journal.
13.45 A pleine vue.
Série : La petite maison dans la prairie ; 14.45, Ces chers disparus : Louis Jovet ; 14.55 Documentaire : un rêve d'adolescent ; 15.50 Les choses du mardi : les plaisirs de la table ; 17.20 Histoire naturelle : savoir choisir avec ses chiens.
17.55 Mini-journal pour les jeunes.
18.10 Le village dans les nuages.
18.30 Série : Danse avec moi.
18.10 TF1, s'il te plaît, raconte-moi une puce.
Magazine de l'Informatique.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.30 D'accord pas d'accord (RNC).
20.35 L'Odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau.
Clipperton : Ile de la Solitude, petit atoll perdu au large d'Acapulco dans le Pacifique. L'équipe du commandant explore les eaux chargées de débris organiques en décomposition.
21.35 Contre-enquête.
Magazine des faits divers de Anne Hoxay.
Un loto peut rapporter gros ; Je sais ; Enquête sur la vie du prince Rainaldo di Sangro.
22.30 Documentaires : les couleurs de la musique.
Émission de Brigitte Massin.
Au sommaire : un reportage sur les carillons de Douai, les cadeaux de Noël ; les percussions de Strasbourg ; des extraits d'opéras et de concert. « La Vie parisienne » mise en scène par Jean-Louis Barrault en 1907.
23.00 Journal.
23.20 Coupe Davis (résumé).
23.40 C'est à lire.
23.45 Cigognant.

11.15 TF1 Vision plus.
11.45 La Une chez vous.
12.00 Feuilletton : Arnold et Willy.
12.30 La boutique à la mer.
13.00 Journal.
13.40 Vitamine.
Les Trois mousquetaires : pourquoi, comment ; les petits creux de Loula ; Gigi ; Vitaboum ; Dessus animés...
18.25 Microcluse. Magazine de l'Informatique.
18.50 C'est super.
17.10 Hip-hop, magazine des nouvelles danses avec Sidney.
17.25 Jack spot.
17.50 Journal.
18.00 Des jouets par milliers.
18.10 Le village dans les nuages.
18.30 Série : Danse avec moi.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Cocoricocoboy.
19.53 Tirage du Téo-o-téo.
20.00 Journal.
20.27 Tirage du Loto.
20.30 Parloir France avec M. Laurent Fabius, premier ministre.
20.45 Série : Dallas.
Sue Ellen, renversée par une voiture, transportée d'urgence à l'hôpital, reçoit la visite du ténébreux J. R.
21.45 Documentaire : Portrait imaginaire de Gabriel Bories.
Émission de Claudine Bories.
A partir de lettres de témoignages, de documents d'archives et de film, le portrait d'un père par sa fille : aucune fausse émotion, la petite musique du souvenir, la douleur d'un homme. Un dessin poignant.
Branchée-musique : fréquence vidéo.
Spécial Alain Delon, avec des extraits de ses films ; spécial cascades.
23.30 Journal.
23.45 C'est à lire.
23.50 TF1, s'il te plaît, raconte-moi une puce.
Magazine de l'Informatique.
0.15 Cigognant.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1

12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.
Geneviève, protégée, se réveille. Pierre meurt. Triste fin.
Aujourd'hui la vie.
Ces stars étaient des hommes : A. Préjean, R. Souppez.
14.50 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.
15.40 Reprise : Apostrophes.
La gourmandise (diffusé le 14 décembre).
16.55 Divertissement : Thé dansant.
17.40 Récit A 2.
Pocahontas ; Johan et Pirlouit ; Latu et Liré ; Tchaou et Crodo ; Pac Man ; Téléchat.
C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (RNC).
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Le grand équilibriste.
De J. Chancel. Premiers de cordée.
Ceux qui pourraient occuper dans les années à venir un rang dans le domaine des arts. Autour de trois artistes : Gérard Causé (altiste), Alain Meunier (violoncelliste), Pierre Arroyal (violoniste), ainsi que le Quatuor Invaldi, le violoniste Teddy Paparini, etc.
23.15 Journal.
23.30 Bonsoir les clips.

10.30 Antiope.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.
Nouvelle série d'un feuilleton fleur bleue.
Aujourd'hui la vie.
Un amour de chien (les professionnels du monde canin).
14.50 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.
15.40 Reprise : Le grand raid.
(diffusé le 16 décembre).
Le journal d'un siècle, de L. Bériot.
1896 : Becquerel découvre la radioactivité ; Marconi invente le télégraphe ; les premiers JO s'ouvrent à Athènes.
17.45 Récit A 2.
Pocahontas ; les devinettes d'Épinal ; les quat'z'amis ; Sido Rémi ; Latu et Liré ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.30 D'accord pas d'accord (RNC).
20.40 Cinéma : le Parrain II.
Film de Francis Ford Coppola.
23.50 Journal.

10.30 Antiope.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.
Dessins animés : Watoo-Watoo : X-Or.
14.15 Récit A 2.
Johan et Pirlouit ; Les quat'z'amis ; Vol du dragon ; Pac Man ; Latu et Liré ; Les petites canailles...
17.00 Micro-Kid.
17.35 Les carnets de l'aventure.
« Off the edge » : deltaplane en Nouvelle-Zélande.
18.00 Parloir 45.
Survivor : Les Désaxés ; Frank Alamo ; Lloyd Cole ; In Parallel ; Lio et Jacky ; Roger Hodgson.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Téléfilm : Jacques le Fataliste.
D'après Diderot, réal. Cl. Santelli. Avec P. Chermis, G. Tréjean, F. Perier.
(Lire nos deux articles.)
22.45 El tango : Milva et Astor Piazzola.
Aux Bouffes du Nord, réal. D. Sanders.
Nuit tango avec la belle et sensuelle comédienne italienne Milva, accompagnée par l'un des maîtres incontestés du tango, Astor Piazzola ; charme troublant d'une musique qui fait valser l'âme.
23.35 Journal.
23.50 Bonsoir les clips.

ANTENNE
2

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
Comme ces dernières années, Jacques Solness animera tous les jours, du 17 au 29 décembre, une collecte faite au profit de l'UNICEF pour qu'une crèche soit créée, un hôpital terminé, etc. Avec de nombreux artistes.
20.35 Cinéma : Tout feu tout flamme.
Film de Jean-Paul Rappeneau.
22.25 Journal.
22.45 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernod.
« La Nioulargue », l'un des grands rendez-vous annuels de la voile non sponsorisée.
23.35 Divertissement : Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure.
Série de R. Mille et M. Tournier.
(Lire notre article.)
23.40 Prélude à la nuit.
« Cassation pour cuivres », de Pétrovitch, interprété par les Philharmoniques de Châteauroux à Budapest.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
20.30 D'accord pas d'accord (RNC).
20.35 La dernière séance : soirée Errol Flynn.
Émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain.
Actualités (1953) ; Tex Avery ; Présentation du premier film ; à 22 h 15 Tex Avery ; Réclames de l'époque ; entracte ; attraction ; annonce du deuxième film.
20.50 Premier film : le Vagabond des mers.
De William Keighley.
22.40 Journal.
23.00 Deuxième film : la Caravane héroïque.
De Michael Curtiz.

14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
20.35 Ring-Parade : Cadence 3.
Émission de Guy Lux.
Autour d'Eddy Mitchell, Dalida, Michèle Torr.
22.00 Journal.
22.20 Cinéma : Un jour aux courses.
Film de Sam Wood.
0.05 Une drôle d'école, c'est une école drôle.
La poésie sort de la bouche des enfants. Concours de poésie d'enfants proposé par FR3 aux autres chaînes francophones.
0.15 Divertissement : Fat's Blues ou les confidences d'un dinosaure.
Série de R. Mille et M. Tournier.
(Lire notre article.)
00.20 Prélude à la nuit.
Festival baroque à Monaco : « Sonate en do majeur », 1^{er} mouvement, de W. A. Mozart, interprété par Marcelle Dedieu-Vidal, piano.

FRANCE
RÉGIONS
3



• RTL 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, Télématin : Célébrités ; 22 h 50, La Joie de lire ; 23 h 55, RTL-Théâtre ; 23 h 50, Clip connection.
• TMC 20 h, Série : la Chambre des dames ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, le Retour de Christophe Colomb, film de Jean-Pierre Saire ; 21 h 45, Monte-Carlo magazine ; 23 h, Clip'n'roll.
• RTB 20 h, Écran témoin : l'Élu du maître, film de S. Karc, suivi d'un débat sur l'information dans l'audiovisuel.
• RTB-TELE 2 20 h, Le temps retrouvé ; 20 h 30, Théâtre wallon : Mouscron la foule ; 22 h 5, Informations agricoles.
• TSR 20 h 10, L'Étoile d'or à Genève (concours de chants de Noël) ; 20 h 35, Spécial cinéma ; 23 h 10, Journal ; 23 h 25, L'automne est à vous.

• RTL 20 h, Clips ; 21 h, Télématin : Célébrités ; 21 h 50, Documentaire : les disciples de Shiva ; 22 h 30, La joie de lire ; 22 h 40, Clip connection.
• TMC 20 h, Grande époque ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, Fifi la plume, film d'Albert Lamorisse ; 22 h 25, Monte-Carlo magazine ; 22 h 40, Clip'n'roll.
• RTB 20 h 5, Feuilletton : Clémence Alenti ; 21 h 5, Vive la science ; 22 h 5, Salut l'artiste ; 23 h 25, Tribune économique et sociale.
• RTB-TELE 2 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens ; 21 h 5, Aventure pour l'échafaud, film de Louis Malle ; 22 h 35, Volley-ball féminin.
• TSR 20 h, L'Étoile d'or du canton de Vaud ; 20 h 45, Série : Châteauesque ; 21 h 40, Fantasi ; 22 h 25, Journal ; 22 h 40, Kid Crook and the Coccinos.

• RTL 20 h, La croisière s'amuse ; 21 h, les Conquérants du Nouveau Monde, film de Cecil B. de Mille ; 23 h 40, La joie de lire ; 23 h 45, Concert : Concerto n° 1 pour piano et orchestre de Beethoven par l'Orchestre de RTL, dir. W. Scheidt, et Concerto n° 3 de Beethoven par l'Orchestre de RTL, dir. L. Hager.
• TMC 20 h, Série : L'homme de Suez ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, Document : Le temps d'une République ; 22 h 40, Monte-Carlo magazine ; 22 h 55, Sports.
• RTB 20 h, Jeu : Cap 60 ; 21 h 5, Série : les Rues de San-Francisco ; 21 h 55, Document : Palladio for ever.
• RTB-TELE 2 20 h, Caméra sports.
• TSR 20 h 10, L'Étoile d'or en Valais ; 20 h 45, Superman, film de Richard Donner.

PÉRIPHÉRIE

	Jeudi 20 décembre	Vendredi 21 décembre	Le prochain week-end
	<p>11.20 TF 1 Vision plus. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilletton: Arnold et Willy. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série: La petite maison dans la prairie; 14.45, Portes ouvertes, magazine des handicapés; 15.00, Images d'histoire avec le lieutenant-colonel Job; 15.25, Quarté en direct de Vincennes; 15.55, Santé sans pagas: plus loin sur le rive avec le professeur Pierre Elvonen; et les rubriques habituelles; 17.00, La chance aux chansons: Hommage à Tino Rossi. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série: Danse avec moi. 18.45 Emissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.30 Droit de réplique. Les représentants des partis politiques répondent à M. Fabius. 20.45 Feuilletton: la Dictée. De J. Comras, réalisation de J.-P. Marchand, avec P. Rocard, C. Evarard, R. Mollien... Carole, la dernière des Melançon, se retrouve quarante ans après son grand-père dans la même petite école de Cayrol où celui-ci enseignait. La vie a, à la fois, beaucoup et peu changé et Carole a hérité de l'esprit de l'enseignement tel qu'il existait sous Jules-Ferry. Dernier épisode d'une chronique douce-amère qui traverse le siècle et finit sur un message ému. 21.35 Les jadis de l'information: infovision. Magazine d'A. Devers, P. Pic, M. Albert et J. Decourcy. C'était 1984: une rétrospective des événements marquants de l'année: les Jeux olympiques de Los Angeles, le débat école laïque-école privée, le phénomène Le Pen... 23.00 Journal. 23.20 C'est à lire. 23.25 Le jazz et vous. Emission de J. Dival. Avec l'orchestre franco-allemand de Paris, la chorale franco-allemande de Paris, Trio Dieval, Mam Di Bango, Coca.</p>	<p>11.15 TF 1 Vision plus. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Dessin animé: Tom et Jerry. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série: la petite maison dans la prairie; 14.45, Destination Noël; 16.30, Temps libre: Noël au cœur. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série: Danse avec moi. 18.45 Emissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Variétés: porte bonheur. Emission de P. Sabatier et R. Grumbach. Avec M. Sardou, l'orchestre du Splendid, les Forbans, Billy, Pierre Perret... 21.50 La Une en fête. 22.00 Histoire du rire: Sa naissance. Réal. Daniel Costello. (Lire notre article). 22.45 Branchés-musique. Emission de G. Tournier. Avec Alphaville, Kim Wilde, Daniel Barenboim, Joanne Mar... 23.40 Journal. 0.00 Vivre en poésie. Emission de Jean-Pierre Roux. Le poète du petit écran, après quelques mois d'absence, reprend du service pour les fêtes de Noël. Curiosités et magie des alexandrins et des vers libres.</p>	<p>Samedi 22 décembre 8.30 Journal; 10.00 Reprise: cérémonie d'ouverture des J.O. 1984; 12.00 Bonjour, bon appétit; 12.30 Amuse-gaule; 13.00 Journal; 13.35 La séquence du spectateur; 14.05 Dessin animé; 14.20 Série: Pour l'amour du risque; 15.15 Destination Noël; 16.30 Casques et bottes de cuir; 16.50 La Une en fête; 17.00 Série: la Cloche tibétaine; 17.55 Trente millions d'amis; 18.30 Auto-moto; 19.00 D'accord, pas d'accord; 19.15 Emissions régionales; 19.40 Cocoricocoboy; 20.00 Journal; 20.35 Tirage du Lot. 20.40 Au théâtre ce soir: K.M.K. Labrador. de Jacques Duvall, d'après M. Rod, mise en scène J.-L. Moreau, avec Y. Varco, H. Poirier, S. H... 22.25 Histoire de rire: le Grand Rire. Deuxième partie, série de Daniel Costello. 23.25 La Une en fête. 23.35 Journal. 23.55 Ouvert la nuit... Alfred Hitchcock présente « Poids mort »; Extrême nuit; Une nuit à Tite Manico. 0.55 La nuit du court métrage. Emission de TF 1, du ministère de la culture, avec la collaboration de l'Agence du court métrage.</p> <p>Dimanche 23 décembre 6.15 Reprise: la nuit du court métrage; 8.30 Journal; 9.00 Emission islamique; 9.15 A Bible ouverte; 9.30 Source de vie; 10.00 Présence protestante; 10.30 Le jour du Seigneur; 11.00 Masse; 12.02 Midi-Press; 12.30 Télé-foot; 13.00 Journal; 13.30 La Une en fête; 13.35 Téléfilm: le Voyage des innocents; 15.05 Sports dimanche; 17.00 Les animaux du monde; 18.00 Série: Alambic et Torpédo; 19.00 Sept sur sept: le magazine de la semaine; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma: West Side Story. Film de Robert Wise. 23.00 Sports dimanche soir. Magazine de l'actualité sportive du week-end. 23.45 Journal.</p>
	<p>10.30 Antipode. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu: L'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton: Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Tout sur le baiser. 14.50 Téléfilm: De parfaits gentlemen. Trois femmes en vadrouille. L'une d'entre elles épouse un leader syndical véreux... Avec Lauren Bacall. Magazine: Un temps pour tout. De M. Carr et A. Valentini. Pour un peu d'accordéon, avec Aimable, A. Verchuren... 17.30 Récit A 2. La locomotive; la maison dans l'arbre; Poochie; Les légendes du monde; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Emissions régionales. 19.35 Expression directe. Assemblée nationale: dialogue avec les pouvoirs publics. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma: Sous le plus grand chapiteau du monde. Film de Cecil B. de Mille. 23.00 Journal. 23.15 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antipode. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu: L'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton: Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Le Monaco des Monégasques. 14.50 Cinéma: Flash Gordon. Film américain de Filmation Associates. Venez jouer avec nous de J. Bardin et J. Maza. L'histoire des jours. 17.30 Récit A 2. Poochie; Le vol du dragon; Latu spécial poésie; Image imagine; Les matras de l'univers; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Emissions régionales. 19.35 Expression directe. Assemblée nationale: dialogue avec les pouvoirs publics. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma: Sous le plus grand chapiteau du monde. Film de Cecil B. de Mille. 23.00 Journal. 23.15 Bonsoir les clips.</p>	<p>Samedi 22 décembre 10.00 Journal des sourds et des malentendants; 10.30 Vidéo-mat; 10.55 Platina 45; 11.05 Les carnets de l'aventure (Koyas 7, position 80 nord); 12.00 A nous deux; 12.45 Journal; 13.25 Série: L'homme qui tombe à pic; 14.15 Numéro 10, magazine du football; 14.55 Les Jeux du stade; 17.00 Terre des bêtes; 17.30 Récit A 2; 17.55 Le magazine de la rédaction; 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC); 19.15 Emissions régionales; 19.40 Le théâtre de Boulevard; 20.00 Journal. 20.35 Variétés: Champs-Élysées, de Michel Drucker. Avec de Nana Mouskouri. 22.05 Magazine: Les enfants du rock. 23.20 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p> <p>Dimanche 23 décembre 9.35 Journal et météo; 9.40 Récit A 2; 10.10 Les chevaux du désert; 10.40 Gym tonie; 11.15 D'histoire Martin (Enfers les artistes); 12.45 Journal; 13.15 D'histoire Martin (Suite); 13.45 Si j'ai bonne mémoire; 14.25 Série: L'homme qui tombe à pic; 15.00 Les fous du monde; 15.15 Thé dansant; 17.00 Série: L'homme de la nuit; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20); 19.00 Série: L'Age vert; 20.00 Journal. 20.35 Jeu: Le grand raid. Troisième émission: le lac Kariba - Dar-Salam. 21.45 Les noces d'or de Jean Marais ou cinquante ans de spectacle. 23.15 Journal. 23.30 Bonsoir les clips.</p>
	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 18.55 Dessin animé: Lucky Luke. 20.05 Les petits papiers de Noël. 20.35 Cinéma: Barabbas. Film de Richard Fleischer. 22.45 Journal. 23.10 Théâtre: Kléber et Marie-Louise. de Jean-Marie L'Hôte, créée par la troupe de l'Utopie de La Rochelle au théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes, mise en scène de Patrick Collat. Avec J. Brucher, A. Chumla, A. Mercier... Kléber, militaire en garnison dans les années 20, et Marie-Louise, malade dans une ville du Nord, s'aiment malgré leur séparation. Une correspondance s'établit entre eux. Quand tous deux seront mariés, un album de cartes postales montrera le reflet de la France à cette époque. 0.05 Série: Cadavres extras. Réal. M. Guillet. Il ne nous arrivera donc rien ce soir. Adaptée d'une nouvelle policière de Jean Vautrin, une histoire qui se passe dans un lieu unique avec trois personnages, un homme, sa femme et son coiffeur. « Le plus dur, paraît-il, n'est pas de coiffer avec une femme, c'est de se réveiller avec elle... » 0.20 Divertissement: Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure. Série de R. Mille et M. Tournier. (Lire notre article). 0.25 Prélude à la nuit. Etude pour les accords de C. Debussy interprétée par Michel Bourdoncle au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 18.55 Dessin animé: Lucky Luke. 20.05 Les petits papiers de Noël. 20.35 Cinéma: Barabbas. Film de Richard Fleischer. 22.45 Journal. 23.10 Théâtre: Kléber et Marie-Louise. de Jean-Marie L'Hôte, créée par la troupe de l'Utopie de La Rochelle au théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes, mise en scène de Patrick Collat. Avec J. Brucher, A. Chumla, A. Mercier... Kléber, militaire en garnison dans les années 20, et Marie-Louise, malade dans une ville du Nord, s'aiment malgré leur séparation. Une correspondance s'établit entre eux. Quand tous deux seront mariés, un album de cartes postales montrera le reflet de la France à cette époque. 0.05 Série: Cadavres extras. Réal. M. Guillet. Il ne nous arrivera donc rien ce soir. Adaptée d'une nouvelle policière de Jean Vautrin, une histoire qui se passe dans un lieu unique avec trois personnages, un homme, sa femme et son coiffeur. « Le plus dur, paraît-il, n'est pas de coiffer avec une femme, c'est de se réveiller avec elle... » 0.20 Divertissement: Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure. Série de R. Mille et M. Tournier. (Lire notre article). 0.25 Prélude à la nuit. Etude pour les accords de C. Debussy interprétée par Michel Bourdoncle au piano.</p>	<p>Samedi 22 décembre 12.30 Les pieds sur terre; 13.15 Rapères; 13.30 Action; 17.30 Emissions régionales; 19.55 Dessin animé: les Wombles; 20.05 Les petits papiers de Noël. 20.35 Au nom de l'amour. Emission de Pierre Bellemare. But de cette émission: réunir ou remettre en présence pour quelques heures deux personnes qui ont vécu un « bel amour » et que le hasard, le destin ou la vie ont séparées. 21.35 D'amour et de Kries. Emission de Kries et Lorrydable. 22.10 Feuilletton: Dynastie. 22.35 Journal. 22.55 Série: Cadavres extras. De D. Infante, réalisation C. Fayed. 23.10 Musiques. Festival de La Chaise-Dieu: Fantaisie pour un gentilhomme de Joaquín Rodrigo, interprété par l'Orchestre symphonique de Katowice, avec Alexandre Lagoya à la guitare.</p> <p>Dimanche 23 décembre 10.00 Musique; 12.00 D'un soleil à l'autre; 13.00 Magazine 84; 14.30 Emissions pour les jeunes; 18.40 Sylvie Vartan in America; 19.30 RFO Hebdo; 20.00 Fraggie Rock; 20.35 Divertissements: Poker de reine. Emission animée par Léon Zitrone, avec la participation de M. François Chatelet, philosophe, et M. Goujon, photographe à l'Agence Gamma. 21.25 Aspects du court métrage français. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma de minuit: Anna Christie. Film de Jacques Feyder (cycle de curiosités). 0.10 Prélude à la nuit. Notas allemands interprétés par Rema.</p>
	<p>● RTL 20 h, Dallas; 21 h, Série noire: Meurtres pour mémoire. Téléfilm de L. Heynemann; 22 h 45, La joie de lire; 23 h 50 Turbo; 23 h 10, Clip connection. ● TMC 20 h, Magnum; 20 h 55, la photo-mystère; 21 h, Une si jolie petite plage, film d'Yves Allégret; 22 h 40, Monte-Carlo magazine; 22 h 55, Clip n'oli. ● RTB 20 h, Minute papillon; 20 h 35, la Passante du Saint-Souci, film de J. Rouffio et J. Kinner; 22 h 30, Carrousel aux images; 23 h 25, Emission politique. ● RTB-TÉLÉ 2 20 h, l'Ordre nouveau. ● TSR 20 h 10, L'Étoile d'or du canton de Fribourg; 20 h 45, Temps présent; 21 h 45, Dynastie; 22 h 30, Journal; 22 h 45, Passion, film de J.-L. Godard.</p>	<p>● RTL 20 h, Chronique des années 30; 21 h, Série: Hôtel; 22 h, Numéro 10, magazine du football; 22 h 45, Drive in: le Sous-Marin jaune, dessin animé de G. Dumont sur une musique des Beatles. ● TMC 20 h, Variétés: Jean Constantini au Maxime's de Genève; 20 h 55, la photo-mystère; 21 h, Dynastie; 22 h, Duel dans la poussière, film de George Seaton. ● RTB 20 h, A suivre; 21 h 5, Ciné-club: le Grand paysage, d'Alexis Drocova, film de J.-J. Andrien; 22 h 30, Vidéographie. ● RTB-TÉLÉ 2 20 h 5, Histoires de faveurs: le Mariage de mademoiselle Beulemans. ● TSR 20 h 10, L'Étoile d'or du canton de Neuchâtel; 23 h 25, Journal.</p>	<p>● RTL 20 h, Dallas; 21 h, Série noire: Meurtres pour mémoire. Téléfilm de L. Heynemann; 22 h 45, La joie de lire; 23 h 50 Turbo; 23 h 10, Clip connection. ● TMC 20 h, Magnum; 20 h 55, la photo-mystère; 21 h, Une si jolie petite plage, film d'Yves Allégret; 22 h 40, Monte-Carlo magazine; 22 h 55, Clip n'oli. ● RTB 20 h, Minute papillon; 20 h 35, la Passante du Saint-Souci, film de J. Rouffio et J. Kinner; 22 h 30, Carrousel aux images; 23 h 25, Emission politique. ● RTB-TÉLÉ 2 20 h, l'Ordre nouveau. ● TSR 20 h 10, L'Étoile d'or du canton de Neuchâtel; 23 h 25, Journal.</p>

A l'écouter

Bayreuth 1876-1976,
une journée exceptionnelle
sur France-Musique

Plus de cent ans après la première de l'opéra de Richard Wagner, Bayreuth fête son centenaire. Une journée exceptionnelle sera organisée sur France-Musique, du samedi 22 au dimanche 23 décembre. À 19 heures, l'opéra de Wagner, Parsifal, sera diffusé en direct. À 21 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé. À 23 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé. À 23 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé.

France-Culture
et les juifs en URSS

France-Culture organise une série de rencontres avec des auteurs et des artistes juifs d'URSS. Les rencontres auront lieu les samedis 22 et 23 décembre. À 19 heures, l'opéra de Wagner, Parsifal, sera diffusé en direct. À 21 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé. À 23 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé.

Les amis de France-Culture

Les amis de France-Culture organisent une série de rencontres avec des auteurs et des artistes juifs d'URSS. Les rencontres auront lieu les samedis 22 et 23 décembre. À 19 heures, l'opéra de Wagner, Parsifal, sera diffusé en direct. À 21 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé. À 23 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé.

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE diffuse une série de programmes en direct. Les programmes auront lieu les samedis 22 et 23 décembre. À 19 heures, l'opéra de Wagner, Parsifal, sera diffusé en direct. À 21 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé. À 23 heures, le concert de l'Orchestre philharmonique de Bayreuth sera diffusé.

150

Le prochain week-end

Samedi 22 décembre

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

Dimanche 23 décembre

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

Samedi 22 décembre

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

Dimanche 23 décembre

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

Samedi 22 décembre

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

Dimanche 23 décembre

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

Dimanche 23 décembre

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

150

RADIO

A Ecouter

Bayreuth 1876-1976, une journée exceptionnelle sur France-Musique

Pour René Koering, organisateur de cette journée, il ne s'agit pas de dresser un itinéraire panoramique de la gloire de Wagner et de ce lieu un peu magique qu'est Bayreuth, mais plutôt de laisser entrevoir l'univers du phénomène wagnérien, ses prolongements historiques et musicaux.

Ainsi, dès 8 heures, la journée débute par une étude comparative de l'interprétation des opéras du maître : on entendra des enregistrements des grandes voix allemandes des années 20 à 40 — Melchior, Leidor, Lorenz, Müller... — ainsi que les enregistrements faits à la même époque à Londres et à San-Francisco. Aux auditeurs de juger de la « supériorité » d'une interprétation sur l'autre et de déterminer si l'on peut véritablement parler d'une école vocale bayreuthienne. « Désaccord parfait », à 15 heures, proposera également un débat sur le thème : grandeur et décadence du chant wagnérien.

Plus fantaisistes seront les « Wagner folles » proposées à 17 heures, avec la diffusion d'un opéra pipé de F. Holzerstein, les Contes d'Hoffnung (parodie mélangeant Wagner et Bizet), et, à 17 heures, les interprétations en japonais, en espagnol et en suédois des airs wagnériens, avec les métamorphoses surprenantes qu'ils subissent ! J.-C. Averty, de son côté, présentera des registres directement inspirés de Wagner (à 18 heures).

Enfin, à 19 heures, sera diffusé Parsifal, enregistré à Bayreuth en 1954 sous la direction d'Hans Knappertsbusch, l'une des meilleures interprétations selon les spécialistes. La soirée s'achèvera après une émission (à 0 h 5) intitulée : « Elèves et auteurs ». A écouter pour les amoureux du baroque de Corelli, Zelenka, Schilling, d'Albert.

A.B.

Sur France-Musique, samedi 15 décembre, de 8 heures à 2 heures du matin.

France-Culture et les juifs en URSS

France-Culture, deux semaines après, fait écho à l'émission d'André Campana sur FR3 « Les juifs à Moscou » (30 novembre). Depuis 1987 deux cent mille juifs ont quitté l'URSS pour Israël ou les États-Unis, mais ces derniers années les vides se font de plus en plus rares. Les juifs ont beaucoup de difficultés à s'accommoder de leur sort sans rien renier de leur passé. Une seule synagogue, les autres ayant été fermées par Staline, l'apprentissage de l'hébreu devenu presque interdit, alors que la religion est, pour eux, leur identité première.

« Pour autant que je sache, déclarait un des interviewés de Campana, la vie juive est juste- ment une vie religieuse ; pour nous le fondement de la spiritualité c'est la religion. » L'émission de France-Culture « Voix du silence » (bien matinal !) n'est pas allée jusqu'à Moscou, mais a fait appel à des spécialistes : Efraïm Elkud, écrivain, auteur d'une anthologie de la poésie russe, Alexandra Adler, historienne, spécialiste de l'Union soviétique, Claude Kellman, un des responsables de la communauté juive française, et M. Paul Kessler, professeur au Collège de France, devraient compléter ou préciser le sujet.

C.U.

« Les juifs d'URSS », France-Culture, samedi 15 décembre à 8 h 30.

Les amis de France-Culture

Mai 1984, un simple déjeuné annuel d'auditeurs d'une émission antenne de France-Culture, le changement de directeur, des prévisions budgétaires très contraignantes pour France-Culture, l'annonce d'une nouvelle grille pour l'automne, autant de paramètres pour donner naissance à une association d'auditeurs de France-Culture. Des auditeurs passionnés et partisans, mais aussi fortement attachés à leur radio. Une radio qui se trouvait être la seule parmi les médias à ne pas avoir changé (ou à peu près) pendant plus de dix ans.

L'association créée officiellement le 10 novembre 1984 se déclare « attachée au caractère de service public de France-Culture et veut contribuer à l'évolution de la chaîne dans le maintien de sa qualité, la préservation de son identité et de sa spécificité, l'amélioration de sa technique et de son confort d'écoute, tout en favorisant son développement ». Toutefois, avant de définir très précisément sa politique, elle souhaite réaliser une large enquête auprès des auditeurs. Son secrétaire général, M. Jean-Paul Grandjean, s'attache à affirmer son indépendance vis-à-vis des producteurs, réalisateurs et de la chaîne ; il espère atteindre d'ici quelques mois le chiffre d'environ 60 000 adhérents (ce qui correspondrait à 10 % des auditeurs de France-Culture). Aujourd'hui, il ne sont encore que quelques centaines.

Du côté de la direction de Radio-France, on ne peut que se réjouir d'une telle association. C'est ainsi qu'une amicale de France-Culture a annoncé sur les ondes la création de l'association et donné ses coordonnées (BP 10, 95601 Les Herbiers Cedex, tél. : 808-28-52).

C.U.

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

Informations toutes les demi-heures, de 4 h à 9 h et à 11 h 30, 13 h 20 à 14 h 45, 22 h 15, 23 h 30, 0 h, 0 h 30 et 2 h 30.

Parmi les magazines alignés :

- « Carrefour », magazine de l'actualité politique et culturelle à 14 h 15, consacré le lundi 17 à Jaurès (avec la participation de Max Gallo) ; le mercredi 19, à la démocratie au Sénégal (on entendra en direct des principaux leaders politiques du pays) ; le vendredi 21, à un bilan de l'année 1984 fait par les journalistes de RFI.
- « Arts hebdo », le jeudi 20 décembre à 17 h : au sommaire de ce numéro, un conte de Marguerite Yourcenar extrait des Nouvelles orientales ; Comment Wang-Fo fut sauvé.
- « Châma d'aujourd'hui », cinéma sans frontières, propose dimanche 16 à 12 h dans sa rubrique « cinéma d'ailleurs », un spécial Brésil et un portrait de la star égyptienne des années 60, Samia Gamal.
- « Priorité santé », le jeudi 20 à 10 h, propose une émission sur la magnétothérapie, une méthode qui date de l'Antiquité égyptienne et remise aujourd'hui à l'honneur par certains orthopédistes.
- « Arc-en-ciel », le vendredi 21 à 20 h 45 est consacré aux Noëls des cinq continents.
- Parmi les émissions en langues étrangères :
- En anglais, le vendredi 21 à 17 h, dans le cadre de « Paris calling Africa », un numéro spécial. Diderot pour fêter le biocentenaire de sa mort.
- En espagnol, le mardi 18 à 0 h, 1 h 30, 11 h, 12 h 30, 13 h 45, un compte rendu du colloque scientifique francocubain.

France-Culture

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

LUNDI 17 DÉCEMBRE

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

MARDI 18 DÉCEMBRE

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

18.30 Perspectives scientifiques : poussière d'étoiles. 20.00 Panorama : entretiens avec Anne Philipe : psychanalyse et littérature. 21.00 Les chemins de la connaissance. 21.30 Les chemins de la connaissance. 22.30 Nuits magnétiques : séance ténante.

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

JEUDI 20 DÉCEMBRE

7.00 L'heure du jour. 8.00 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance. 9.00 Les chemins de la connaissance. 10.30 Les chemins de la connaissance. 11.30 Les chemins de la connaissance. 12.00 Les chemins de la connaissance. 13.00 Les chemins de la connaissance. 14.00 Les chemins de la connaissance. 15.00 Les chemins de la connaissance. 16.00 Les chemins de la connaissance. 17.00 Les chemins de la connaissance. 18.00 Les chemins de la connaissance. 19.00 Les chemins de la connaissance. 20.00 Les chemins de la connaissance. 21.00 Les chemins de la connaissance. 22.00 Les chemins de la connaissance.

France-Musique

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

Journée « Bayreuth 1876-1976 »

2.00 Les nuits de France-Musique : C'est hier : œuvres de Mozart, Yvain, Mithras, Copland, Mendelssohn, Brahms. 7.03 Les nuits de France-Musique : Bayreuth 1876-1976 : A Bayreuth, avec ou sans Wagner, Wagner avec ou sans Bayreuth : extraits lyriques et symphoniques. 11.05 Wagner folles : Les contes d'Hoffnung de Holzerstein. 11.30 Stagnat, fils de Wagner. 12.30 Caux qui n'ont pas chanté à Bayreuth : E. Rothberg, A. Picaver, M. Traubel, R. Taubert, M. du Monnoir, L. Lehmann. 13.00 Wagnerisme : la musique symphonique : Symphonie n° 94 « La surprise » de Haydn, Symphonie n° 3 « Wagner » de Bruckner. 15.00 Désaccord parfait : grandeur et décadence du chant wagnérien. 17.00 Wagner folles. 18.00 Les chœurs du musée-bail : du nouveau sur Wagner avec J. Moskowicz, la New-York Military Band, Patrick Conway's Band et C. Doucet. 19.05 Concert : « Parsifal » de Wagner par le chœur et l'orchestre du Festival de Bayreuth, dir. H. Knappertsbusch (1954), sol. M. Mödl, W. Windgassen, L. Weber, G. Heidegger, J. Grunold, H. Hoyer. 0.05 Les élèves et les auteurs : œuvres de Corelli, Zelenka, Schilling.

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

2.00 Les nuits de France-Musique : Guido Cantoni : œuvres de Beethoven, Mozart, Debussy, Bartok, Mendelssohn. 7.03 Concert-promenade : musique symphonique et musique légère. 9.05 Concerte BRY 188 de Bach. 10.00 Quatuor Mithras : féé 1900. 12.05 Magnésie internationale. 14.04 Programme musical de disques : œuvres de Bach, Handel, Monteverdi, Haendel, Monteverdi. 17.00 Comment l'entendez-vous ? Dornier : plus que vivre, par Jacques Dornier, journaliste et écrivain. 18.05 Jazz vivant : le groupe Snyre Dyr. 20.04 Avant-concert : œuvres de Brahms, Beethoven. 20.30 Concert : « Concerto pour deux pianos et orchestre n° 10 en mi bémol majeur », de Mozart, « Symphonie n° 7 », de Bruckner par

L'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chelley, sol. Radu Lupu et Murray Perahia, piano ; Apollon : « Double quatuor à cordes », de Spohr, « Trio pour violon, cor et piano », de Brahms. 22.00 Les soirées de France-Musique : Ex libris : à 1 h, les mots de François Jurek.

LUNDI 17 DÉCEMBRE

2.00 Les nuits de France-Musique : musique de divertissement : œuvres d'Offenbach, Viennese, Meyerbeer, Schelke, Kalman, Lehár, Drige. 7.10 Actualité du disque. 8.08 Le matin des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire : Héritage et vocation — œuvres de Ives, Foss, Ives. 12.05 Les Provinciales : Radio-France Toulouse propose « Archives » : Gabriel Fauré, Chœur de son étoile. 14.02 Répertoire contemporain. 16.00 Le Triton : œuvres de Ferroud, Stravinski, Berlioz, de Falla ; à 18 h, Stars and Stripes, avec l'Orchestre symphonique de Chicago. 18.00 L'imprévu. 18.18 Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller trompettiste de La Nouvelle-Orléans » : Intermède : Actualité. 20.00 Les musées en dialogue. 20.30 Concert (en direct de l'université de Warwick) : « Senemaya », de Warlock ; « Sinfonia di Antigone », de Chavez, « Concerto pour piano n° 1 », de Grieg, par l'Orchestre symphonique de la BBC et les « BBC Singers », dir. E. Mata, premier violon, B. Dekany, sol. B. Nassman, piano ; Entrée : « Trois versions sinfoniques », d'Orban, « Chorus 10 », de Villa-Lobos. 22.45 Les soirées de France-Musique : Les entrées de France-Poulenc et de Claude Rostand ; à 23 h, Méduses : Yvon Le Maréchal, violon.

MARDI 18 DÉCEMBRE

6.00 Musique légère : œuvres de Vivaldi, Krumpholtz, Rameau, Gardiner. 7.10 Actualité du disque. 8.08 Le matin des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire — son Amérique et celle des autres : œuvres de Thomson, Ives, Hanson, Bennett. 12.05 Les Provinciales : Radio-France Toulouse propose « Archives », avec G. Fauré. 13.32 Répertoire contemporain. 14.30 Les enfants d'Orphée : Espace pour un conte.

18.00 « Le Triton » : œuvres de Schoeck, Milhaud, Roussel ; à 18 h, Stars and Stripes : œuvres de Beethoven, Korngold, Moussorgski, Ravel, Debussy, par l'Orchestre de San-Francisco. 18.00 L'imprévu. 18.15 Avant-concert. 19.30 Concert (en direct du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles) : « Fédora et Médée » de Debussy par l'Orchestre du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, dir. S. Cambril ; sol. J. Prunt, C. Barbeur, R. Gorr, J. Ben Dem, L. Sommer, X. Tamarit. 22.00 Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct du Petit Journal).

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

2.00 Les nuits de France-Musique : les autres Amériques : à 2 h 20 : concert Carlos Chavez. 7.10 Actualité du disque. 8.08 Le matin des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire — la modernité en soi : œuvres de Carter, Varèse, Ives. 12.05 Les Provinciales : Radio-Côte d'Azur propose un récital Iliade Carabos (copras) de Debussy par l'Orchestre de la Côte d'Azur, dir. T. Parakivass, piano. 13.32 Les chants de la terre. 14.02 Opéra-magazine. 15.00 « Le Triton » : œuvres de Glinka, Bartok, Weber ; à 18 h, Stars and Stripes : œuvres de Beethoven, Korngold, Moussorgski, Ravel, Debussy, par l'Orchestre symphonique de Los Angeles. 18.00 L'imprévu. 18.15 Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller, trompettiste de La Nouvelle-Orléans » : Intermède : la bio-tonne. 20.00 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Ivan le Terrible », de Prokofiev, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France et de Sofia, dir. R. Mut ; sol. L. Arkhipov, S. Margourov, S. Nimgen. 23.00 Les soirées de France-Musique : la musique de film... après Alexandre Nevski.

JEUDI 20 DÉCEMBRE

2.00 Les nuits de France-Musique : Ernest Bour.

plus hauts sommets », d'Irene Cabrol, les par René Fauré. 12.00 Panorama : entretiens avec Anne Philipe : psychanalyse et littérature. 13.40 Les chemins de la connaissance. 14.00 Un livre, des voix : « L'amour d'un homme », de Salvat Echart. 14.30 Radio Canada présente : « L'écrivain et l'espace ». 15.00 Dérivés : Jean Duvinou, anthropologue. 15.30 Musique : musicomix. 17.10 Le pays d'ici : en direct de Besançon. 18.00 Subjektiv : Agor : à 18 h 35, Tire ta langue... ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne. 19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la neurochirurgie. 20.00 Musique, mode d'emploi : Jolivet. 20.30 Bocaccio ou l'art de la frappe, de E. Massoni, avec J. Rochefort, B. Dorel, J. Nigron. 21.30 Musique : Vocabulaire, opéra 84. 22.30 Nuits magnétiques : reportage : Lorraine cour brisé.

VENREDI 21 DÉCEMBRE

7.00 Le goût du jour. 8.15 Les enfants de la connaissance. 8.30 Les chemins de la connaissance : Malcolm Lowry et la Kabbale (et à 10 h 50 : les minorités au Proche-Orient). 9.05 Méthode du temps qui change : la crise de 1929, une crise américaine ? 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h). 11.10 L'école hors les murs : l'intégration des enfants immigrés. 11.30 Bonnes nouvelles, grande comédie : Arthur et la rose de Noël, d'Irene Cabrol, les par Françoise Ségur. 12.00 Panorama : littérature soviétique. 13.40 On commémorait... avec Stéphane Lissner. 14.00 Un livre, des voix : « Le silence », de Michèle Laffont. 14.30 Sélection prix Italia et « Ariane », de Georges Delannoy et Michel Polak. 15.30 L'échappée belle : à 18 h 35, Rendez-vous du silence : une campagne au Tonkin. 17.10 Le pays d'ici : en direct de Besançon. 18.00 Subjektiv : Agor : avec Jean Lartéguy ; à 18 h 35, Tire ta langue... ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne. 19.30 Les grandes avenues de la science moderne : l'Organisation mondiale météorologique. 20.00 Musique, mode d'emploi : Jolivet. 20.30 Le grand débat : fin du mariage, nouvelle solitude, avec Simone Veil, André Burguière, Patrick Boudaillat et Evelyn Sallier. 21.30 Black and blue : de L. Mazon et A. Gerber : un voyage à fleur de peau, avec J. Mithras. 22.30 Nuits magnétiques : redécouverte : Carson McCullers — Sibouche.

VENREDI 21 DÉCEMBRE

2.00 Les nuits de France-Musique : Joseph Haydn. 7.10 Actualité du disque. 8.08 L'oreille en colimaçon. 9.20 Le matin des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire — paysage du dehors et du dedans : œuvres de Foss et Ives. 12.05 Radio-France Toulouse propose : « Futur le volcan », de Superville, musique de B. Duboudet. 13.32 Opéra-magazine. 14.02 Répertoire contemporain. 15.00 « Le Triton » : œuvres de Janssek, Hindemith ; à 16 h, Stars and Stripes : œuvres de Dukas, Enescu, Gerstovitz, Ravel, Moussorgski, Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Dallas. 18.00 L'imprévu. 18.15 Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller, trompettiste de La Nouvelle-Orléans » : Intermède : la bio-tonne. 20.00 Concours international de guitare. 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Ivan le Terrible », de Prokofiev, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France et de Sofia, dir. R. Mut ; sol. L. Arkhipov, S. Margourov, S. Nimgen. 23.00 Les soirées de France-Musique : la musique de film... après Alexandre Nevski.

VENREDI 21 DÉCEMBRE

2.00 Les nuits de France-Musique : Joseph Haydn. 7.10 Actualité du disque. 8.08 Le matin des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire — le mur du silence : œuvres d'Ives, Myrow, Carter. 12.05 Radio-France Toulouse présente la finale du concours international de chant de Toulouse. 13.32 Les chants de la terre. 14.02 Répertoire contemporain : musique contemporaine pour les enfants. 15.00 Verveine-scotch : œuvres de Delannoy, Debussy, Ravel, Zimmermann, Badi, Smith. 17.00 Histoire de la musique. 18.00 L'imprévu : à 18 h 30, l'actualité lyrique. 19.15 Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller, trompettiste de La Nouvelle-Orléans » : Intermède : le clavier bien rythmé. 20.00 Avant-concert. 20.30 Concert : suite de danses de Bartok, « Les Nuits d'été », de Berlioz ; « Les Tableaux d'une exposition », de Moussorgski, par l'Orchestre symphonique de San Francisco, dir. M.-W. Chung ; sol. H. Harper, soprano. 22.34 Les soirées de France-Musique : les entrées de France-Poulenc avec Claude Rostand ; à 1 h, musique traditionnelle d'Inde du Nord.

صلى الله عليه وسلم

Philatélie n° 1874

Les terres australes et...
— antarciques françaises seront dotées d'une émission de six timbres-poste et de quatre poste aérienne, le 1^{er} janvier 1985, pour un montant de 63.10 F.

0.70 F, gris foncé, gris-bleu, violet; P.A.; moulin; des. gr. J. Combet.



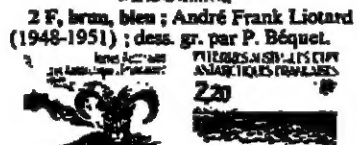
1.70 F, noir, brun, brun clair; type manchot Empereur; des. gr. Claude Andréotto.



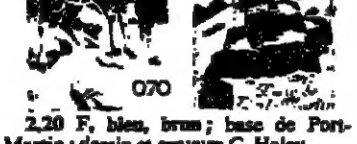
1.80 F, bleu, violet; « Biomasse »; dessin et gravé par J. Gauthier.



2 F, brun, bleu; André Frank Liotard (1946-1951); des. gr. par P. Béquet.



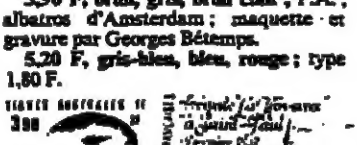
2.20 F, brun, brun clair; P.A.; albatros d'Amsterdam; maquette et gravure par Georges Bédemps.



2.20 F, brun, brun clair; base de Port Martin; dessin et gravure C. Haley.



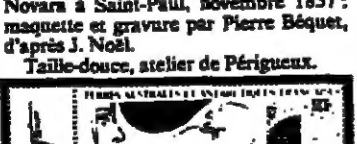
2.80 F, bistre-noir, bleu-vert, bleu; pétrel des neiges; dessin et gravé Claude Andréotto.



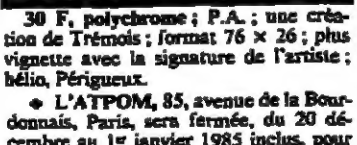
3.90 F, brun, gris, brun clair; P.A.; albatros d'Amsterdam; maquette et gravure par Georges Bédemps.



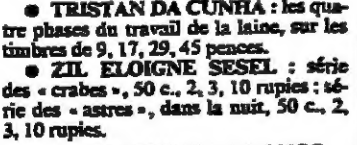
5.20 F, gris-bleu, bleu, rouge; type 1.80 F.



12.80 F, noir, brun; P.A.; frégate la Novara à Saint-Paul, novembre 1857; maquette et gravure par Pierre Béquet, d'après J. Noël.



Taille-douce, atelier de Périgueux.



30 F, polychrome; P.A.; une création de Trémois; format 76 x 26; plus vignette avec la signature de l'artiste; bleu, Périgueux.



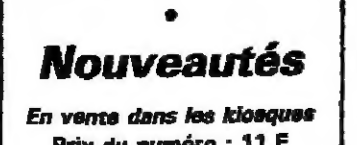
• L'ATPOM, 85, avenue de la Bourdonnais, Paris, sera fermée, du 20 décembre au 1^{er} janvier 1985 inclus, pour inventaire.



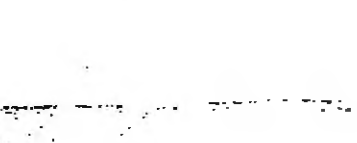
• ZIL ELOHNE SESEL : série des « crabes », 50 c., 2, 3, 10 roubles; série des « ours », dans la nuit, 50 c., 2, 3, 10 roubles.



ADALBERT VITALYOS.



Le Monde des PHILATÉLISTES



Dans le numéro de DÉCEMBRE 92 pages



LA «POSTE» CLANDESTINE DE SOLIDARNOSC

LA NORVÈGE PAYS POLAIRE

Nouveautés

En vente dans les kiosques

Prix du numéro : 11 F

Maison

Meubles en mikados

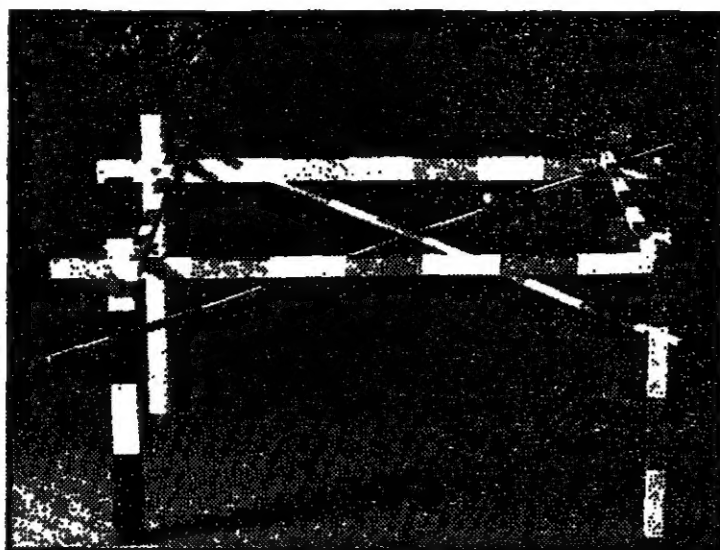


Table basse (Pierre Sala).

PIERRE SALA a trente-six ans. Il crée un mobilier qui ne ressemble à aucun autre. D'abord homme de théâtre (décorateur, metteur en scène puis directeur de la Potinière), Pierre Sala décide, au printemps de 1981, d'imaginer des chaises aux drôles de formes, aux couleurs vives. C'est comme un mini-spectacle qu'il propose d'introduire chez soi.

Il débarque dans le monde du meuble comme un homme venu d'une autre planète. Celle de l'imaginaire à l'état pur. Sans se plier aux contraintes d'un fabricant, ni au bon vouloir des distributeurs, Pierre Sala va, seul, de l'avant.

Il crée, il fait fabriquer, il diffuse. Son style s'impose, surtout à l'étranger. Son bureau-cahier à spirale à pieds crayons se vend, par centaines, au Japon et aux États-Unis.

Nouvelle étape pour Pierre Sala, une exposition au centre VIA. Les quinze meubles de sa ligne mikado sont des pièces uniques que les amateurs d'art contemporain pour-

ront voir, et acheter, jusqu'au 6 janvier.

Inspirés du très ancien jeu chinois, ces meubles-objets sont composés de mikados géants de différentes sections, en bois, en aluminium ou en plastique.

Les tables, consoles, sièges et bureau, d'une apparence très aérienne, sont l'aboutissement d'une orchestration de la couleur et de la matière. « L'idée de cette collection, dit Pierre Sala, m'est venue au cours d'un long voyage en avion. A l'aube, en regardant par le hublot, j'ai vu des meubles se profiler au bord de l'aile. Légers, mais avec une présence très graphique. »

Les plateaux de verre des tables, hautes et basses, sont animés d'effets de nuages gris, certains mis en mouvement par des cellules solaires appliquées sur les montants des meubles.

Ces raffinements sont possibles sur les pièces uniques de l'exposition, vendues entre 8 000 et 25 000 F. Ensuite, de même que le prêt-à-porter dérive de la haute couture, des applications seront recherchées pour l'édition d'une ligne de meubles mikado.

JANY AUJAME.

• Jusqu'au 6 janvier, centre VIA, 10, place Sainte-Opportune, 75001 Paris. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures.

VVF EN HIVER

LA NEIGE POUR TOUS

Village de vacances de Super-Besse

Séjours promotionnels en janvier et mars 1985.

Au-delà du ski.

Stages de bridge

Organisés par la Fédération française de bridge
Initiation et premier perfectionnement
avec des moniteurs agréés.

INFORMEZ-VOUS :
CENTRE DE RÉSERVATION VVF
91410 DOURDAN
Tél. : (6)459-78-18

Rive gauche

le bar à huîtres
Poissons et coquillages
L'après-midi
dégustation de fruits de mer
VENTE À EMPORTER
712, bd du Montparnasse 146 - 330 71 01
Tous les jours de 11h à 21h du matin
Nourriture possible de parking gratuit

Rive droite

AUX ROSES DE BLIDA
Sur commande spécialités plats-mais
- COUSCOUS, MOUTONS
SOUBRESSADE, COUSCOUS
PAELLA, PASTILLA, TAGINE
A emporter ou livré à domicile
dans Paris à partir de 200 F.
29, rue de Châteaux, 75017 PARIS
622-43-86
Ouvert le dimanche matin.

A LA CARTE
"Nos huîtres:
des spéciales, des
claires,
des belles."
BOFINGER
1864 - 1984
La plus ancienne brasserie de Paris
vous accueille jusqu'à 1 heure du matin.
Menu gastronomique à 115 F, vin compris.
7 rue de la Bastille. Tél. : 272.87.82.

CHARLOT
ROI DES COQUILLAGES
12, PLACE CLICHY PARIS 8^e - 874.84.84
ACCUEIL JUSQU'À 21H DU MATIN.

les gourmets
font la différence
GLACES · SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils.
39/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 343.70.17
Ma. DAUMESNIL (Félix-Eboud)

Le Grand Café
A l'abri de l'été
A l'abri de l'hiver
A l'abri de l'automne
A l'abri du printemps
A l'abri de l'été
A l'abri de l'hiver
A l'abri de l'automne
A l'abri du printemps

Gastronomie

Fouquet's : new style et pérennité

Largement octogénaire, dans un Paris qui change trop vite, sur ces Champs-Élysées devenus grégaires, le Fouquet's que découvrait, en 1922, un petit jeune homme débarqué du train de Liège et qui allait devenir Simon, le Fouquet's où Pagnol signa son premier contrat cinématographique, le Fouquet's où trôna Raimu, impérial, le Fouquet's devant lequel Tino Rossi voulut que, sur le chemin de son éternité, son convoi s'arrêtât dix secondes, le Fouquet's où l'on célébra le centenaire de James Joyce, le souvenir de Louis Delluc et de tant d'autres. Le Fouquet's où les « Césars » se mettent à table et José Artur au micro, le Fouquet's enfin tel qu'en lui-même, avec son bar tout-parisien, sa terrasse connue du monde entier, n'est-il qu'une brasserie de luxe comme disent les envieux ?

Cela serait que, déjà, l'on pourrait s'en féliciter, et le menu du Grill (175 F) a bien des mérites avec ces plats devenus si rares, comme le merlan Colbert par exemple, où l'assiette anglaise, les œufs en gelée et aussi le plat du jour des voitures (du jambon d'York épinards en branche au baron d'agneau rôti gratin dauphinois en passant par la côte de bœuf). Pour finir par les fromages de la Ferme Saint-Hubert (combien de brasseries ou même de grands restaurants ne font pas l'effort de se fournir chez un bon fromager ?) ou la cascade somptueuse de desserts.

Mais le Fouquet's c'est aussi le restaurant du 1^{er} étage (voisinant les salons) et Fouquet's Elysses propose une carte encore plus gourmande que celle d'en bas, plats partant des mêmes immenses cuisines où règnent Pierre Ducroux et son adjoint Jean-Marie Brisson.

Le saumon fumé et le saumon cru mariné du bas deviennent ici le palmart des deux saumons, et ce duo est une mise en bouche à ceux qui ne préféreraient pas le saumon légèrement fumé tiède sur épinards tendres où les huîtres au sabayon au champagne. J'aime le pavé de foie de veau au miel d'acacia et oignons confits, le ris de veau braisé aux langoustines, mais le gibier (la poule faisane aux toasts chauds et croquettes de maïs, par exemple) est tentateur. Il me plaît que les salades soient assaisonnées selon le goût, que les poissons, souligne la carte, puissent être servis « grillés, poêlés, pochés ou cuits à la vapeur ».

Et qu'enfin la carte des desserts soit une promenade au palais de Dame Tartine (avec l'assiette des croqueurs de chocolat, le gâteau chocolat, le délicat café saucé chocolat, la mousse au chocolat et son pain de Gênes, la gourmandise au chocolat amer en sorbet...). Un éventail qui m'a donné envie de relire le très intéressant ouvrage de Sylvie Girard *Guide du chocolat et de ses dérivés* (Éditions Messidor) merveilleusement illustré.

Le simple saint-émilion Fouquet's est honorable et de prix très honnête mais la cave est riche, et une pléiade de sommeliers qualifiés vous y guidera parfaitement. Ainsi le Fouquet's new style peut-il cohabiter sans heurt avec le Fouquet's de tradition. La pérennité demeure ici, sereine, dans l'envahissement des Champs-Élysées par la néofood, Saloons ! Cela vaut bien un « drink » au bar devenu intemporel où « les dames seules ne sont pas admises », sous l'œil ironique de Raimu, et des dernières « mouches de bar » de Paris. 99, Champs-Élysées. Tél. : 273-70-60

LA REYNIERE.

Dessirier 380.50.72
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
8, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

la main à la pâte
grande cuisine italienne, dans un cadre raffiné
35, rue SAINT-HONORÉ, PARIS (1^{er})
Tél. : 236-64-73 - 508-25-73

LE CHALUT
84, bd Beaumartin (17^e)
Tél. 387-35-84
LA PLUS BELLE CARTE
DE POISSONS DE PARIS
Salle climatisée
Ouv. dim. midi. F/dim. s. et lundi

POUR VOS INVITATIONS le soufflé
ANDRÉ FAURE
Se donne cuisine française et ses soufflés.
36, rue du MONT-HABOR (pres de la place Vendôme)
Réservation 280.27.16
Fermé le dimanche

LE GRAND CHINOIS
6, Av. de New York 16^e
220.58.21 (tous les jours)
"LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS"
AIR-CLIMAT - ATLAS
Carte d'or club Gault et Millot

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.
Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.
LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris avec sa cuisine bavaroise traditionnelle. Saumon de 10 à 150 grammes. Plus d'assiettes. Réservation, 233 48 44
LA CHAMPAGNE
Le grand restaurant de la mer. Vins de France et de Champagne. 10, rue de la Chapelle, Paris 10. Réservation, 874.44 78
CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Asie. 3, place du 18 Juin 1946, Paris 6. Face à la Tour Montparnasse. Réservation 548.96.42

Environs de Paris
A 15 MINUTES DE L'ÉTOILE
AUTOROUTE DE LOUVECIENNES - 2^e SORTIE
64, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES - Tél. 369.94.53
REPAS D'AFFAIRES
CABINE DE VERRE
SALONS DE RÉCEPTION
Nouvelle formule :
MENU GASTRONOMIQUE
à 140 FTS avec
et Grande Carte
AuBERGE Cœur Volant
PACHA CLUB DE 22 h. 30 A L'AUBE
RÉVEILLONS : NOËL, DÎNER AUX CHANDELLES - AMBIANCE MUSICALE
Menu à 450 F (s.c.) Vin à discrétion
SAINT-SYLVESTRE : COTILLONS - ANIMATION - ORCHESTRE
Menu à 880 F (s.c.) Vin à discrétion
et champagne à volonté
ON DANSERA JUSQU'À L'AUBE

Super-Besse : du bâton du berger à celui du skieur

Sur les pistes des volcans.

C'EST là que le ski auvergnat a imprimé ses premières traces. Curi de Besse, l'abbé Blot ramena en 1904 de Norvège d'étranges planches, avec lesquelles il fit sensation dans le village, sans pour autant éveiller une énorme passion. Il en passa la nuit sur les pointes rabotées des volcans avant que la neige ne soit plus uniquement considérée comme une contrainte, alors que sur le versant opposé du massif du Sancy, au Mont-Dore, un ski-club voyait le jour dès 1908 et jetait les bases d'une station qui sera très courue des Parisiens, entre les deux guerres, sous l'impulsion de l'aviateur Dieudonné Costes, à l'origine de la construction d'un téléphérique en 1937. Il est vrai que le Mont-Dore, roche du thermalisme, était directement relié par chemin de fer à la capitale d'où descendaient célébrités du sport et de la finance, gros consommateurs de loisirs qui s'élançaient sur les pentes formant cul-de-sac de la vallée naissante de la Dordogne, gisant là sa source.

Dans le même temps, le gros bourg de Besse se souciait d'économie purement rurale, pastorale plus précisément. Situé aux portes des pâturages d'estive, il engrangeait les effets d'une intense activité laitière et fromagère qui s'exprime encore aujourd'hui à travers la tenue, chaque lundi, d'un marché spécialisé du saint-nectaire, les fermes exhibant à cette occasion leur production de la semaine, pièces rondes de couleur encore claire destinées à « mûrir » dans les caves des grossistes. Mais c'est bien parce que les troupeaux ne nourrissaient plus aussi facilement leurs hommes que Besse, sans vendre pour autant son âme, se décida enfin à troquer le bâton du berger pour le bâton du skieur.

Cela en 1961, non sans querelles locales qui retardèrent un peu l'inauguration des premiers remonte-pentes dans le cirque de la Biche, un site peuplé par les chamois et par une ferme d'estive à 7 kilomètres du bourg. C'est là qu'est installée depuis près de vingt ans la station de Super-Besse, deuxième pôle de la commune où vivent en permanence, sous les pentes et autour d'un lac, un peu plus de quatre cents personnes, soit le cinquième de la population. Elle a résorbé l'hémorragie démographique des montagnes voisines, et aucun de ces « pionniers » ne dépasse la cinquantaine, fait au quel l'immuable maire de Besse, M. Alfred Pipet, accorde une grande importance en souvenir sans doute des détracteurs du début de la conquête.

Le contraste est très apparent en tous domaines. « En bas », autour du beffroi, un réseau très serré de rues étroites laisse découvrir des maisons de pierres sombres surmontées de tourelles, témoignages architecturaux de la richesse ancienne. « En haut », un habitat sans cachet où dominent des rangées de chalets à la façade en triangle témoigne de l'occupation accélérée du nouveau territoire. La station affiche treize mille lits, pour la plupart propriété d'une clientèle aux origines marquées : un tiers de Clermontois (la capitale régionale se trouve à 60 kilomètres), un tiers de Parisiens (couronne comprise), un tiers de gens du Val-de-Loire.

Tourné vers le sud, l'amphithéâtre de la Biche est sillonné par une quarantaine de kilomètres de pistes, loin de pouvoir rivaliser en dénivelées avec celles des grandes stations des Alpes. Le profil limite les possibilités de vertige, encore que quelques portions de la station laissent le champ libre à la haute vitesse. Depuis longtemps, ses responsables ont compris qu'il était vain de « cibler » une clientèle hautement sportive. Quand bien même



Hiver auvergnat

Accès. — Par la route : à partir de Clermont-Ferrand, direction Isère (N 9) puis à une vingtaine de kilomètres, N 678 par Charbonnières. Par le train : gare SNCF à Clermont-Ferrand (50 km) et correspondance par cars. Par l'avion : aéroport de Clermont-Ferrand — Auvergne.

Accueil. — Office du tourisme Le Grand Mâze, 63.610 Besse-en-Chandesse, tél. (73) 79.52.84.

État des routes : (73) 79.53.87. Enneigement : (73) 79.62.92. Hébergement. — 13.000 lits à Besse et à Super-Besse. 14 hôtels toutes catégories. Chalets. Caravanes à la station (réservations au (73) 79.60.20). Renseignements à l'office du tourisme.

Remontées mécaniques. — La station offre un forfait 7 jours (620 F durant les vacances scolaires, 420 F hors vacances) comprenant droit à : remontées mécaniques (18), leçons de ski, nouvelles, piscine, patinoire, sauna etc. Pour les remontées uniquement : forfait 1 jour 73 F, 7 jours 316 F. Forfait spécial 1 jour valable sur Super-Besse et Le Mont-Dore, 83 F.

Ecole du ski français. — Enseignement alpin et nordique assuré par 50 moniteurs, moniteurs ou jardiniers des neiges. Stages à la carte (4 heures quotidiennes durant 6 jours) pour débutants ou compétiteurs. Tél. (73) 79.61.75.

Restaurants. — Les Moutons à Besse : une étoile au guide Michelin, dirigé par M. Antoine Sapichet, dont la grande spécialité est le saumon de fontaine aux champignons sylvestres, sans compter la potée et la côte de veau besarde. Tél. (73) 79.51.31. Dix autres restaurants et possibilités de repas à la ferme.

l'auraient-ils voulu, les familles auraient imposé un ski plutôt « peinarde » sur des pistes atteignant l'altitude 1 550, leur départ se situant 500 mètres plus bas. Certains dimanches et jours de fête, on se bouscule autour de la gare téléphérique secondée par deux télésièges et quinze téléskis. C'est bien la preuve, pour ses animateurs, qu'il ne sert à rien de vouloir hausser le col en cherchant à se comparer aux stations géantes de l'autre côté du Rhône. Super-Besse reste une affaire sûre qui rapporte gros au budget communal, détail sur lequel le maire reste évasif. Quatre milliards de centimes ont été en tout cas investis en vingt ans, et n'était le taux actuel des prêts, le domaine skiable serait déjà doublé depuis la récente acquisition de 500 hectares en prolongement direct des zones actuellement aménagées.

La définition familiale de Super-Besse se trouve aujourd'hui réaffirmée à travers ce qu'il faut bien appeler un nouveau virage donné à sa politique. En effet, elle intègre d'ambitieux aménagements pour le ski de fond. Cette évolution lui a été imposée par la clientèle. Malgré un évident désir des touristes d'un certain âge de trouver pistes nordiques à leurs pieds, les Bessards ne voyaient pas d'avantages immédiats à les satisfaire puisqu'ils discernaient mal le niveau possible des recettes d'une activité... gratuite. De 1970 à 1980, le ski de fond a vivifié parce qu'il était désigné comme un concurrent inutile du ski alpin. En quatre années, cette fausse idée a été battue en brèche, une quarantaine de kilomètres ayant été aménagés dans d'excellentes conditions durant cette période. Mais, à compter de 1985, c'est une véritable transformation qui doit se produire, avec la mise en place d'une zone nordique, pièce d'un vaste ensemble élaboré par le parc naturel régional des volcans d'Auvergne.

Une base située à 4 kilomètres de Super-Besse, à proximité de l'écrin naturel constitué par le lac Pavin, servira de point de départ à l'exploitation intensive de terrains parfaitement adaptés à la pratique du « ski horizontal ». Un gisement sans fin pour le fond, avec une liaison sans problème avec le Canal proche. Ainsi ne parle-t-on plus que de complémentarité avec le ski alpin, les deux pôles se trouvant reliés aussi bien par route que par piste. Bref, Super-Besse revient en partie à sa vocation première. Le retour aux sources était difficilement évitable, car, comme le dit le maire, « on ne peut pas relever nos montagnes ». D'ailleurs, c'est le transfert forcé des championnats de France de ski de fond, en 1958, du Mont-Dore au site qui abrite maintenant Super-Besse qui finit par convaincre l'ensemble des élus venus sur place de la qualité des terrains environnants. Un homme soutient l'idée depuis 1951. Un enfant du pays qui était parti « faire le monteur » à Val-d'Isère juste après la guerre. Un simple paysan qui réussit donc à faire partager sa conviction. Aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, Germain Gauthier reste la mémoire vivante du Sancy, presque une figure de légende. C'est par lui qu'il faudrait commencer un séjour à Super-Besse. Pour le trouver, c'est tout simple. An pied des pistes de descente démarre la piste de ski de fond balisée en bleu. Deux kilomètres plus loin, au bas d'une bosse, la trace passe sous les fenêtres de sa ferme des Ribages. Il y « cultive » le saint-nectaire avec ses enfants, et aussi la cordialité sans la moindre affectation. Dans sa bouche resurgit tout le passé du ski à l'auvergnate dont Super-Besse est une des formes les plus achevées.

Liberté Tarrago.

Modernisation et chômage

Le chef son action

Le chef son action

M. M. SUR SA

Le chef son action

Le chef son action

La conve



Premier et l

Les Et

vingt m

De notre

Le Havre. — En 1985, le projet de rénovation de la ville de la Biche, un site peuplé par les chamois et par une ferme d'estive à 7 kilomètres du bourg. C'est là qu'est installée depuis près de vingt ans la station de Super-Besse, deuxième pôle de la commune où vivent en permanence, sous les pentes et autour d'un lac, un peu plus de quatre cents personnes, soit le cinquième de la population. Elle a résorbé l'hémorragie démographique des montagnes voisines, et aucun de ces « pionniers » ne dépasse la cinquantaine, fait au quel l'immuable maire de Besse, M. Alfred Pipet, accorde une grande importance en souvenir sans doute des détracteurs du début de la conquête.

AU JOUR

Le chef son action